

L'HYGIÈNE

SOUS LES CONSULS LYONNAIS

LE BUREAU DE SANTÉ

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 25 Novembre 1932

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

M. ROBERT DERAMAIX

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire
Diplômé d'Hygiène et de Microbiologie de l'Université de Lyon
Né à Caen, le 29 août 1909

LYON

IMPRIMERIE M. AUDIN ET CIE

1932

L'HYGIÈNE SOUS LES CONSULS LYONNAIS

L'HYGIÈNE

SOUS LES CONSULS LYONNAIS

LE BUREAU DE SANTÉ

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 25 Novembre 1932

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

M. ROBERT DERAMAIX

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire

Diplômé d'Hygiène et de Microbiologie de l'Université de Lyon

Né à Caen, le 29 août 1909

LYON

IMPRIMERIE M. AUDIN ET CIE

1932

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

DOYEN HONORAIRE.....	MM. L. HUGOUNENQ
DOYEN.....	J. LÉPINE
ASSESEUR.....	X.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. CAZENEUVE, ROQUE, LANNOIS, HUGOUNENQ, ROCHET, BARRAL.

PROFESSEURS

Cliniques médicales.....	{	MM. PIC
Cliniques chirurgicales.....		PAVIOT.
Clinique obstétricale et Accouchements.....		TIXIER.
Clinique ophtalmologique.....		BÉRARD.
		VORON.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....		X. BONNET (agrégé chargé de cours).
Clinique neurologique et psychiatrique.....		NICOLAS.
Clinique des maladies des enfants.....		LÉPINE (J.).
Clinique des maladies des femmes.....		MOURIQUAND.
Clinique d'Oto-rhino-laryngologie.....		VILLARD.
Clinique des maladies des voies urinaires.....		COLLET.
Clinique chirurgicale, infantile et orthopédie.....		GAYET.
Clinique et prophylaxie de la tuberculose.....		NOVÉ-JOSSERAND.
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie.....		COURMONT
Chimie biologique et médicale.....		CLUZET.
Chimie organique et Toxicologie.....		FLORENCE (G.).
Matière médicale et Botanique.....		MOREL.
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.....		MANCEAU.
Anatomie.....		GUIART.
Histologie.....		LATARJET.
Physiologie.....		POLICARD.
Pathologie externe.....		DOYON.
Pathologie interne.....		LERICHE.
Pathologie et Thérapeutiques générales.....		FROMENT.
Anatomie pathologique.....		CADE.
Chirurgie opératoire.....		FAVRE.
Médecine expérimentale et comparée et Bactériologie.....		PATEL.
Médecine légale.....		ARLONQ (F.).
Hygiène.....		ETIENNE MARTIN.
Thérapeutique.....		ROCHAIX.
Pharmacie et Pharmacologie.....		SAVY.
Hydrologie thérapeutique et Climatologie.....		LEULIER.
		PIÉRY.

PROFESSEURS TITULAIRES SANS CHAIRE

Chargé d'un cours de Propédeutique de Gynécologie.....	MM. CONDAMIN.
Chargé d'un cours d'Anatomie médico-chirurgicale.....	THEVENOT (Léon).
Chargé d'un cours d'Embryologie.....	NOEL.

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Chirurgie expérimentale.....	MM. TAVERNIER.
Stomatologie.....	PONT.

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
NOGIER.	DUFOURT.	DECHAUME	GUILLEMINET.
RHENTER.	DEVIC.	BERNHEIM.	MORENAS.
MAZEL.	GABRIELLE.	POLLOSSON.	REBATTU, Ch.
SANTY.	MARTIN (Joseph).	CHAMBON.	REVOL, Ch.
CHALIER (André).	ROCHET (Ph.).	CIBERT.	ENSELME, Ch.
CHALIER (Joseph).	WERTHEIMER.	EPARVIER.	SÉDALLIAN, Ch.
DUMAS.	GATÉ.		



EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. ROCHAIX, Président ; GUIART, Assesseur ;
MORENAS, SEDALLIAN.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

A MA FEMME

A MA FAMILLE ET A MES AMIS

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE,
MONSIEUR LE PROFESSEUR A. ROCHAIX
Professeur d'Hygiène à la Faculté de Médecine de Lyon
Chevalier de la Légion d'Honneur

Il a bien voulu nous confier le sujet
de ce travail, et nous fait le grand hon-
neur de présider cette thèse. Qu'il
veuille bien agréer ici l'hommage de
notre respectueuse reconnaissance.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR J. GUIART
Professeur de Parasitologie et d'Histoire de la Médecine
aux Universités de Cluj (Roumanie) et de Lyon
Chevalier de la Légion d'Honneur

Nous le remercions de nous avoir
accordé le grand honneur d'être parmi
nos juges.

A NOS JUGES,
MONSIEUR LE DOCTEUR MORENAS
Agrégé de Parasitologie

MONSIEUR LE DOCTEUR SEDALLIAN
Chargé de Cours à la Faculté

Qu'il veuille bien trouver ici l'ex-
pression de notre profonde gratitude
pour la bienveillance dont il a fait
preuve à notre égard et les conseils
qu'il nous a donnés au cours de ce
travail.

A NOS MAÎTRES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
ET DES HÔPITAUX DE LYON

A NOS MAÎTRES
DE L'ÉCOLE DU SERVICE DE SANTÉ MILITAIRE
ET
DE L'HÔPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION DESGENETTES

A NOS CHEFS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

« Lyon, principale et capitale cité de la Gaule celtique, boulevard de France, souverain siège en la spiritualité de toutes les Gaules, officine du commerce de tout le monde, se peut vanter que Dieu et les astres se sont tant inclinés en sa faveur, que de l'avoir honorée de la plus commode, la plus belle, la plus délicieuse situation, qu'autre ville d'Europe. Car il n'est possible d'avoir deux plus riches, plus fécondes et plus plantureuses nourrices, que ces deux grandz fleuves du Rhône et de la Saône. »

Le bon Paradin, par cet hommage touchant, ce naïf témoignage de l'admiration qu'il voue à son pays d'élection, nous incite dès les premiers mots à connaître l'histoire mouvante des origines de notre ville !

Après lecture des ouvrages d'un de Rubys, d'un Ménestrier, il semble que la cité où l'on vit nous soit plus familière ; les yeux regardent différemment ce qui la veille retenait seulement l'attention au nom de l'esthétique, notre esprit prête une âme au sol immuable, abri des métamorphoses propres aux habitations humaines. L'âme du pays c'est son passé, son histoire : elle anoblit la parure changeante de la cité.

De brillants édifices ont succédé aux maisons d'au-

trefois ; l'hygiène, le confort sont appelés à régner aux mêmes emplacements qui virent des rues étroites et tortueuses, des maisons mal aérées, humides, où le soleil ne pénétrait pas.

Ce contraste heureux, c'est l'œuvre des générations qui nous ont précédés ; nous l'oublions trop facilement, enclins à jouir des commodités dispensées, sans en rechercher la source. Les historiens nous sortent momentanément de cette apathie, en retraçant à grands traits la physionomie particulière à chaque époque de la ville où nous sommes. Par la connaissance de ce perpétuel remaniement nous pouvons attribuer une véritable existence aux monuments, vestiges du passé, et une raison d'être de certaines coutumes. Mais surtout, grâce à ces témoignages, notre attachement au pays ne revêt plus son caractère d'égoïsme habituel, un sentiment différent se glisse en nous : c'est le respect des longues périodes de tâtonnement où l'homme cherchait une voie meilleure, une amélioration sans cesse grandissante de la Société, dans son sens le plus large.

Toutefois, si on a suivi minutieusement l'évolution d'une ville déterminée, dans les diverses formes de son activité, a-t-on toujours fait ressortir nettement les efforts de nos ancêtres en vue de la préservation d'un bien précieux : la santé humaine ?

Ne convient-il pas de signaler que l'on a une tendance innée à rejeter du passé toute application rationnelle de l'Hygiène ? Au premier abord, on serait porté à assigner à cette science une date d'apparition catégorique, la subordonnant à des découvertes expéri-

mentales, lui donnant un substratum solide. En vérité, le paradoxe apparaît vite : semblable conception exclurait, en quelque sorte, les époques antérieures de la recherche des conditions les plus favorables à la conservation de l'existence humaine, à la sauvegarde de la race ! De tout temps, l'individu a ressenti le besoin, inhérent à sa nature, d'être protégé. La crainte des mouvements militaires n'était-elle pas l'occasion des anciennes fortifications qui couvraient la ville ? On ne comprendrait pas qu'autrefois il n'y eût aucun essai de lutte, aucune mesure préventive contre certaines maladies, la peste notamment, prenant parfois l'allure d'un fléau redoutable.

Certes, sans essayer de résumer la distinction par des formules définitives, on peut dire que l'Hygiène actuelle diffère beaucoup de l'Hygiène empirique qui avait cours jadis. En réalité, l'histoire de cette branche de la Médecine ne se divise pas, il serait illogique d'établir une séparation factice : l'Hygiène est une, tout d'un tenant. Là aussi, il y a eu un modelage constant ; une science d'une importance aussi capitale, qui ne tire pas son origine de faits strictement expérimentaux, a présenté sa période d'enfance, ses premiers pas ; nous devons nous appliquer à en conserver le souvenir, à en perpétuer la tradition !

Le domaine est vaste. Nous ne saurions le parcourir isolément. C'est parce que les premiers jalons en avaient été jetés que nous avons pu entreprendre cette étude. Qu'il nous soit donc permis, au début de ce travail, avant d'émettre nos idées, de souligner d'ores et déjà les noms des médecins dont les travaux nous

ont procuré des renseignements précieux sur différents points intéressant l'histoire de l'Hygiène lyonnaise.

La documentation précise de l'article sur la peste de M. le Professeur Guiart nous a servi maintes fois. Nous n'ignorons pas que prochainement, dans un congrès, M. le Professeur Guiart traitera de l'action générale des Bureaux de Santé.

D'après les indications de M. le Professeur Rochaix, *Hygieia lugdunensis* du Docteur Sabatier, nous a fourni une vue d'ensemble utile, à laquelle nous nous en réfèrerons souvent.

Le Docteur Audry a retracé plusieurs épisodes attrayants de l'histoire médicale de notre ville, en les situant dans un cadre vivant.

Du jour où nous prîmes connaissance de l'étude du Docteur Artaud, certaines difficultés se trouvèrent aplanies.

Et pourtant, le chemin à parcourir est encore trop long, trop désert pour le suivre entièrement. C'est pourquoi nous nous sommes attaché principalement à mettre en lumière, dans des limites chronologiques précises, le rôle essentiel joué par le Bureau de Santé de Lyon, — déjà signalé par M. le Professeur Guiart —, facteur prépondérant de la disparition des épidémies de peste dans notre région, mais aussi qui a droit à une place de tout premier ordre lorsque l'on considère l'ensemble de ces formations sanitaires qui ont délivré la France de l'épouvantable fléau.

Et même en restreignant ainsi nos recherches, un travail limité par le temps ne peut représenter qu'une simple contribution à l'exposé de cette question com-

plexe, et non une mise au point définitive. Nous avons tablé avant tout sur les textes des Archives de la ville. Mais, à partir de ces documents plus ou moins disparates, parfois sans lien naturel, l'interprétation risque de fausser la vérité des faits. Aussi, demeurerons-nous le plus près possible des écrits que nous avons sous les yeux, préférant une incertitude à une erreur, au risque de négliger la coordination de ce travail.

Toutefois, nous croyons indispensable de résumer en quelques lignes la conduite de notre thèse.

Pour la compréhension plus parfaite du contexte, nous donnerons certains renseignements historiques ayant trait à l'organisation Consulaire, rappel politique, se rattachant à la création du Bureau de Santé. Puis, brièvement, nous apporterons des preuves indubitables de l'existence très ancienne d'une véritable hygiène urbaine.

Dans un second chapitre, nous noterons l'opinion de plusieurs médecins lyonnais, au sujet des causes de la peste — appelée également contagion ou maladie contagieuse —, en quelque sorte le fondement des mesures instituées. Nous ne retiendrons que les idées émises dans le cadre chronologique de l'action du Bureau de Santé (1577-1749-50).

Cet exposé préalable établi, nous séparerons dans l'étude de la Commission de Santé, d'une part la création, la constitution et le fonctionnement général de ce rouage d'hygiène, de l'autre sa vie réelle, c'est-à-dire les ordonnances promulguées, extériorisation de l'action des membres du Bureau : les « Commissaires députés pour le fait de la Santé ».

CHAPITRE I

LE CONSULAT ET L'HYGIENE

AVANT LA FONDATION DU BUREAU DE SANTÉ

Les origines du Consulat

Les premiers historiens lyonnais nous ont légué des versions différentes touchant l'origine de leur cité. Signalons seulement que la fondation romaine demeure, malgré les controverses, la première agglomération urbaine. L'emplacement primitif de la ville fut les hauteurs actuelles de Fourvière et Saint-Just, mais les constructions s'étendirent rapidement sur les rives de la Saône, et il est certain que la partie comprise entre les deux fleuves, occupée par des îles, ne resta pas inhabitée.

Avec la disparition de la domination romaine, l'histoire de Lyon fut une suite de remaniements politiques. Notons seulement que, sous Charlemagne, deux hauts dignitaires se partagent les pouvoirs : l'Archevêque et le Comte ; l'un ayant l'autorité religieuse, l'autre tout puissant en matière civile. Une curie est instituée : sept Scabins assistent le Comte et rendent la justice avec lui.

Faisons mention de la scission survenue entre le royaume de France et le Lyonnais, vers 963.

Le gouvernement des Archevêques tire son origine du renoncement du Comte à ses droits temporels (1062) et l'Eglise conservera ses prérogatives jusqu'au xv^e siècle. Les successeurs de l'Archevêque prendront en outre le titre de Primat des Gaules et à côté d'eux les Chanoines jouiront d'un pouvoir important.

Le Lyon des Archevêques représentait une mosaïque de quartiers régis différemment. Les formes compliquées, l'arbitraire en certains cas de la juridiction ecclésiastique, provoquèrent les protestations des bourgeois de la ville. Dès 1195 les habitants se soulèvent et constituent un pouvoir indépendant : la Commune. On leur accorde ensuite la direction du bourg, c'est-à-dire essentiellement le côté Saint-Nizier, que l'on opposait au côté Fourvière. Après une première intervention royale, les Lyonnais souhaitent de plus en plus la protection de la Couronne leur assurant une indépendance municipale plus absolue.

En 1271, deux Commissaires accrédités par Philippe III, venus pour régler un différend entre l'Eglise et les bourgeois, autorisent l'élection de douze citoyens ayant la charge des affaires de la Ville. En 1312, Philippe le Bel ayant pris la cité sous sa sauvegarde, lui accorde l'établissement ferme du Consulat.

L'archevêque, Pierre de Savoie, ratifie la décision royale en 1320. Le Consulat était définitivement admis, le Lyonnais se trouvait rattaché à la France.

Organisation Consulaire

La création et le fonctionnement du Bureau de Santé, sont intimement liés à l'histoire consulaire. Il convient de fixer les attributions de la municipalité en regard de la royauté. Notons que la disparition de la Chambre de Santé précèdera de peu la suppression de l'indépendance communale. Le Consulat perdra son caractère d'individualité propre en 1764 ¹.

Charte accordée par l'archevêque Pierre de Savoie (1320),

Ce document présenté sous forme de demandes et réponses, renferme l'exposé des diverses prérogatives accordées aux citoyens lyonnais, sous la rubrique : *Coustumes, franchises et privilèges de la ville de Lyon.*

L'archevêque reconnaît aux habitants les droits suivants :

Réunion en assemblée, dans le but d'élire des Conseillers ou Consuls, d'établir un Procureur pour les affaires de la ville.

Avoir des Archives pour leurs lettres et privilèges.

Permission d'imposer une taille pour les nécessités de la cité.

Autorisation d'établir le guet la nuit et de s'obliger mutuellement à prendre les armes, quand l'utilité publique le requerra.

1. A cette date, le ministère Choiseul réforme l'organisation consulaire, un corps de ville est constitué dans lequel le Prévôt des Marchands tire sa nomination du roi.

Les citoyens ont la garde des portes et clefs de la ville et conserveront ce privilège.

Les habitants n'auront pas à payer de taille au Seigneur...

En 1336, enregistrement solennel des lettres patentes du roi, consacrant ces privilèges.

Caractères du pouvoir royal.

Sous Philippe le Bel vont apparaître des officiers chargés en principe de la conservation des privilèges accordés : ce sont les Gardiateurs royaux. Le Gardiateur a un lieutenant, qui a qualité de Viguier, juge gardiateur, dans certains actes publics. L'office de Capitaine de la ville, commis par le roi pour commander les forces de la cité, se confond pendant un certain temps avec le rôle de Gardiateur.

Puis les Sénéchaux de Lyon, Baillis de Mâcon, s'étant établis dans la ville, prirent en outre le titre de Capitaine Gardiateur. La royauté établit un Gouverneur pour la province, dès 1463. A cette date, l'ancienne Capitainerie change de caractère : elle n'est plus fonction de l'office de Sénéchal, mais dépend du Gouverneur et des Echevins.

Le gouvernement juridique est confié, au nom du roi, à la Sénéchaussée, tribunal auquel sera adjoint, en 1551, le Présidial, autorité subalterne du Parlement de Paris.

Gouvernement Consulaire. — A côté des attributions de l'Archevêque, en dehors du pouvoir politique des Gouverneurs et Lieutenants du roi, s'étendant sur

le Lyonnais, Forest et Beaujolais, l'administration des affaires de la ville était du ressort de la municipalité.

Le Consulat comprit douze membres et un Procureur ou Syndic jusqu'en 1595. Henry IV réduisit alors le nombre des élus à un Prévôt des Marchands et quatre Echevins. A partir de ce moment on pratiqua la nomination annuelle de deux Echevins, quant au Prévôt, il était remplacé tous les deux ans. A côté des Consuls révocables, le Procureur de la ville, homme gradué et officier inamovible, servait de médiateur entre le Consulat et le peuple, pour conserver les droits de celui-ci et l'autorité de celui-là ¹.

Si nous essayons de définir les attributions de la municipalité, on peut dire qu'elle dispose de formations militaires, d'un pouvoir de police et exerce une action de surveillance sur le commerce.

Le Consulat a sous ses ordres les forces ordinaires de la ville, savoir 37 pennonages et la compagnie des arquebusiers.

La ville est divisée en 36 quartiers ; à la tête de chacun d'eux, le Prévôt et les Echevins placent un Capitaine pennon qui tient le rôle de tous les habitants de son quartier, habiles à porter les armes. Chaque compagnie ainsi formée — ou pennonage — monte la garde durant la nuit, son tour venu, et le service effectué, rapporte son enseigne ² à l'Hôtel de Ville.

La compagnie de 200 arquebusiers, ancienne con-

1. De Rubys.

2. Les enseignes — ou pennons — étaient gardées à l'Hôtel de Ville.

frérie d'arbalétriers, est requise pour les actes solennels (élection des Echevins).

Les Consuls ont la charge de l'application du règlement de police visant au bon ordre de la ville. Ils donnent tous pouvoirs au Voyer quant à l'intendance des rues, places publiques et bâtiments ; nous reviendrons sur ces fonctions.

Pour parer à une éventualité de disette, les Intendants de l'Abondance font remplir tous les ans les greniers de la cité. La juridiction proprement dite comprend un bureau de police siégeant à l'Hôtel de Ville, qui s'occupe des petits délits. Les Conseillers ont également la haute main sur un tribunal important, connu sous le nom de « Conservation » ¹, organisme jugeant les faits intéressant la vie économique.

Au Consulat échoit aussi l'intendance du commerce : les Echevins choisissent 14 bourgeois pour visiter les boutiques des divers métiers, surveiller les marchandises et ouvrages livrés.

Il convient de remarquer, avant de clore définitivement ce rappel historique, l'extension rapide et considérable de l'industrie de la soie, créée à Lyon en 1536, et dont l'essor augmenta le chiffre de la population qui, dès la fin du xvi^e siècle, atteignit 100.000 habitants. En même temps, la multiplication des ateliers de soierie fut l'occasion d'une ère de prospérité commerciale interrompue, hélas, trop fréquemment, par les épidémies de peste !

1. On entendait par là, la conservation des privilèges des foires accordés par les souverains (François I^{er}, 1542).

Quelques mesures d'hygiène.

Lyon s'enorgueillit à juste titre des vestiges qu'elle possède encore des magnifiques aqueducs romains, dont le réseau amena successivement les eaux du Mont d'Or, puis celles du Mont Pilat. Les édiles furent les précurseurs de nos Consuls, quant à l'hygiène publique, et nos Maires actuels chargés, dans une large mesure, par la loi de 1902, de la sauvegarde de la santé publique, ont derrière eux un prestigieux passé ! Ne doit-on pas noter l'incinération des morts dans le Lyon païen avant le système de l'enfouissement inhérent aux doctrines chrétiennes ? Pendant de longs siècles cette forme de respect pour la mort entraînera des pratiques regrettables, les cimetières paroissiaux côtoieront les habitations !

Un grand saut d'une dizaine de siècles, remplis de ténèbres épaisses, en ce qui concerne l'hygiène, nous amène au début de la Renaissance, période de renouveau artistique, coïncidant à Lyon avec l'institution d'œuvres sociales mémorables. Factices seraient des limites dans le temps ; toutefois nous devons signaler que les mesures auxquelles nous ferons allusion — hormis certaines créations hospitalières — ne sont pas antérieures à la fin du xiv^e siècle et ne dépassent guère la date de formation du Bureau de Santé, point central de notre étude.

Un aperçu succinct de la cité, quelques notions sur l'organisation médicale, précéderont l'exposé résumé des fondations hospitalières, suivi de quelques ordonnances intéressant l'hygiène.

*« C'est un grand cas voir le mont Pelion
Ou d'avoir veu les ruines de Troye ;
Mais qui ne voit la ville de Lyon,
Aucun plaisir à ses yeux il n'octroye. »*

Ce jugement de Clément Marot, poète gai, à la verve légère, n'est pas un témoignage isolé de l'admiration que l'on vouait alors à notre cité ; nous le retrouvons dans beaucoup d'écrits du temps.

Que l'on se représente la ville n'étant pas encore dépouillée de son caractère féodal, entourée de murailles presque continues, flanquées de tours et de bastions, qui avaient succédé aux cloîtres fortifiés de l'omnipotence sacerdotale. Que l'on se figure les nombreuses portes permettant l'accès de la cité, la redoute du pont du Rhône, le château-fort de Pierre-Scize vers le nord.

Mais, seuls les conflits menaçants, les guerres continues contribuaient à imposer à Lyon cet aspect militaire et trompeur, facteur de sa situation proche de frontières instables. En réalité, point de passage des armées d'Italie, la ville était avant tout commerçante et exploitait sa situation exceptionnelle au confluent des deux fleuves navigables, la Saône lui apportant les produits de l'intérieur du royaume et le Rhône lui permettant des communications actives avec les pays étrangers.

Le Rhône était alors très large, non endigué ; à droite il baignait les solides murailles, à gauche il arrosait des îles, verdoyantes prairies. A la sortie du faubourg de la Guillotière, le passage du fleuve était commandé par un immense pont de pierre, nécessitant

des réparations constantes. Du côté de la Saône, des maisons touchant l'eau. La nuit on gardait jalousement l'entrée de la rivière : de lourdes chaînes étaient tendues le soir, l'une à la porte de la Roche, l'autre à l'extrémité opposée de la cité, entre le quartier Saint-Georges et la prairie d'Ainay — le « pré d'Esnay » — à la pointe du confluent. Certaines avenues étaient également fermées par des chaînes.

Dans son enceinte, la ville étouffait, les maisons se multipliant extrêmement serrées, abritant des gens de tous pays, artisans attachés à leur corporations — 72 métiers environ — bourgeois férus de leur indépendance communale. L'industrie de la soie, en augmentant la population, fut une des causes de l'exhaussement des habitations qui s'élevèrent d'un étage puis de plusieurs, accusant l'étroitesse des rues, sombres couloirs d'un entretien difficile, d'une propreté douteuse. Et cependant la place Bellecour avait déjà sa réputation de beauté !

Les cimetières — chaque paroisse avait le sien — voisinaient avec les demeures, et des émanations putrides incommodaient les habitants. Les boucheries réunissaient les attributions de nos abattoirs actuels et des boutiques qui débitent la viande ; elles étaient à l'intérieur même de l'agglomération, des foyers d'infection et de dégoût pour la population. Dès le ^{xvi}^e siècle le nombre des boucheries fut limité et à ces quelques établissements autorisés revint le monopole exclusif de la préparation et de la vente des viandes.

L'organisation médicale.

Se reportant vers le passé, l'esprit évoque les médecins antiques, disciples d'Esculape : ce sont les prêtres guérisseurs qui fondèrent des temples où les malades se confiaient à l'oracle. Etablis en différents points de la Grèce : Epidaure, Cos, Cnide, ils ont laissé un nom qui appartient à l'humanité tout entière : Hippocrate.

Plus tard, après les invasions barbares, les connaissances littéraires et scientifiques se réfugiant dans les couvents, les moines pratiquèrent la médecine. Les religieux ne donneront-ils pas encore leur avis, lors des épisodes de contagion que nous envisagerons ?

La production médicale lyonnaise est à peu près nulle au Moyen Age ; aucune description des épidémies de peste, seuls quelques noms de médecins à la faveur de documents d'ordre archéologique et de recherches paléographiques.

Lors de la fondation de l'Université de Paris, l'art de guérir fut divisé en deux sections : la médecine, science ne touchant pas aux plaies et la chirurgie, exclue de l'Université, art — où la main intervient — formant une corporation dont les statuts furent déterminés par Philippe le Bel en 1311 ¹.

La Faculté de Médecine accorda le droit de panser « plaies et bosses » à des gens illettrés et pauvres, d'où la création de deux catégories de chirurgiens : ceux qui se réservaient les opérations importantes, et

1. D^r Ernest PONCET, *Documents pour servir à l'histoire de la médecine à Lyon.*

les barbiers, très nombreux, accomplissant les actes de petite chirurgie usuelle.

C'est seulement en 1758, que Louis XV accorda aux chirurgiens la qualité de Notables et les privilèges réservés aux arts libéraux.

D'après Ménestrier, les noms des maîtres chirurgiens, mentionnés à l'Hôtel de Ville, sont marqués dès 1352 et les barbiers apparaissent seulement en 1535.

Le corps des chirurgiens de la ville de Lyon sera érigé en Collège royal, par les lettres patentes de Louis XVI (1775).

Poncet rapporte la composition du Collège de chirurgie, en laissant entendre implicitement qu'il a existé de fait, bien avant la date précitée.

Il est nécessaire, nous semble-t-il, d'insister dès maintenant sur le recrutement difficile des maîtres-chirurgiens pour les fonctions hospitalières, et plus spécialement en temps de contagion. Cette situation amènera au xvii^e siècle la création de chirurgiens ne remplissant pas les conditions requises ordinairement. Les compagnons-chirurgiens — ayant terminé leur scolarité — voire même les simples garçons, « élèves en cours d'études » ¹, pourront acquérir gratuitement la lettre de maîtrise, soit par leur service à l'Hôtel-Dieu, soit après avoir rempli le rôle ingrat de soigner les pestiférés.

Le Collège lyonnais de médecine, fondé sous Henri III le 19 juin 1579, est considéré par Ménestrier

1. Docteur Sabatier.

comme l'un des plus célèbres de l'Europe. Ses premiers membres furent au nombre de dix. Pour être admis au Collège, il fallait être docteur d'une Université de France, avoir exercé la médecine pendant un minimum de quatre ans et subir plusieurs examens. Pour être agrégé il était nécessaire de payer un certain droit.

Mentionnons seulement quelques noms de médecins se rattachant à l'étude entreprise : Antoine Royet Jean de la Monière, André Falconet qui furent Commissaires de la Santé (le premier avant la création du Bureau de Santé). Nous retrouvons également les noms de Pestalossi, Goiffon et Rast, professeurs agrégés, et les deux derniers, membres du Bureau.

Il faut noter enfin que les Collèges de médecine et de chirurgie ont été des centres d'instruction secondés par l'Hôtel-Dieu, où se tint un enseignement régulier.

Pendant longtemps la profession d'apothicaire sera confondue avec celle d'épicier; sur la liste des métiers la distinction apparaît en 1574, mais apothicaires et épiciers formeront une seule corporation jusqu'au milieu du xviii^e siècle. En 1531, épiciers et apothicaires se chargèrent du service pharmaceutique du grand Hôtel-Dieu. Il faut croire que nos anciens pharmaciens dépassèrent fréquemment leurs attributions, car les médecins de l'hôpital durent réclamer auprès de l'administration pour que les apothicaires ne pussent soigner les malades !

Institutions hospitalières.

Hôpital du Pont du Rhône. — Vers le milieu du vi^e siècle, fondation de l'Hôtel-Dieu, le premier hôpital de France. Au xii^e siècle, cet établissement fut reporté près du pont du Rhône.

L'ordre des Cîteaux, puis celui de la Chassagne, assumèrent successivement la charge de son administration. Le Consulat prit ensuite la direction de l'Hôtel-Dieu, puis nomma six bourgeois pour la gestion de l'hôpital (1583).

Il est certain que cette institution fut longtemps un lieu de refuge pour les malades de tous pays : les guerres d'Italie lui fournirent aussi un contingent important de blessés. Les soldats reçus amenèrent parfois la peste avec eux. Toujours est-il qu'en 1630, les troupes royales venant du Piémont et de la Savoie ne sont pas autorisées à pénétrer dans la ville.

En principe l'Hôtel-Dieu représentait le réceptacle des pauvres atteints d'affections diverses. Nous penserions volontiers que les malades vénériens étaient très nombreux et suscitaient une dépense importante, puisque l'administration décida en 1638 — espérant en diminuer l'entrée — que les sujets atteints fussent « tonsurés et rasés », guérison obtenue.

Il est à noter qu'en 1652, un refuge fut établi au faubourg de la Guillotière, afin que le passant étranger trouvât un abri pour la nuit.

Les fonctions hospitalières n'étaient guère recherchées par les maîtres-chirurgiens de l'époque ; les recteurs, pour recruter plus facilement des chirurgiens,

obtinrent du roi Louis XIII, les lettres patentes de 1618-19. Les garçons chirurgiens, véritables infirmiers des maîtres, s'engageant à servir six années consécutives à l'Hôtel-Dieu, reçurent dès lors la maîtrise, ce temps écoulé, sans être assujettis aux conditions ordinaires spécifiées sur les règlements de l'art de chirurgie, sauf toutefois quelques examens. En période de peste, les chirurgiens étaient tenus de donner leurs soins gratuitement et obligatoirement aux pauvres de l'hôpital.

Hôpital Saint-Laurent. — Anciennement le traitement des malades de la contagion n'était pas effectué dans un hôpital d'isolement ; pendant l'épidémie on utilisait des petites maisons de refuge, adjointes à l'hôpital du pont du Rhône.

En 1474, un Conseiller, Jacques Caille, légua à la ville la chapelle de Saint-Laurent-des-Vignes et ses dépendances. Mais la construction d'un établissement sur ce terrain fut décidée seulement en 1496. Pour obvier aux difficultés pécuniaires, l'on fit appel à la générosité des nombreuses confréries de la cité.

Le lieu choisi, approximativement à la confluence du Rhône et de la Saône, sur la rive droite de celle-ci, répondait à tous les désirs, sa situation permettant le transport des malades par petites barques, sans passer le long des rues.

L'hôpital étant trop exigü, une puissante confrérie, celle de la Trinité, fit construire à ses frais, un logis spécial, destiné à ses membres.

Toujours au même endroit, un troisième immeuble

fut édifié, en 1544, par Thomas de Gadagne, riche banquier.

Nous verrons ultérieurement, à côté de cet ensemble hospitalier permanent, le fonctionnement de baraquements provisoires destinés aux quarantaines.

De l'Aumône générale (Charité). — Paradin nous donne une description naïve et intéressante de l'origine de cette institution. Nous lui emprunterons largement l'exposé qui suit.

La fameuse disette de 1531 ¹ affligea cruellement notre région ; les habitants des provinces voisines résolurent la question, en confiant au Rhône et à la Saône — en amont de Lyon —, nombre de leurs pauvres, entassés dans des bateaux.

La misérable flotte aborde notre cité, et dès lors cette multitude, ces troupes de malheureux sans abri, sans pain, errent par la ville, implorant la charité publique, et causant par leur nombre — plusieurs milliers — un « esbahissement non pareil »... Spectacle lamentable ! On entend jour et nuit le cri « Je meurs de faim » et la mort accable ces pauvres gens qui tombent « par les estables, par les rues et sus les fumiers ». Impressionnés vivement, les citadins répondent de leur mieux aux appels pressants : l'on voit « le povre donner au povre, l'indigent donner à l'autre la consolation que lui mesme devoit recevoir et par manière de dire, oster de sa bouche, pour mettre en celle d'un autre ».

1. Le bichet de blé s'éleva de 10 sous tournois au chiffre de 60.

Les pouvoirs publics justement émus, une délibération eut lieu au couvent de Saint-Bonaventure et l'on décida la répartition des pauvres entre quatre à cinq hospices. Pour assurer leur subsistance, le principe d'une quête générale fut arrêté. Huit personnes commises à cet effet, « gens de bien et d'autorité », parcoururent les rues, entrèrent dans les maisons, célébrant les louanges de la charité. Les habitants répondirent largement aux prières qui leur étaient adressées ; on acheta une bonne quantité de « bled » et les pauvres rassemblés, à son de trompe, reçurent le premier jour une « aumosne » de pain, en même temps qu'une petite marque de plomb, leur assignant un logis.

Après cette terrible famine, il restait un reliquat de 396 livres, 2 sous, 6 deniers. Une nouvelle assemblée formée au couvent de Saint-Bonaventure prit la résolution de « *nourrir perpétuellement les povres de la ville* ». C'est le point de départ des « *quémanderies* », c'est-à-dire des endroits où les indigents recevaient des secours distribués chaque dimanche par des Notables de la ville, Recteurs de l'Aumône. Pour le recouvrement des deniers, non seulement les églises et les hôpitaux possédaient de grands troncs, mais de nombreuses boîtes avec la mention « pour les povres » étaient distribuées dans les hôtelleries, boutiques et autres maisons de la ville.

N'est-ce pas là l'origine de nos Bureaux de bienfaisance ?

Toutefois, les mendiants et vagabonds n'étaient pas recueillis dans un lieu déterminé et astreints à y de-

meurer. Le nombre des malheureux augmentant, sur l'initiative de Monseigneur d'Halincourt on créa les premiers bâtiments de la Charité actuelle. Un grand pas vers l'extinction de la mendicité était accompli ! Il convient de noter le caractère de cette institution qui écarte tous les sujets atteints de maladie contagieuse et les envoie à l'Hôtel-Dieu. Les Recteurs de l'Aumône réservaient l'admission dans leur hôpital aux pauvres valides, aux ouvriers sans emploi, à qui ils fournissaient un abri et du travail. Cette séparation minutieuse des rôles dévolus à l'Hôtel-Dieu et à la Charité, épargnera 1.200 sujets appartenant à l'Aumône générale, lors de l'épidémie de peste si désastreuse de 1628 !

Quelques mesures concernant les lépreux se rattachent, par certains côtés, à l'histoire de la mendicité, et ont une place tout indiquée dans ce chapitre. Sabatier rappelle l'existence très ancienne de deux maladreries, à l'époque moyenâgeuse. Les lépreux circulaient librement dans la ville, mais devaient porter un manteau particulier, le tabar et le bruit de castagnettes — des cliquettes — annonçait leur passage. En l'an 1474, il fut ordonné que les « ladres n'iroient par la ville, sur peine d'estre privez de leur maladreries ». Dès lors ils disposent d'un homme sain qui va quêter pour eux dans la ville. En réalité des infractions fréquentes seront commises et à partir de 1533, les Recteurs de l'Aumône générale essaieront d'éviter ces incursions des lépreux, en leur versant des allocations. D'autres mesures intéressant ces malades seront prises ultérieurement : ainsi, en vertu d'un

acte consulaire de 1607, des médecins sont désignés pour visiter les malades de Vaise et de la Guillotière, dans le but de s'enquérir de l'authenticité de la maladie affectée par certains sujets que l'on suspectait de tromper la pitié publique !

Quelques ordonnances.

*Ordonnance de Charles V, concernant les apothicaires, bouchers, cordonniers, vivandiers et vendeurs de bois*¹ :

Après un rappel à la probité, adressé aux apothicaires, une place importante est réservée aux bouchers, dont l'exercice ne sera réglementé qu'au xvi^e siècle, ainsi que nous l'avons vu précédemment.

« Et quant aux bouchers qu'ils enflent, et soufflent leurs chairs, et les remplissent de mauvais air, et vent pernicieux, et exposent en vente des brebis pour des moutons, et font et donnent à entendre à ceux qui n'y cognoissent rien que les brebis sont francs moutons : aussi que iceux bouchers font tort au public, en ce qu'ils ne cuisent leurs suif et gresses, comme il appartient, afin qu'ils en ayent plus grande quantité et abondance : tellement que les chandelles qui en sont faites, fondent entre les mains de ceux qui les achètent, qui est chose deshonneste et desplaisante.

Aussi iceux bouchers vendent des porceaux grenez et mezeaux parmy les bonnes chairs, chose meschante et malheureuse. Partant ordonne ledit Seigneur, que nul boucher soit si hardy de souffler ni enfler la chair avec chalumeaux, ou autrement, par eux, leurs femmes ou valets ou leurs enfans en manière que ce soit, ni en vendant leur chair, qu'ils ne vendent brebis, avec les moutons meslez ensemble, et que les uns soyent séparément mis à part des autres, pour estre cogneuz : et qu'ils ayent à dire aux acheteurs, laquelle chair est de mouton, et quelle est de brebis.

D'avantage qu'ils n'ayent à vendre les porcs grenez, avec

1. Déjà signalée par Sabatier. Cette ordonnance est certainement antérieure à 1380 (dernière année du règne de Charles V).

les bonnes chairs : et qu'ils donnent ordre, que leur suif, et leurs graisses soyent deuëment cuites : et ce sur peine de perdition, et confiscation des chairs, lesquelles seront confisquées et distribuées aux povres et de payer soixante sols d'amande, chacune fois qu'ils y seront surprins... »

« *Etablissement pour l'honnesteté des rues* » (1742)¹.

« Les Conseillers de Lyon, ont tousjours tasché de faire en sorte que la cité ait esté florissante, en civile et politique discipline, et cependant ils n'ont oublié de l'entretenir en toute honnesteté qu'i's scavoyent estre le moyen, de continuer les habitans en salubre prospérité : et pour autant que des ordures des rues, s'exhalent prestifères vapeurs, qui altèrent la santé du peuple : ils ont des longtemps ordonné des establissemens, concernans l'honnesteté des rues, comme ce qu'ils ordonnèrent en l'an mil quatre cens septante deux, Assavoir de ne tenir fumier es rues devant le soleil, et encores le faire porter hors lendemain : donnans liberté à toutes personnes, de pouvoir prendre le fumier, qui plus haut d'un jour auroit demouré en la rue : ne getter es rues aucunes lavailles, ni aucunes eaux, esquelles ont trempé les salures et marées, comme seiches, harans et autres poissons salés. Par mesme moyen furent faictes défenses aux barbiers, de ne getter es rues les eaux, esquelles ils auraient lavé les testes ou les barbes, ni le sang des seignées, ains porter le tout en Saone : aux mareschaux, quand et quand, qu'ils n'eussent à seigner les chevaux en-my les rues, ni laisser le sang, ni aucuns médicamens des chevaux, ni medeciner aucuns chevaux es-dites rues, ains es lieux foreins : et que incontinent ils feissent le tout nettoyer, si bien qu'il n'en peust issir aucun mauvais air, ni contagieuse exalation es rues. Et un an après, qui fut mil quatre cens septante trois, fut ordonné aux vivandiers de ne tenir par les rues, aucuns buydons, geves ou cages à tenir poulailles : aux bouchers, de ne tuer, ni escorcher bestes, es maisons mentionnées en la requeste de ceux de Gorguillon, ne porter par la rue de Gorguillon, ventrailles, boyaux, ni autre chose rendant feteur ou plauteur : et sans

1. Cette ordonnance, comme la précédente, est empruntée au livre de Paradin.

les avoir premièrement vuydé, et nettoiyé, sus les lieux des escorchouërs : ny espancher par les rues sang, ni eaux puantes : ni adouber les corees, ni testes des bestes, ni autres choses, touchant le fait de la triperie : ains es lieux de leurs escorchouërs, sur la rivière de la Saone. Item qu'ils eussent à tenir leur banc, et boutique nects, à ce qu'il n'en peust sortir aucune infection. Item qu'ils n'eussent à vendre autre chair, que celle qu'on a accoustumé de vendre es grandes boucheries : dont il y a appel. »

En 1482, il est interdit de tenir « porceaux en ville, excepté deux, ou trois, de ceux qu'on nomme porceaux de Saint Antoine ».

Curieuses mesures concernant les femmes publiques qui doivent quitter les « bonnes et honorables rues et se retirer au bourdeau ». Interdiction leur est faite de porter divers vêtements et ornements ; défense leur est intimée de mettre « chaperon de femme de bien et honneste », sous peine de confiscation. Pour les distinguer facilement, elles sont tenues de porter constamment « chacune au bras senestre, sur la manche de leurs robbes, trois doigts au dessoubz de la jointure de l'espaule, une esguillette rouge, pendant en double du long du bras, demy pied, sur peine de prison et de soixante sols d'amande ». Il était ordonné de plus « qu'icelles femmes publiques se tiendroyent serrées en deux maisons... ».

« *Ordonnance de police contre les gens attaqués de la vérole et autres maladies ; mendiants* » (12 août 1497) ¹.

« L'on faict commandement de par le Roy à tous et chascuns malades, entachés tant de la grosse veyrolle que aultres maladies, demandans l'aumosne, que aujourd'huy par tout le jour ils ayent à sortir de ceste ville et ce sus peyne d'estre bannis et foytés.

Item l'on faict commandement de la part que dessus que s'il y a aulcune personne, qui depuis dix jours en ça ayt eu maladie quelconque, qui le vieigne dire aux officiers ou aultres qui à ce seront depputés, et ce sur peyne de confiscation de corps et de biens et avec injonction que sy aulcun est

1. *Documents pour servir à l'histoire de Lyon* (sans nom d'auteur), tirés des Archives de la ville.

trouvé faisant le contraire, l'on prendra tous ses biens meubles et ustensils de sa maison, lesquels publiquement seront brouslés.

Item l'on faict commandement comme dessus à toutes manières de gens de la ville qu'ils ayent à laver tous leurs estables, rues, boucheries, tripperies et tous aultres lieux infaicts une foys la sepmaine, chascun en son endroit, pareillement que l'on ne jecte eaux infaictes et corrompues, comme eaux de arans, merlus et trippes esdictes rues et ce sur peine de cent sols pour la première foys et aultres peynes qu'ils pourront encourir en faisant le contraire. »

En consultant les ordonnances relatives à la peste, le plus loin que nous ayons pu remonter — épidémie de 1564 —, on note toujours, sous une forme variable, le même principe de la déclaration obligatoire des malades.

Toujours est-il que si l'on a le droit de rapprocher ces décisions arrêtées en temps de contagion de l'actuelle déclaration des maladies contagieuses, le règlement de police précité constitue une preuve précieuse de l'existence très ancienne de cette pratique, dans certains cas.

On ne peut s'en étonner, car à cette époque, on ne se préoccupait pas de vaines contingences et de considérations morales ! Ne serait-il pas curieux de rechercher d'autres édits antérieurs, portant des mesures comparables ?

En tout cas, sans s'attacher à l'origine de cette déclaration, en restreignant les investigations sur le point précis de l'ordonnance signalée, n'y aurait-il pas intérêt à connaître exactement les conditions dans lesquelles ce règlement fut promulgué ? Les actes

consulaires donneraient peut-être la solution de ce problème ¹.

« *Ordre donné en la cité de Lyon, tant en matière d'offices que pour la garde de la ville, embellissement et tranquillité d'icelle* » (Lettres patentes de Charles IX, 4 août 1561).

« En ceste mesme année, les Conseillers et Eschevins de Lyon présentèrent au Roy une requeste, tendant à ce que pour la décoration, embellissement, bien et commodité de ladite ville, habitans et passans par icelle, son bon plaisir fust ordonner et donner pouvoir ausdicts supplians de faire abbatre les saillies et hau-vents des maisons et galleries qui traversent les rues publiques, eslargir les rues, faire aggrandir les places publiques : avec pouvoir de cottizer les propriétaires des maisons, jardins, boutiques et autres lieux proches et voisins aux places et lieux publicqs, à fin qu'ils fussent eslargis et accomodez, pour récompenser ceux, qui par le moyen desdites démolutions, auroyent souffert perte et dommage. Ce que le Roy octroya ausdicts Conseillers de Lyon. »

Deux ans représentaient le temps maximum accordé aux habitants pour l'exécution de ces travaux ; le remboursement des dommages causés devait avoir pour base l'estimation faite par « gens à ce cognoissans et maistres maçons, architectes et ingénieux ».

Par un édit de même date, était enjoint « commandement tres espres à tous vagabons et gens sans adveu ou traffiq, qu'ils eussent incontinent après la publication de ladicte ordonnance à vuyder et sortir de la ville, sur peine d'estre penduz et estranglez, sans autre figure de procès, comme séditieux et perturbateurs du repoz public ».

Sans nous arrêter autrement au dernier paragraphe, que nous aurons l'occasion de retrouver fréquemment, nous désirerions, au sujet de cette ordonnance, préciser quelques données intéressantes concernant la voi-

1. Dans « Lyon malade de la peste », l'auteur se basant sur les actes consulaires, pense qu'il y eut une épidémie de peste en 1494.

rie. L'étude de cette question nous amènera d'ailleurs à quitter le cadre des mesures générales d'hygiène, et nous fera aborder le chapitre de la peste.

L'urbanisme, qui intervient puissamment comme facteur de santé des villes, n'était donc pas tout à fait somnolent au xvi^e siècle, et l'on peut, sans être taxé d'exagération, parler de *plan d'embellissement* de notre cité. Il est curieux de faire un parallèle entre la simplicité du problème de l'expropriation tel qu'il est envisagé en 1561, et la solution actuellement adoptée!

De ce que l'autorité royale vienne étayer les actes consulaires à ce moment, il serait faux de conclure qu'il n'y eût pas antérieurement une véritable police de la voirie.

On peut dire que, dès sa constitution, le Consulat acquit en même temps que ses diverses prérogatives, le pouvoir de prendre les mesures nécessaires en matière d'édilité.

Une ordonnance du Bailli de Mâcon — représentant la justice d'appel —, à la date du 20 juillet 1395, vient corroborer ce droit. Elle affirme ce privilège des Consuls d'avoir des officiers ayant la charge de visiter les bâtiments et les rues, afin d'empêcher notamment que celles-ci ne soient rendues impraticables par des habitations construites fâcheusement. La décision résultait de ce que certaines personnes avaient élevé des « edifices », « sans la volonté et ordonnance des visiteurs jurés », ce qui constituait une grave atteinte à l'autorité des Conseillers. En vertu de cette ordonnance le Bailli délégua deux Commissaires sur les « lieux contentieux », pour maintenir lesdits Consuls

dans leurs « droits, possession et franchises ». Tout ce qui avait été bâti malgré les règles de police fut démoli.

Pour le contrôle de la voirie, la municipalité nommait des maçons, charpentiers et autres personnes expertes. En 1531, ces fonctions sont confiées à un agent principal : le Voyer.

Il est à remarquer qu'en 1549, un édit du roi Henri II instituait un Voyer en chef de la ville de Lyon, à l'instar et avec les mêmes pouvoirs que celui de Paris. Il y eut contestation, et de fait l'ordonnance royale demeura lettre morte : le délégué consulaire continua l'exercice de sa charge.

Les historiens de l'époque ont précisé les attributions de nos anciens édiles. D'après Ménestrier, le Voyer possède l'intendance des rues et places publiques et celle de tous les bâtiments. Il a la charge du bon entretien des rues et doit veiller à la commodité de la circulation. C'est lui qui prescrit les alignements de tous les nouveaux immeubles — *car personne ne peut faire construire ou étayer une maison sans l'autorisation préalable du Consulat* —. On peut donc parler de plan d'extension de la ville, dès ce moment.

De Rubys ne limite pas à la direction de l'Hygiène urbaine la compétence du Voyer ; son rôle est non moins important lors de la peste : « il a la superintendance du fait de la santé, faire visiter les malades et les corps morts en temps suspect de contagion. Et la contagion découverte, faire meubler les hospitaux, y faire conduire les infects, pourveoir à leur nourriture et gens pour les médicamenter et servir, faire fermer

les maisons infectes et y apposer cadenats. Puis les faire ouvrir et nettoyer, quand il est temps, faire dresser les cabanes es lieux destinez, tant pour les quarantaines de ceux qui sortent des hospitaux, que pour supplir au deffaut d'iceux, et y mettre les malades à couvert et à tout veiller jour et nuict. Et de jour en jour advertir le Prévost et Eschevins de ce qui se passe, et leur en faire bon et fidelle rapport ».

Lorsque le Bureau de Santé sera créé, nous verrons le Voyer — du moins dans les premières années d'activité du Bureau — agir conjointement avec les Commissaires. En tout cas, si désormais nous laissons délibérément de côté l'action du Voyer en matière d'Hygiène, il est indispensable de souligner que pour une étude complète, générale, ce rôle serait loin d'être négligeable.

CHAPITRE II

ÉVOLUTION DES IDÉES SUR LES CAUSES DE LA PESTE

L'histoire du Bureau de Santé représente l'ultime épisode de la lutte contre la peste, lors des anciennes épidémies lyonnaises. Il est possible de lui attribuer une durée déterminée : nous nous cantonnerons ainsi dans la période comprise entre la fin du xvi^e siècle et la première partie du xviii^e. Cette ligne de conduite n'admettra pas de restriction ; nous la suivrons désormais pour donner à ce thème l'aspect d'une démonstration sinon rigoureuse, du moins rationnelle.

Ne serait-il pas illogique d'entreprendre d'emblée l'étude de la Chambre de Santé et d'éluder les bases mêmes de son intervention, c'est-à-dire les données se rapportant aux causes de la peste, à leur mode d'action ?

Après avoir ébauché un aperçu de l'organisation consulaire de la ville de Lyon, rappel politique inséparable de la création de la Commission sanitaire, il nous semble non moins indispensable de fixer un

cadre des connaissances médicales, pour comprendre les mesures instituées.

Le domaine est mouvant, incertain. Nous ne nous dissimulons pas la difficulté de semblable dessein et nombreuses sont les erreurs auxquelles nous sommes exposé.

De propos délibéré, excluons le côté descriptif de la peste, le plus attrayant sans doute, mais qui s'éloigne de la conception de ce travail. Nous nous arrêtons essentiellement à la question étiologie parce que c'est elle qui explique le mieux la nature des règlements arrêtés.

De prime abord on peut supposer une évolution dans les essais d'explication touchant la maladie contagieuse.

Nous avons présentes à la mémoire les doctrines de Descartes qui rejette la vaine philosophie spéculative, lui préférant une science pratique, faite de la connaissance de ce qui nous entoure, et féconde en applications diverses, notamment quant à la conservation de la santé. C'est ainsi que dans le « Discours de la Méthode », le célèbre novateur décèle la précarité de la Médecine de son temps :

« Je m'assure qu'il n'y a personne, même de ceux qui en font profession, qui n'avoue que tout ce qu'on y sait n'est presque rien à comparaison de ce qui reste à savoir, et *qu'on se pourrait exempter d'une infinité de maladies, tant du corps que de l'esprit, et même aussi peut-être de l'affaiblissement de la vieillesse, si on avait assez de connaissance de leurs causes et de tous les remèdes dont la Nature nous a pourvus* ».

Cette réflexion qui nous paraît si évidente à l'heure actuelle, a cependant une portée indiscutable lorsque

l'on se place à l'époque envisagée, car elle s'insurge contre l'intransigeance des concepts émis à priori, sans preuves évidentes : c'est précisément sur l'opposition que l'on constate dans le raisonnement des divers auteurs que nous désirerions attirer l'attention.

En effet, si momentanément nous considérons deux ouvrages, l'un d'Antoine Royet, et le second de Goiffon, cent cinquante ans séparent à peine ces traités, et pourtant une différence considérable existe dans leur caractère.

Royet écrit un « *Excellent Traicté de la peste* » et a la naïve prétention de donner une « vraie et infaillible description de la peste, selon la parole de Dieu ». Goiffon publie : « *Relations et Dissertation sur la peste du Gévaudan* », et ces titres suffisent à montrer d'un côté le dogme, de l'autre des réflexions, des hypothèses soulevées à l'occasion de faits précis. Celui-là personnifie la fâcheuse interprétation des causes de la contagion, la multiplicité des prétendus remèdes, réputés vrais « spécifiques » ; celui-ci, au contraire, laisse à l'écart les théories banales antérieures, analyse les données certaines et par des déductions logiques, un raisonnement qui ne se dément pas, aboutit à des conclusions séduisantes.

Nous ferons un examen rapide de quelques traités lyonnais, publiés parfois dans un but de vulgarisation et d'utilité publique. Les dates de parution seront pour nous des jalons tout trouvés, malgré l'artificiel et la discontinuité apparente de ce procédé.

Nous croyons qu'il est intéressant de signaler surtout l'opinion des médecins qui furent Commissaires

de la Santé. Seul Pestalossi ne fut pas membre du Bureau de Santé, mais ses données méritent d'être rapportées parce qu'elles s'opposent à celles de Goiffon. Cette discussion doctrinale prit même l'allure d'une véritable polémique.

Nous pourrions le plus souvent donner à cet écrit le ton d'un récit, mais nous préférons citer simplement les passages dignes d'intérêt, laisser parler les auteurs, pour conserver à cette relation plus d'authenticité. N'est-ce pas aussi la meilleure des illustrations ?

Antoine Royet, “ Excellent traicté de la peste ”.

En 1564, se place un épisode de peste, très grave si l'on s'en rapporte à Paradin écrivant « qu'il fut mis plus de corps en terre qu'il n'en resta dessus ». Lors de ce malheureux fléau, Royet fut établi « Commissaire pour la santé ». Nous devons croire qu'il remplit fort diligemment sa charge, car Ménestrier lui rend l'hommage suivant : « A sauvé un nombre incroyable de pestiferez par l'efficace de ses remèdes, dont il a composé un ample traité de la peste ».

« *La peste n'est pas maladie, mais une verge de Dieu* » ¹. Cette conception domine l'époque et inspire en mainte circonstance les mesures édictées. Royet, s'il ne prononce pas ces mots, est pénétré de l'origine divine de la contagion, et cela il le prouve par les textes sacrés. Le Seigneur dispose de ses créatures

1. YDELEY, Phrase qui entoure la figure allégorique de saint Roch.

selon son bon plaisir ; pour punir leurs iniquités, sa main « darde du ciel ceste peste et contagion... selon la menace qui est contenue en l'écriture, au Lévitique chap. 26, où le Seigneur dit ainsi, je feray venir sur vous le glaive exécuter, pour la vengeance de mon alliance. Et quand vous serez rassemblez en vos villes, je vous enverray la pestilence au milieu de vous ».

On peut recourir toutefois aux enseignements de l'art médical, en les considérant comme des secours de Dieu, de véritables « instruments de sa gloire ».

Mais l'auteur se permet d'invoquer d'autres causes subsidiaires pour étayer ses assertions et rendre plausible son traitement ; en quelque sorte il fait une place de second plan à l'origine naturelle de la maladie, à laquelle il rapporte deux motifs généraux : « *assavoir l'air infecté et corrompu et l'altération des humeurs vitiez en nostre corps et preparez à prendre la peste et air pestilent* ». L'air se corrompt, lorsque les saisons ont été anormalement chaudes, froides ou humides, mais surtout c'est une « vapeur putride et charongneuse » provenant d'une multitude de corps morts et non ensevelis, qui contamine l'air ambiant. Parmi les autres raisons que l'on puisse avancer, dont dépende cette corruption de l'atmosphère, une place importante revient aussi aux « exhalations, fumées et souspirs des vapeurs pourries et infectées enfermées ès entrailles de la terre », sortant à l'occasion d'un séisme, et véritable source de maladie pour les hommes et les animaux, voire même les plantes.

A côté de cette propriété venimeuse qu'acquiert le

milieu extérieur dans certaines conditions, Royet montre la réceptivité de l'organisme, facteur de ce qu'il appelle l'altération des humeurs, dépendant d'une alimentation défectueuse, insuffisante, malsaine.

Après les conjectures que l'on peut formuler d'après les intempéries des saisons, comme présages de la peste subordonnés à la « corruption qui est en la terre », il convient de remarquer l'abondance des « champignons et potirons », l'apparition de « grandes troupes de petits animaux, comme araignes, chenilles, papillons, cigales, mouches... » ¹.

D'autres bêtes sortent de leurs repaires, en raison des vapeurs putrides contenues dans le sol : ainsi « taupes, crapaux, vipères, couleuvres, crocodiles (*sic*) et autres de plusieurs et diverses espèces ». Et Royet ajoute qu'on les trouve parfois mortes en grand nombre.

De ces données, l'auteur passe aux sanctions prophylactiques. Il faut accroître la résistance du corps, et « moyenner que l'air infect ne soit assez fort pour imprimer en nous son venin : qui se fera en le corrigeant par qualité contraire : comme s'il est trop chaud, par choses froides, et ainsi des autres qualitez ».

Suivent des prescriptions alimentaires, des compositions d' « eaux cordiales préservatives et curatives », d' « électuaires fort profitables », de « pouldres »

1. A ce propos, signalons une mention très intéressante de Ranchin, médecin de Montpellier, dans son *Traité politique et médical de la peste*. Il note la multitude extraordinaire de « petits animaux qui s'engendrent de pourriture, comme sont puces, mouches, rats... », parmi les présages de la peste. Il signale aussi des animaux susceptibles de conserver l'infection, comme « chevaux, mulets, ânes, chiens, chats, rats ».

diverses d'une énumération fastidieuse, où seul le vocabulaire latin en impose au lecteur ! Ajouter quelques formules de remèdes que l'on « applique par le dehors », soit corps volatils que l'on respire par le nez, soit médicaments que l'on place sur le cœur. Lavage du corps avec du vinaigre mélangé à d'autres substances telles que graines de genièvre, racine de gentiane.

Les prescriptions relatives au traitement des malades font abstraction de l'isolement; l'auteur se borne à donner plusieurs préparations de « parfums » que l'on utilisera dans la chambre du pestiféré. Sa thérapeutique laisse une large place aux alexitères qui devront « estre plus forts que le venin : afin qu'ils le dominant et le chassent hors ».

Après son long exposé de la prophylaxie individuelle, de la description et de la thérapeutique de la peste, Royet consacre seulement quelques lignes à la désinfection des maisons contaminées : nettoyage des pièces, « faire force flammes de feu » que l'on obtiendra par exemple en brûlant du bois de genévrier, puis *parfumage* au moyen de substances aromatiques (myrte, benjoin, lavande).

Pour les habits, *employer le soufre, l'encens et la poudre d'arquebuse, mélangés avec la graine de genévrier*. Le linge sera lavé à l'eau courante trois ou quatre fois.

En matière de conclusion, Royet rappelle au lecteur que le seul et véritable antidote, c'est le pardon des fautes commises, les péchés représentant les vraies causes des maladies.

Ordre public pour la ville de Lyon pendant la maladie contagieuse.

Les mesures instituées lors de la peste de 1628 furent l'occasion d'un petit traité, l'« *Ordre public pour la ville de Lyon, pendant la maladie contagieuse* », édité à plusieurs reprises, dans le but de donner « un ordre et une manière particulière, pour se préserver du fléau que Dieu envoie de temps en temps sur ses peuples, pour le châtiment de leurs fautes ». Nous étudierons ultérieurement ce qui intéresse directement le Bureau de Santé. Pour l'instant, examinons les commentaires du Médecin-Commissaire ¹.

Il est bien entendu que les présages du fléau, tels que Royet les développait, se trouvent rappelés ici : les météores « comètes, étoiles errantes et qui tombent, éclairs et tonnerres fréquents et autres, engendrés par les exhalaisons qui s'élèvent de la terre » ; le tremblement de terre ; la « stérilité » du sol engendrant la famine, ont leur place habituelle. Se méfier de la « mort subite de plusieurs animaux » sans raison évidente.

La cause de la maladie est unique, communiquée soit par la respiration, soit encore par les « pores du cuir ».

Les conditions d'apparition sont variables. A côté du châtiment divin, motif le plus fréquent du mal, l'auteur distingue des facteurs « externes » et « internes ». Parmi les premiers, une place importante est encore réservée à la « mauvaise et pestilente qualité

1. Nous envisageons l'édition de 1670, qui comprend un petit traité de la peste (sans nom d'auteur).

de l'air », de source diverse : « sinistres conjonctions des astres », exhalaisons émanant des corps corrompus, des « cloaques » et « eaux croupissantes ». Mais, si notre médecin ne rompt pas entièrement avec l'opinion traditionnelle, il admet néanmoins que c'est l'« *attouchement* », le mode de contamination le plus fréquent, et par ce terme il faut entendre, dans une large acception, non seulement le contact avec les malades, leurs effets, draps et linges, mais aussi tous les rapports directs avec ceux qui ont fréquenté les pestiférés — c'est-à-dire les suspects ou « *infects* » —, voire même l'entrée des « *lieux impurs* ». C'est l'idée qui inspire les mesures si précises de prévention, telles que nous les étudierons. Il n'est donc pas inutile de la souligner d'ores et déjà.

Les seconds facteurs sont des causes générales : mauvaise alimentation, notamment en période de disette, d'où le proverbe des Grecs : « Après la famine, la peste ». Rôle de l'« appréhension » qui débilite la « *faculté vitale* ».

Nous n'avons pas à nous attarder sur les caractères descriptifs, les symptômes de la maladie. Remarquons pourtant une réflexion curieuse. Au sujet des « *exanthèmes* ou *pustules* semblables à des piquûres de puces, rouges, livides ou noirâtres que le vulgaire appelle *tac* ou *pourpre* », sachant que des personnes ignorantes confondent cette éruption avec des piquûres de puces ou de punaises, l'auteur pour les différencier spécifie qu'il faut employer la farine de lupin pétrie avec du vinaigre et l'appliquer sur une des marques : si celle-ci demeure, il s'agit d'un véritable *exanthème*.

LA PESTE DE MARSEILLE (1720).

La peste de Marseille, par son importance, son extension à la Provence et au Gévaudan, préoccupa beaucoup le milieu médical de notre ville. On conçoit facilement que le souvenir des épidémies antérieures, la proximité du danger et la crainte qu'il suscitait dans les esprits, aient été l'occasion d'une mise au point des données concernant la contagion.

Nous verrons par la suite qu'à côté des vues doctrinales et théoriques soutenues par les médecins, une campagne générale de prévention fut organisée, et non seulement les Bureaux de Santé se multiplièrent, mais les mesures édictées par les diverses provinces, se trouvèrent unifiées par des ordonnances royales.

Les médecins, dont la compétence ne souffrait guère de contestation — en l'occurrence agrégés au Collège de Lyon —, soit qu'ils voulussent indiquer leur avis en la matière, soit qu'ils répondissent à une invitation de soumettre leur opinion et les conseils qu'ils jugeaient opportuns, ces médecins publièrent divers ouvrages — parfois sous forme de critique réciproque — dans lesquels nous avons noté mainte conception intéressante, méritant d'être alliée à l'étude du Bureau de la Santé.

Tout d'abord, citons pour l'écarter aussitôt, un certain Vallant, médecin du roi, agrégé, dont les explications sur la maladie contagieuse ne dépassent guère les données du siècle antérieur : « La cause présente est un venin ou aigre coagulant, ou acre dissolvant ». Pour expliquer le mode de propagation, à

une certaine distance du lieu primitif de la peste, rien de plus simple ! L'air est le principal véhicule de ce poison, et poussé par quelque vent rapide, « il n'aura pas le temps nécessaire pour dissoudre assés parfaitement ces sels venimeux ».

Deux noms, au contraire, ceux de Pestalossi et de Goiffon, doivent prendre une place prépondérante dans ce modeste historique médical. L'un s'attachera par un raisonnement minutieux aux théories de l'époque ; l'autre, par une hypothèse audacieuse, invoquera un agent animé.

Pestalossi admettra des idées représentatives de son temps qui séduiront ses contemporains, en ne heurtant pas leurs convictions. Pourtant, si ses vues relatives à la contagion sont erronées, certaines de ses remarques sont judicieuses. Antagoniste de son confrère, ne serait-ce que par sa doctrine opposée qui met mieux en valeur la clarté d'un Goiffon, nous devons rappeler sa mémoire.

Goiffon, lui, demeurera isolé ; ses commentaires seront méconnus, peu prisés, et ne sortiront que tardivement de l'oubli. Mais alors, par une réaction naturelle, on s'étonnera qu'il y ait eu, bien avant l'ère pasteurienne, un précurseur des données microbiennes. Sans se leurrer de mots fictifs, rendons un légitime hommage au talent de Goiffon, parce qu'il dépasse le pur intérêt rétrospectif que suscitent certaines théories. Nous voudrions pouvoir rapprocher, dans une comparaison étroite, les traités de ces deux médecins. Cependant, pour une exposition plus nette, notons d'abord les réflexions de Pestalossi, puis essayons

de résumer, le plus brièvement possible, les conceptions de son adversaire scientifique, Commissaire de la Santé.

Dans son « *Avis de précaution contre la maladie contagieuse de Marseille* »¹, contenant une « idée complète de la peste et de ses accidents », Pestalossi souligne, dès les premières pages, la nature de la maladie : « Tout ce qui est peste par communication, dépend d'un même principe en général et d'une même cause », les variabilités de la symptomatologie proviennent de la modification de ce principe en fonction des dispositions propres à chaque sujet.

La maladie contagieuse se forme originairement dans l'homme : « ce n'est pas une chose incompréhensible qu'un poison tiré des principes qui constituent le sang » ; elle se transmet ensuite à d'autres individus. Ce sont des causes extérieures, d'une complexité variable, qui agissent à un moment déterminé sur un groupe important de personnes, provoquant les modifications des humeurs.

Pour Pestalossi, cet agent créé, l'on ne disconvient pas que ce soit « *un ferment salin, volatil* », renfermant une substance à caractère « onctueux, sulfureux ou bitumineux », raison de son adhérence aux objets. Pour expliquer sa longue persistance et son réveil brusque, quoi de plus simple que de se retrans-

1. Pour la publication de son ouvrage — janvier 1721 — Pestalossi dut demander l'autorisation du Bureau de la Santé (nécessaire pour tout traité intéressant la peste). Il le fit, en avertissant le Bureau qu'il avait déjà obtenu l'approbation du Collège de Médecine, « sans prétendre blesser le respect qui est dû à Messieurs ses confrères nommés Commissaires pour la Santé », *G. G. Santé*, n° 31. Correspondance.

cher derrière quelque formule de chimie ! : « Tout sel qui n'est pas dissou, soit fixe, soit volatile, n'a point d'action », c'est-à-dire demeure au repos. Il n'y a qu'un pas pour admettre que le « sel » de la transpiration (par exemple lors d'un contact manuel avec un objet anciennement contaminé) dissolvait le fameux « ferment », le mette en « mouvement », déclanche en un mot la maladie.

Par ailleurs, Pestalossi écarte l'hypothèse de la contagion par l'air, et s'éloigne par conséquent de l'assertion de Royet.

Tout en admettant et en présentant les marchandises comme les intermédiaires les plus dangereux, il fait une place importante à la menace qui émane des êtres vivants et, par des faits empruntés à différents auteurs, il prouve que les animaux peuvent aussi transporter la peste (Goiffon réfute ce mode de transmission).

Ainsi le R. P. Kircher, dans son traité de la contagion, rapporte qu'un corbeau pestiféré tomba mort au milieu d'une place, dans une ville d'Italie, et que les enfants, le prenant et s'en amusant, attrapèrent et transmirent la peste.

Mercurial relate que des *mouches* sorties de maisons « infectes » où elles s'étaient arrêtées sur le corps des malades ou sur leurs hardes, portèrent la peste dans d'autres maisons saines et bien gardées, « *en se reposant sur le pain ou autres choses à manger* ».

Ces faits établis, Pestalossi montre le courage de certains médecins, Chicoyneau ¹, entre autres, pous-

1. Docteur en médecine et Chancelier de l'Université de Montpellier.

sant l'intrépidité jusqu'à « s'asseoir sur le lit des malades, dont il manioit les bubons comme des tumeurs non suspects ».

Quant à la prévention, la meilleure méthode consiste à suivre la formule célèbre « cito, longe, tarde » (Ranchin disait que le peuple « se précipite à la pratique du vieux proverbe ») dont il donne une variante appelée le conseil des trois adverbes :

*« Pour fuir de la peste le dard,
Parts lost, va loin, et reviens tard »¹.*

En collaboration avec d'autres médecins, également désignés par la Cour pour assister les malades et diriger la lutte contre la peste. à Aix et à Marseille, Chicoyneau a publié des observations intéressantes sur la fameuse peste de 1720. Personnellement, il insiste sur la *thèse de non-contagiosité de la maladie* : il a pu soigner un grand nombre de pestiférés, réaliser des expériences sur les cadavres « sans prendre plus de précautions que s'il s'agissait de la maladie la plus familière ». Pour ces auteurs, le levain pestilentiel serait uniquement venimeux « par rapport à la disposition du sujet » qu'il attaque, la crainte et la terreur constituant un terrain des plus réceptifs et partant, les préservatifs les plus assurés contre la peste sont : sobriété, bonne nourriture, modération et fermeté.

Les observations notées sont divisées en cinq groupes, des formes très graves aux cas bénins. Nous retiendrons seulement le signalement de récidive précoce et l'existence de cas frustes, très bien remarqués :

« C'est ainsi que nous avons vû pendant nôtre séjour à Marseille un très grand nombre de personnes de l'un et de l'autre sexe qui, sans abattement de forces et sans changer de façon de vivre, alloient et venoient dans les ruës et dans les places publiques, se pansant elies-mêmes avec un simple emplâtre, ou demandant aux médecins et aux chirurgiens les remèdes dont elles avoient besoin pour guérir ces sortes de tumeurs ».

Il s'agit là d'un traité empirique, n'ayant pas la portée doctrinale des vues de Goiffon. Le mode de propagation de la peste n'est pas envisagé : c'est un recueil d'observations de malades.

1. Il y a d'autres distiques : ainsi dans l'*Abrégé de la Médecine pratique* (traduction de l'ouvrage d'un Anglais, J. ALLEN), nous relevons.

*« Si tu veux de la peste éviter le hasard
Fuis d'abord, va-t-en loin et ne reviens que tard ».*

Toutefois, certaines mesures sont bonnes à observer et il convient, avant tout d'avoir à l'esprit deux principes très utiles, quand on est à côté de personnes atteintes ou simplement soupçonnées de la contagion : l'une est de « prendre toujours le vent sur elles, et l'autre de cracher souvent, pour ne point avaler l'infection avec sa propre salive, dont nous avons fait voir les événemens fâcheux ».

Porter une éponge imbibée de vinaigre, et s'en mouiller les narines de temps à autre, ou même en respirer.

Les médecins, chirurgiens et confesseurs feront brûler un parfum doux, entre eux et le malade, et avant de toucher ce dernier ils tremperont leurs doigts dans du vinaigre.

On changera souvent d'habits, que l'on prendra en toile, sans oublier leur parfumage fréquent.

Quant aux eaux, la meilleure précaution « seroit de les faire bouillir avant que d'en user ».

Tel est, esquissé dans ses grandes lignes, l'exposé de Pestalossi au sujet de la maladie contagieuse¹.

1. Ayant le désir d'amener Goiffon à partager son opinion relative à la peste, en lui présentant quelques cas de maladies transmissibles dont les « causes sont assez connues », Pestalossi écrit ceci : « La phthisie ou la maladie du poulmon qui dépend d'un ou de plusieurs ulcères de cet organe, dont la cause est une portion de sels acres et rongeurs, dissous, cette maladie se communique d'une manière bien subtile, puisque son levain ulcerant sorti du poulmon avec les fuliginosités de la respiration, qui lui donnent une onctuosité capable de le rendre adhérent : son levain, dis-je, s'attache aux tours de lit, aux tapisseries, et à tous les meubles qui ont servi au malade, dont un homme sain recevra, s'il s'en sert, la même infection, qui s'attachera à son poulmon, pour le jeter dans une semblable maladie », à moins que ces meubles aient été exposés longtemps à un « grand air » qui enlève

Goiffon, " Relations et Dissertation sur la peste du Gévaudan ".

Nous ne saurions écarter de notre pensée le livre de Mollière, auteur qui a eu le mérite de mettre en relief la nouveauté de la doctrine d'un médecin digne d'éloges. Néanmoins nous pensons devoir apporter une rectification qui concerne l'essence même de la conception de Goiffon.

Dans son ouvrage : « Un précurseur lyonnais des théories microbiennes », Mollière écrit : « Pour lui il paraît démontré qu'il faut le contact de l'homme pour que la maladie se développe chez son semblable et se transmette ensuite à d'autres individus. » Voilà qui ne cadre pas parfaitement avec l'hypothèse de notre Commissaire de la Santé, soutenant la transmission indirecte et l'innocuité relative des contacts inter-humains !

Cette restriction apportée, l'étude de Mollière conserve toute sa valeur ; nous ne reprendrons donc pas l'analyse complète du traité de Goiffon, mais *nous essaierons de mettre en lumière certains points susceptibles d'être rapprochés de nos données épidémiologiques actuelles sur la peste.*

L'occasion de la publication de Goiffon, fut la lettre

ces « corpuscules ulcérants », ou « lavez plusieurs fois dans une forte lessive qui détache ce levain dangereux ».

N'est-il pas légitime de souligner l'intérêt d'une semblable observation ?

Nous songeons à Villemin apportant en 1865 les preuves expérimentales de la nature virulente et de l'inoculabilité de la tuberculose au milieu d'une incrédulité presque générale, voire même de protestations formelles des arbitres médicaux de l'époque !

rédigée par Le Moine et Bailly ¹, médecins de Paris, délégués pour secourir les malheureux atteints de la contagion, dans la province du Gévaudan. La relation qu'ils établirent montre une fois de plus le rôle primordial de la contamination indirecte. On apprend en effet qu'un forçat de Marseille, trompant la surveillance exercée, réussit à pénétrer avec un paquet de hardes, dans un village du Gévaudan et le contenu du paquet aurait déclenché la maladie.

Cette lettre fut transmise à Goiffon, aussi nous ne nous étonnerons pas qu'il appuie ses théories sur les arguments ainsi fournis.

« Il n'y a point de maladie contagieuse, si la peste ne l'est pas ». Elle se communique non seulement d'homme à homme et de malade, si l'on veut, à celui qui ne l'est pas ; mais encore par les marchandises, hardes, linges et autres meubles ». On a des preuves incontestables du second mode de propagation et au contraire, aucune confirmation évidente de la contamination interhumaine.

La peste actuelle qui se trouve en Provence, n'a-t-elle pas été introduite en 1720, par un vaisseau venant du Levant, dont les marchandises seules ont provoqué l'épidémie ?

N'est-ce pas de cette façon que la contagion a traversé le Rhône avec le forçat du Gévaudan ?

« Et s'il tombe des malades, s'il meurt dans les infirmeries et dans les villes infectées tant de personnes qui visitent, aprochent, touchent, servent et pancent

1. D'après les observations de ces auteurs, on peut penser que la peste du Gévaudan affecta la forme bubonique.

les pestiférés, on n'aura pas plus de raison de décider si la communication de la maladie leur aura été faite par le corps des malades, plutôt que par les meubles qui les environnent et les lits qui leur servent ».

L'auteur insiste sur la « modicité et la petite quantité de venin » nécessaire à l'éclosion de la maladie, et à ce sujet, il rappelle le début de la peste lyonnaise de 1628 : « Ce mal y fut porté par des haillons qui le firent éclater en même tems dans deux cantons fort éloignés, l'un au centre de la ville et l'autre dans une des extrémités ».

Ainsi, la contagion, provoquée souvent par de « petits sujets qui ne sauroient contenir que très peu de la cause », il est logique de penser que cette « cause soit très limitée dans son principe, mais qu'elle a la propriété de se multiplier ».

L'auteur note que parfois la peste demeure « des mois assoupie et ne produit dans les lieux où elle a été transportée que foiblement et lentement ses premiers effets », en raison de la multiplication nécessaire du germe.

Pour que le venin se répande, « il faut qu'il se divise » et au lieu de « perdre de sa vertu et de ses forces à mesure qu'il s'étend », il en acquiert de nouvelles.

« Voilà autant de prodiges, qui bien examinés sans prévention ne sauroient dépendre d'une cause qui n'a pas la faculté de se multiplier et de se régénérer. et je pense qu'on ne sauroit disconvenir sans faire violence à sa raison qu'il n'est pas possible d'expliquer tous ces effets et principalement les progrez et le renouvelle-

ment de la peste, par une cause inanimée. Il faut nécessairement supposer quelque sorte de petits insectes ¹, invisibles à la vérité, mais assés reconnus par leurs multiplications successives, ou leurs productions, dont chaque produit en particulier a autant de puissance que le principe d'où il est issu : propriété qui n'appartient qu'aux substances animées ».

Et l'auteur pense à « quelque sorte d'insectes ailés qui ne donnent pas beaucoup de prise à l'air pour les transporter bien loin, et qui peuvent être nourris et conservés longtemps, sinon eux, du moins leurs générations par des meubles et des marchandises, lesquels par ce moyen les porteront dans les villes et les provinces ».

Par sa multiplication « chaque individu, quoique séparé des autres, conservera toute sa puissance et ne perdra rien de sa vertu naturelle ».

A côté d'assertions erronées, comment ne pas souligner la logique des déductions, de certaines conjectures, images peut-être grossières de la réalité, mais que l'on doit placer, pour les juger, dans le domaine contemporain de l'étiologie des maladies.

A partir des marchandises, la transmission par l'air des agents de la peste, paraît indispensable à Goiffon ; s'il en était autrement le venin ne pourrait déterminer que des cas limités : la cause ne saurait être « renfer-

1. Le R. P. Ath. Kircher, au ^{xvii}^e siècle, avait déjà admis que le germe pestilentiel consistait en une multitude innombrable de petits vers ailés qui, partant du corps du malade, voltigeaient dans l'air, s'attachant à tout ce qu'ils rencontraient. Mais, cette hypothèse, le R. P. Kircher ne l'avait pas étayée de preuves, d'un raisonnement comparable à celui de Goiffon.

mée dans quelque sujet et dans quelque lieu au repos » pour être active, opérante.

Pour montrer la non contagiosité des accidents de la peste chez l'homme, Goiffon, dans un raisonnement un peu confus oppose les maladies contagieuses non épidémiques ¹ (syphilis, rage) à celles qui, comme la peste, offrent ces deux caractères. Les premières ont pour agents des poisons et levains, et se transmettent par un contact direct : ce sont les « effets » — symptômes de la maladie — qui interviennent ; les secondes au contraire ne sauraient se reproduire autrement que par la multiplication de l'espèce et non par ses « effets » (bubons, charbons) ².

Goiffon reprend ensuite le développement de cette idée, en l'appliquant exclusivement à la peste. Un malade peut bien contaminer un sujet sain par la « communication de la cause qui l'aura infecté », mais il ne lui transmettra « ni son bubon, ni son charbon, ni aucun des effets que la cause de la peste

1. La rage, la « vérole » pour se perpétuer n'ont pas besoin de la cause première « parce qu'il suffit qu'un effet qui contient la cause subsiste pour en produire un second et ainsi successivement ».

2. Certes, on peut trouver ce raisonnement un peu spécieux. Par là, Goiffon ne se distingue pas de Pestalossi. Toutefois, dans son ouvrage, on trouve l'ébauche d'une classification nosologique, basée sur les apparences de transmission. Toute une série de notions intéressantes se trouvent relatées çà et là. Notons seulement que Goiffon insiste en particulier sur les « fièvres castrales » des armées (très vraisemblablement la dysenterie bacillaire). A ce sujet signalons par exemple qu'il admet une action primitive localisée dans le tube digestif : « C'est là... où se prépare l'attirail mortifique qui passe ensuite dans les veines ».

De même, Goiffon réfute l'action du froid et des causes extérieures de nature comparable, en tant qu'agents essentiels des pleurésies. toutes ces causes sont « occasionnelles à la vérité ».

a transmis en lui ». Si celui qui a été atteint ressent le même type de symptômes, « c'est parce qu'une même espèce de cause doit nécessairement produire les mêmes effets dans un corps, dont les humeurs, les fluides sont à peu près de la même nature ».

Les « effets » de la peste ayant disparu, il est nécessaire que la cause soit entretenue et transportée : ce sont les marchandises, les linges qui jouent ce rôle. Il est facile d'imaginer la conservation du germe dans les hardes et les étoffes, par exemple, dans lesquelles il se nourrit et se loge. Les insectes ne sortent de leurs « retranchemens » que sollicités par certains « alimens frais, plus friands, plus substantiels que le leur, comme par exemple celui qui sort de nos corps et qui est répandu dans le tourbillon qui nous environne formé par l'air, le souffle et la matière de l'insensible transpiration ». Et dans ce milieu, les insectes se « délectent et voltigent » puis s'insinuent « par la bouche et par les narines, au tems de l'inspiration avec l'air, qui les entraîne dans les poumons ».

La cause de la maladie contagieuse est « *étrangère et vient du Levant* » et vraisemblablement, si la peste est plus commune en Orient que dans nos pays, c'est parce qu'on n'y prend pas soin de combattre la contagion, dans son principe ni dans ses progrès.

Goiffon considère comme une impossibilité l'existence et la conservation de l'agent animé chez le malade ; s'il en était ainsi, si cette cause subsistait, la peste ne serait plus une maladie étrangère. Ces insectes restant vivants dans le sang d'une personne frappée de contagion, il faudrait « porter le même juge-

ment du corps de ce malade, que d'une bâle de marchandises infectée » : l'affection ne revêtirait plus son masque ordinaire.

Et pour conclure, il est permis de dire « *qu'il n'y a aucun risque du côté des pestiférés vivants ou morts, que l'on peut les toucher sans crainte de contagion ; pourvu qu'il n'y ait ni linges, ni meubles qui leur aient servi, qu'ils n'aient ni perruque, ni cheveux, ni poil sur leurs corps, en un mot qu'ils soient dépouillés de tout ce qui peut contenir et retenir sur eux ces sortes d'insectes* » ¹.

Quant à la peste bubonique, prendrait-on d'autres précautions aujourd'hui, même sans jouer sur le mot « insecte » et l'acception différente qu'on lui attribue dans la propagation de la maladie !

Un commentaire assez curieux se rattache à cette hypothèse, nous croyons utile de le signaler.

Sous la rubrique : « *Qu'un homme peut porter la peste sur lui, sans en être affecté et la communiquer à d'autres personnes* », Goiffon fait allusion à certaines observations d'auteurs, mais il relate surtout les circonstances particulières qui accompagnèrent le début de la peste du Gévaudan. En effet, le forçat qui apporta la maladie n'était pas atteint, lorsqu'il contagionna son cousin de Correjac. Le fils de ce dernier, apprenant que l'on ne voulait pas enterrer son père, partit

1. Toutefois l'auteur apporte une restriction à sa théorie : il ne doute pas que les chiens qui mangeraient de la chair des cadavres ou boiraient de leur sang n'en pussent mourir « quoique la peste des hommes et des animaux soit bien différente », le sang rempli de venin même inanimé pouvant causer les mêmes accidents.

de la Canourgue pour lui rendre ce dernier devoir. En raison du froid qui sévissait alors il emprunta un manteau à son beau-frère, vêtement qu'il restitua à son retour. Ce funeste manteau amena la peste dans la maison du beau-frère ; le voyageur au contraire ne la contracta pas quoiqu'il eût, chemin faisant, porté ce manteau.

Pour Goiffon, l'explication réside dans les conditions atmosphériques : « à cause de l'intempérie et de la froideur de l'air dans un tems d'hiver... ces animaux se sont tenus recognés dans la laine du manteau » ; par contre, le vêtement étant étendu sur le lit du beau-frère, « excités à sortir de leurs loges et de leurs retraites par la chaleur des personnes couchées », ces insectes déterminèrent la maladie.

L'on ne saurait nier que Goiffon ait eu un sens remarquable du mode indirect de propagation de la peste ; s'il n'a pas reconnu à la puce le rôle qui lui est attribué dans cette maladie, il a touché du doigt la question si importante de la contagiosité de la peste bubonique, forme que revêtait vraisemblablement l'épidémie du Gévaudan.

Bien plus que par sa qualité de « précurseur des théories microbiennes », il nous semble que le titre glorieux de Goiffon soit renfermé dans ses vues nouvelles, relatives à l'innocuité des accidents de la contagion, dans les formes décrites par les médecins parisiens, et sa thèse des insectes — réunissant les qualités du germe et du vecteur, la puce — est d'une ingéniosité remarquable pour l'époque !

A la date de parution du livre de Mollière ¹, Simond n'avait pas encore mis en évidence l'importance des insectes cuticoles dans la propagation de la peste, maladie du rat transmise à l'homme par l'intermédiaire de la puce. En conséquence, nous avons pensé, faisant abstraction des commentaires déjà établis, qu'il n'y avait pas double emploi, en notant quelques réflexions qui s'imposent à la lecture de « Relations et Dissertation sur la peste du Gévaudan ». Ne devions-nous pas signaler, avant d'aborder l'étude du Bureau de la Santé, l'un de ses représentants le plus qualifié ?

On ne saurait passer sous silence cette autre confirmation de la clairvoyance et du bon sens de l'ancien médecin lyonnais : il s'étonne fort du succès que l'on peut retirer des saignées, vomitifs et purgatifs dans la thérapeutique de la peste. Et, niant énergiquement la valeur des prétendus spécifiques, « remèdes de précautions, dont chacun vante le sien, et la plupart sans en avoir aucune expérience », rejetant vivement les élixirs et « préparations pompeuses et recherchées », il indique la vraie prophylaxie : prendre des mesures sévères au sujet des marchandises provenant des endroits suspects.

La réflexion que l'on ferait en objectant les ennuis inhérents à la cessation du commerce, ne résiste pas à l'examen, si l'on considère par ailleurs le fléau, qui lui, non seulement retarde le cours normal du commerce, mais le détruit pour longtemps, en supprimant la main-d'œuvre humaine !

1. Edition de 1886. La découverte de Simond remonte à 1898

Supposons même que le parfum soit préjudiciable à quelques étoffes, « *ne vaudrait-il pas mieux s'en passer, que de les recevoir, je ne dis pas infectées, mais seulement douteuses et suspectes..., si certains négociants en souffrent et si l'on veut une partie du commerce, est-ce que le bien public ne doit pas aller avant celui des particuliers ?* ».

Il nous paraît impossible d'évoquer en quelques pages les idées qui prirent corps successivement au sujet de la contagion. En nous plaçant à un point de vue d'hygiène, nous avons essayé de montrer le pourquoi des mesures édictées, dans un but de prophylaxie, le fondement scientifique et religieux des règlements appliqués par les Commissaires de la Santé, en suivant l'évolution naturelle de l'esprit critique de nos ancêtres. Nous espérons seulement que l'étude proprement dite du Bureau de Santé sera moins abstraite, ces préliminaires établis.

CHAPITRE III

CONSTITUTION ET FONCTIONNEMENT GÉNÉRAL DU BUREAU DE SANTÉ (1577-1749)

Nous essaierons, lors d'un rappel succinct de quelques épidémies antérieures à la formation du Bureau de Santé, de signaler certains faits qui se rattachent à l'histoire de cette Commission. Puis, nous verrons la création de la Chambre de Santé — 1577 — et les lettres patentes donnant force de loi à la délégation du Consulat. Nous pourrons alors considérer de manière générale les périodes d'activité, la durée de fonctionnement du Bureau, puis indiquer le rôle respectif des Commissaires en temps de contagion et les moyens de lutte dont on disposait, en basant nos données sur les instructions de l' « Ordre public pour la ville de Lyon », qui ont sans doute une valeur un peu théorique, mais n'en constituent pas moins les principes de l'action du Bureau de Santé.

Poncet signale à juste titre l'absence de documents médicaux lyonnais, ayant trait à la peste, pendant tout le Moyen Age. Les épidémies les plus graves ont pu

ravager notre cité, sans que nous en possédions des relations certaines. Seuls des témoignages indirects nous prouvent parfois leur existence. L'idée que l'on peut se faire des mauvaises conditions d'hygiène nous incite naturellement à supposer que loin d'être exceptionnelle, la peste fit des apparitions fréquentes durant les longs siècles d'ignorance qui précédèrent la Renaissance.

Nous n'avons pas à faire l'historique des épidémies de peste, aussi sans se dissimuler le caractère très incomplet de semblable rappel, nous mentionnerons seulement les incursions du fléau telles qu'elles sont notées dans « Lyon malade de la peste ».

Vers la fin du vi^e siècle, la peste « inguinale » qui désolait diverses provinces de France, s'étendit à Lyon et emporta les deux tiers de la population.

On doit malheureusement penser qu'un autre épisode de contagion, connu sous le nom de peste « igniaire », survenu en 1089, ne laissa pas notre cité à l'abri de ses ravages.

La peste « noire » du xiv^e siècle, qui sema la terreur dans toute l'Europe, engendrant une effrayante mortalité — la moitié des habitants d'Europe —, n'épargna pas Lyon en 1348.

Les actes consulaires ¹ des Archives font une allusion indirecte à des épidémies ultérieures : ainsi en 1458 une dispense est accordée aux prêtres officiants, en raison de la peste. Autres incursions en 1474, 1494.

Contagion de 1519, de 1527 et 1544.

En 1532, il y eut de façon indubitable une visite de la contagion. Pour s'en persuader il suffit de consulter les registres de comptabilité se rapportant à la Santé ¹ : c'est le compte rendu des dépenses pour les pauvres pestiférés, logés à Saint-Laurent des Vignes.

Nous arrivons ensuite à l'épidémie de 1564.

Des origines du Bureau de Santé.

En face d'un péril constamment renouvelé, les Conseillers Echevins s'occupèrent vraisemblablement, de tout temps, des mesures susceptibles de bannir le redoutable fléau. Nous ne saurions, à priori, en rejeter l'hypothèse, ayant eu les preuves de la sollicitude de la municipalité, en matière d'hygiène. Cette supposition soulève encore moins d'objections lorsque l'on considère le début du xvi^e siècle.

Lors d'un différend survenu, pour une question de préséance, entre le Consulat et le Sieur Mascrany, l'un des Commissaires de la Santé, un manuscrit de 1668 nous rappelle la subordination du Bureau, simple délégation : « *On a veu dans les temps les plus dangereux, et lorsque la ville estoit le plus affligée du mal contagieux les Echevins agir seuls et délibérer des affaires de la Santé, condamner les contrevenans et se passer du secours du Lieutenant criminel et autres Commissaires* » ².

Ce principe étant établi, il est nécessaire, semble-t-il, si l'on désire rechercher l'origine de la Chambre de

1. G. G. Santé, n^o 45.

2. G. G. Santé, p. 18-27.

Santé, de savoir comment le Consulat faisait exécuter ses ordres et quels étaient ses agents principaux en temps de peste.

Nous considérerons d'une part certains arguments fournis par les historiens de l'époque, simples conjectures, mais surtout nous tablerons sur les documents intéressant directement la peste.

Bien des incertitudes entourent cette question ; essayons toutefois de faire ressortir quelques données les plus concrètes possible — si disparates qu'elles soient au premier abord — qui, groupées en faisceau, auront peut-être quelque valeur.

L'histoire du Lyon de la Renaissance ne nous apporte malheureusement pas de précisions. Nous avons seulement toute latitude de commenter des réflexions générales, sans grand intérêt, en vérité, car nous ne pouvons pas fonder sur elles des déductions indubitables.

Ainsi, Paradin nous parle de l'hôpital des pestiférés : « Iceux povres infects sont nourris leans des aumosnes et questes, qui pour cest effect se font par quatre ou cinq personnages, gens de bien, à ce deputez, par les seigneurs conseillers de la ville, lesquels ont totale charge, de donner ordre au faict de ceste misère contagieuse ».

Sabatier, ayant lu cette phrase, trouve qu'elle « précise l'origine modeste encore du puissant Bureau de la Santé ».

Il rejette d'ailleurs la date de 1580, assignée par Courbis, à la formation du Bureau de Santé, mais son assertion repose uniquement sur l'existence de Royet,

Commissaire de la Santé en 1564 et sur le passage précité. Partant de cette affirmation à priori, n'écrit-il pas ultérieurement : « Nous sommes les fils spirituels et les héritiers légitimes de ces Chirurgiens du Bureau de la Santé qui, à l'occasion des épidémies de 1564, 1581 et suivantes... » ¹.

Au sujet de la réflexion de Paradin, nous pensons plutôt qu'il s'agit de Notables ayant des fonctions analogues à ceux qui quêtèrent en l'an 1531.

Ménestrier montre bien que le Consulat pourvoyait à la Santé publique, en désignant des Commissaires députés, mais on ne saurait rapporter ce fait à une création ancienne, puisque « Eloge historique de la ville de Lyon » est du xvii^e siècle. Toutefois, dans le même ouvrage, le nom d'Antoine Royet est relevé, ainsi que ses attributions de Commissaire de la Santé en 1564 — Sabatier l'avait bien noté.

Quel est le sens exact de cette appellation? Doit-on souscrire à l'opinion énoncée et affirmer l'existence d'un Bureau de Santé dès 1564?

L'auteur de l'« Excellent Traicté de la peste » remémore cette fonction de Commissaire et ajoute qu'il fut ensuite « Hospitalier » à Saint-Laurent. Mais, dans ce livre, nous chercherions vainement une explication du titre de Commissaire et encore moins le signalement de la Chambre de Santé.

De Rubys nous précise les fonctions du Voyer en période de peste, mais ne donne pas, croyons-nous, des renseignements utiles sur les Commissaires de la Santé.

1. D^r A. SABATIER (*Lyon Médical* du 22 novembre 1925).

Nous avons vu les textes susceptibles de nous donner des directives générales, sans localisation dans le temps ; analysons désormais certains écrits relatifs à l'épidémie de 1564.

Les actes consulaires nous permettent de supposer que la peste existait à Lyon dès le début de l'année ¹ et corroborent l'idée d'une autorité dirigeante, le Consulat, qui dispose d'un intermédiaire direct, le Voyer, chargé de veiller à l'exécution des ordres. Nous n'avons pas relevé la nomination de Commissaires de la Santé ; c'est le sieur Guillaume Chazottes qui a été « commis au fait de la santé » et on lui décerne par ailleurs le titre de « Voyer de Lyon ».

Les délibérations consultées concernent les tout premiers mois de 1564. Nous avons eu connaissance d'ordonnances postérieures, ayant trait à la phase vraiment épidémique de la maladie, et apportant des renseignements très utiles sur les moyens de lutte mis en œuvre. Mentionnons d'abord l'Ordonnance du 20 mai 1564 « pour le fait de la police de Lyon » émanant vraisemblablement du Consulat.

Mais, le Roi en personne vint à Lyon. Arrivé le 10 juin, le 9 juillet il quittait la ville, pour fuir le danger ².

Dans l'intervalle paraissait une Ordonnance de « *Messieurs les Commissaires députés par le Roi, pour le fait de la police et santé de la ville de Lyon* », pro-

1. Délibérations consulaires, B. B., n° 85. (Nous ne saurions prétendre avoir examiné complètement ces textes dont l'étude relève de la paléographie).

2. Dr J. AUDRY.

mulguée le 3 juillet. Il est logique de penser que le Roi, lors de son séjour à Lyon, se préoccupa fort de la contagion qui affligeait si lamentablement la cité et se soucia en particulier des moyens de prévention. Que ce soit des délégués déjà nommés par les Consuls qui aient été investis secondairement par le Roi, qu'il s'agisse de nouveaux Commissaires, peu importe.

Toutefois, il est nécessaire de ne pas se méprendre sur le caractère de l'action exercée. Certes, les Commissaires ont autorité sur le Voyer et les Pennons, mais on ne se trouve pas en présence d'une formation ayant une existence propre et pleins pouvoirs, à l'instar du Bureau. L'Ordonnance suivante du Gouverneur intitulée « *Estat et reiglement de la police pour la santé de ceste ville de Lyon* » publiée le 12 août 1564, montre bien la nature des fonctions dévolues. Un ensemble de mesures est institué, dont l'exécution est confiée sous forme de commandement aux Sieurs Commissaires, avec une certaine nuance de responsabilité : « à quoy ilz tiendront la main, à peyne de s'en prendre à eux ». On leur accorde néanmoins un pouvoir de police en leur permettant « d'emprisonner ou faire emprisonner ceux qui contreviendront » aux règlements, en attendant le jugement.

En résumé, nous souscrivons volontiers à la proposition de Sabatier, supposant l'« origine modeste » du Bureau de la Santé, mais il n'y a pas de concordance absolue entre cette formation et les Commissaires de 1564. Ces derniers nous apparaissent comme des agents principaux d'exécution. Nous verrons plus

tard le Voyer avoir un rôle comparable en face de la Chambre de Santé.

CRÉATION DU BUREAU DE SANTÉ

La peste de 1577.

Un petit opuscule, écrit par de Rubys, « *Discours sur la contagion de la peste qui a esté ceste presente année en la ville de Lyon* », représente, à notre avis, un des rares documents sur lesquels on puisse tabler ¹, pour noter avec précision la date de création du Bureau de Santé, ou du moins le *principe de sa formation*, car cette Commission subira des remaniements progressifs.

Au cours de cette épidémie, peu meurtrière, les Echevins assumèrent la responsabilité de la défense sanitaire de la ville, et de Rubys convient qu'après Dieu, c'est à ces « douze vraiment pères de leur patrie » qu'il faut attribuer la délivrance rapide de la cité. Sans attacher une bien grande importance à un jugement peut-être tendancieux, il est nécessaire de marquer le rôle des Consuls, qui d'abord exclusif au début de l'épidémie, changea ensuite de caractère.

En effet, malgré les ordres donnés, la diligence du Voyer, l'action des barbiers et des médecins chargés de l'examen des malades et des morts, la contagion persistant depuis Janvier, une réunion générale fut décidée.

1. Le silence des Archives concernant la Santé serait sans doute compensé par les Délibérations consulaires de 1577.

Le 4 Mars, sous les auspices et en présence du Gouverneur, bourgeois et médecins s'assemblèrent à l'Hôtel de Ville. Nous reviendrons sur les précautions arrêtées. Retenons seulement qu'à la suite de cette délibération, afin de pourvoir à toute heure aux nécessités de la santé publique, pour parer plus facilement à la dissémination du mal, il fut établi un Bureau. On lui donna le nom de « *Bureau de la Santé* ». Il était composé « *d'un bon nombre des plus notables de la ville, et d'un magistrat* ». Ses membres se réunissaient chaque jour à l'Hôtel de Ville et « *par devant eux le Voyer et les autres commis sur le fait de la santé rapportoyent d'heure à autre ce qui succedoit : à quoy estoit pourveu par leur ordonnance* ».

Prenaient part aux décisions quatre Echevins, désignés parmi les douze membres du corps consulaire.

Le mois de Juin venu, le danger était conjuré.

La menace de contagion de 1579¹.

En 1579, la peste venant d'éclater dans différents « lieux circonvoisins », sur les remontrances du Voyer, le Consulat prenait la résolution d'instaurer de nouveau le Bureau de la Santé, dont l'action passait pour avoir entravé la marche du fléau, lors de l'épidémie précédente.

Le 2 Juillet 1579, les Echevins se réunissent à l'Hôtel de Ville. On décide la nomination de quatre Com-

1. D^r ARTAUD.

G. G. *Santé*, p. 40, n° 126.

B. B., n° 103. Délibérations consulaires.

missaires de la Santé : « *assavoir deux magistrats de la Justice et deux desdicts Sicurs Consulz Eschevins* ». Il leur est octroyé le pouvoir de juger et condamner en dernier ressort par « *mulctes, amandes, confiscation et bannissement* » les contrevenants aux ordonnances de la Santé dont les Commissaires auront la « *superintendance et tottale administration* ». Il est intéressant de noter le rôle du Voyer chargé de communiquer au Bureau ce qui adviendra, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la ville, susceptible de donner matière à décision sanitaire.

Là encore, on peut signaler que le Consulat arrêta une série de mesures, en attendant la constitution définitive de la Commission — le Présidial n'ayant pas désigné immédiatement les deux magistrats. — Le 6 Juillet le Bureau était formé, et dès lors c'est lui qui assumera la responsabilité des précautions prises, sous forme d'ordonnances prohibitives du commerce, par crainte de la contamination résultant des marchandises tirées d'endroits suspects.

LETTRES PATENTES ROYALES

Le Bureau créé représentait une organisation municipale. Pour parer à toute éventualité, pour affirmer leurs droits et prérogatives et annihiler toute contestation de leur pouvoir, les Consuls Echevins demandèrent au Roi de ratifier la nomination des Commissaires de la Santé. Le Consulat fut amené à recourir à l'appui de la royauté, en l'an 1581, lors d'une importante épidémie de peste qui désola la ville.

Ayant appris par expérience que « la dite contagion y a été apportée par gens venant des lieux suspects, lesquels ont eu libre accez en ladite ville », les Consuls se plaignirent de la carence des Notables refusant de se soumettre aux injonctions du Consulat, et de remplir aux portes leurs fonctions de surveillance. Ils rappellerent en outre l'insouciance des Notables qui, mandés à l'Hôtel commun de la ville, pour délibérer des affaires publiques, ne venaient pas par un « certain mépris et contemnement d'eux » : ce qui contraignait les Echevins à « intermettre, voire totalement délaisser les dites affaires ».

LETTRES PATENTES DU ROI HENRI III
(3 Septembre 1581)

Tenant compte des motifs allégués, dans le but de donner une juridiction véritable au Corps consulaire, le Roi ordonne que les Notables appelés à l'Hôtel de Ville, par les mandeurs ordinaires des Echevins « seront tenus d'y comparoir personnellement, sinon en cas de maladie ou autre légitime empêchement, sur peine de telle amande pécuniaire que de raison, à l'arbitrage desdits Consuls Eschevins ».

Autorité est donnée au Consulat de délivrer des billets aux habitants, quelle que soit leur condition — hormis les gens d'Eglise — leur enjoignant, sous peine de sanction pécuniaire, de faire le guet ou de prendre les gardes ordinaires.

Pouvoir est décerné aux Notables Bourgeois, commis en temps de peste, par les Echevins « de faire telles

ordonnances politiques, qu'ils verront être utiles et nécessaires pour ladite santé, ayant égard au temps et personnes ; et que les contrevenans et infracteurs d'icelles soient punis et mulctés d'amande selon l'exigence du cas, nonobstant toutes oppositions ou appellations, attendu qu'il s'agit du fait de police ». Toutefois, pour être valable, la sentence devra être prononcée par « cinq ou sept Notables députez au fait de la Santé, entre lesquels il y en ait un ou deux de Robbelongue ». Les amendes seront versées au profit des pauvres malades et autres œuvres pies.

AUTRES LETTRES PATENTES CONFIRMATIVES

En réalité, le service du guet, les gardes n'étaient pas toujours accomplis, chacun revendiquant un privilège, pour s'abstenir d'aller au poste désigné. Les événements ayant montré que pour obliger les habitants à observer les réglemens sanitaires, il était indispensable que les Commissaires de la Santé eussent un plus grand pouvoir, de nouvelles ordonnances complétèrent la précédente.

Ainsi les *lettres patentes d'Henri III (10 Mai 1585)* précisent que l'on procédera contre les « infracteurs » aux ordonnances du Bureau, « *par les peines et mulctes, tant pécuniaires qu'autres* », selon le cas. A la condition que les Députés de la Santé soient au nombre de cinq, « entre lesquels y en ait deux de Robbelongue ».

D'autres ordonnances royales vinrent confirmer les dispositions précédentes ; sur les remontrances adres-

sées à Monseigneur de la Guiche, en 1607 le Gouverneur de Lyon transmettait un avis à Henri IV spécifiant que la « nonchalance » introduite par la paix, avait besoin d'être « excitée » par le renouvellement des constitutions antérieures. Les lettres patentes du 22 Juin 1607 suivirent.

Enfin, une *Déclaration de Louis XIV* (1638) ¹, porte que le Consulat continuera à commettre des Commissaires pour le fait de la Santé, au nombre qui lui conviendra. Le Bureau comprenant nécessairement deux officiers du Présidial aura tout pouvoir de condamner les réfractaires aux Ordonnances relevant de la Santé. *La peine de mort pourra être prononcée, à la condition que le jugement soit rendu par huit députés, dont les deux Notables de robe-longue.*

En vérité, les Députés de la Santé n'attendirent pas cette décision royale et en 1628, notamment, s'arrochèrent toute latitude à ce sujet.

Ainsi, de même que nous avons noté l'autorité du Consulat, quant à l'Hygiène urbaine, exercée d'abord directement, puis déléguée au Voyer, il apparaît que les Echevins ont eu d'abord la charge des mesures à instituer, lors des épidémies de peste, et se sont reposés ensuite sur une commission ayant pleins pouvoirs : le Bureau de Santé.

1. Toutes ces lettres patentes se trouvent dans *G. G. Santé*, n° 1.

Constitution du Bureau de Santé.

Il est certain que suivant les besoins, le nombre des Commissaires a varié au cours de l'existence de la Chambre de Santé. En 1579, rappelons qu'il y a quatre Commissaires. Le 19 mars 1581, les Conseils désignent deux d'entre eux, deux marchands et deux bourgeois pour « avoir l'intendance sur le fait de la Santé et l'entière administration d'icelle ¹ ». La contagion qui avait cessé reprend au début de 1583, le Voyer vague seul aux affaires de la Santé puis le 4 Mai on restaure le Bureau de Santé qui comprend encore six membres. La maladie s'étant déclarée à nouveau en 1585, à la suite d'une assemblée générale, on décide de reconstituer le Bureau. C'est alors une Commission de huit membres — dont deux respectivement du clergé, de la justice, bourgeoisie et administration de l'Hôtel-Dieu.

Ces quelques exemples montrent bien l'instabilité de la Compagnie à son origine et les variabilités de sa composition. Lorsque le Bureau eut acquis une forme à peu près définitive au xvii^e siècle, à s'en rapporter à l'*Ordre public pour la ville de Lyon*, on lui assignerait un chiffre constant de représentants. Ne lit-on pas : « pour l'ordinaire les Commissaires de Santé doivent être au nombre de dix ? ».

En tout cas, par la suite, des modifications furent apportées, suivant les nécessités. Notamment en 1714

1. A. Croze, *Délibérations, Extraits, Analyses tirés des registres des délibérations du Bureau de l'Hôtel-Dieu*, p. 103.

le Prévôt des Marchands et les Echevins réunis, décident de nommer des adjoints, pour aider les Commissaires titularisés, en raison de la maladie des bestiaux.

L'épidémie de Marseille déclenchera des dispositions importantes et le Bureau ne comprendra pas moins d'une vingtaine de Commissaires. En l'occurrence le Prévôt des Marchands occupera même la présidence.

Insister sur le nombre des Commissaires peut présenter quelque intérêt, mais il est non moins important de signaler certaines caractéristiques essentielles de la Chambre de Santé, qui, si elle ne se retrouvent pas intégralement dans les premières années d'action, auront toute leur valeur après 1628.

*La délibération consulaire du 11 Août 1582*¹ présente un intérêt indiscutable dans l'histoire du Bureau de Santé. Le Consulat décide effectivement qu'il y aura, dès lors, un *médecin député* qui assistera aux séances du Bureau, afin que selon son avis l'on puisse « plus aisément pourvoir aux remèdes propres et convenables selon le naturel du mal, pour le soulagement des pauvres malades ». Certes, l'application de cette mesure ne sera peut-être pas strictement observée dans la période de tâtonnements du début, néanmoins on peut dire qu'à partir de ce moment, il ne s'agira plus uniquement d'une Commission de police, un médecin avisé orientera les décisions et aura le contrôle du traitement des sujets atteints de contagion.

Nous nous contentons de rappeler la présence de *deux magistrats au sein de l'assemblée*. Il n'est sans

1. *G. G. Santé*, n° 1.

doute pas inutile de remarquer l'importance de ce fait — dès la menace de 1579, il y a deux officiers du Présidial — qui nous incite d'ores et déjà à placer la fonction judiciaire du Bureau sur un plan non négligeable, et érige en quelque sorte la Commission Sanitaire en Tribunal extraordinaire.

Nous avons tenu à insister sur ce point, considérant en effet que *médecin et magistrats sont la représentation même du Bureau, véritable Commission d'hygiène et Tribunal expéditif*. Ces pouvoirs conjoints lui donneront une action efficiente : les arrêts qu'il rendra n'emprunteront pas une tournure platonique !

Nous ne pourrions rapporter ici le volumineux dossier concernant un différend survenu entre le président du Bureau de Santé et le Consulat. Notons toutefois que le 4 Août 1637 les Echevins prennent la résolution de nommer le lieutenant criminel — et ses successeurs — « pour être l'un des Commissaires pour le fait de la Santé et présider au Bureau d'icelle ». Toutefois la préséance était reconnue à certains membres du Présidial et au lieutenant général civil, au cas où l'un d'eux serait désigné. Nous passons sur la contestation qui advint ultérieurement, le Consulat refusant la présidence au Sieur Mascrary, lieutenant criminel. Un arrêt du Conseil d'Etat du 13 Août 1667 confirme les pouvoirs du Prévôt des Marchands et des Echevins, mais, conformément à l'acte antérieur du Consulat, autorise le Sieur Mascrary à exercer la présidence à la Compagnie de la Santé.

Toujours est-il que la municipalité ne tarda pas à

rappeler la subordination du Bureau, en saisissant l'occasion qui s'offrait à elle. Ayant appris que les Commissaires prétendaient délivrer des certificats de santé — billets établis ordinairement au Consulat —, certaines Ordonnances étant de plus intitulées « Nous, Président et Commissaires » et non « Nous, Commissaires pour le fait de la Santé », les Consuls ne manquèrent pas de s'en prendre au Sieur Mascrary, afin de l'empêcher de s'introniser. Prévôt et Echevins notifièrent qu'ils avaient eu autrefois la « direction entière de la Santé » et seule, la « grande surcharge des affaires publiques » survenue depuis, les avait obligés à se « soulager par subdélégation », mais les députés ainsi nommés ne pouvaient aucunement revendiquer un titre non décerné par les commettants. Pour que le public et l'étranger ne se méprennent pas sur les « nouveautés et entreprises » du Bureau, pour affirmer la dépendance de ce dernier, le Consulat publie une Ordonnance le 12 juillet 1680 ¹. Ladite Ordonnance porte défense de donner à imprimer un acte du Bureau « qu'il n'eût été délibéré en celui-ci à la pluralité des voix des Commissaires », acte qui ne saurait affecter une qualité non conforme au texte des lettres patentes royales.

Le 8 Août, le Consulat confirmait sa déclaration, malgré les « dire et protestations du Sieur Mascrary ».

1. *G. G. Santé*, n° 2 (imprimé).

Périodes d'activité du Bureau.

Le Bureau de Santé est théoriquement une organisation temporaire. En réalité, pendant près de deux siècles, son activité se révélera sans grandes périodes de latence. Certes, il y a une discontinuité apparente, mais fréquentes seront les épidémies, et les ordonnances de prévention du fléau entreranno en jeu, lors d'une menace — fût-elle incertaine, lointaine.

Pour préciser avec certitude les diverses incursions de la peste dans notre ville, il faudrait faire un examen complet des délibérations du Bureau. Nous noterons surtout les épidémies ayant laissé des traces dans les Ordonnances ou la correspondance des Commissaires de la Santé.

Il nous est permis de penser que l'état sporadique de la contagion était bien plus fréquent que ne semble l'impliquer l'examen des écrits contemporains.

En 1581, c'est la « grande peste ». Le fléau est encore présent et sévit en 1585-86-87. On est même amené à supposer l'endémicité de la maladie pendant ce laps de temps, un imprimé de Monseigneur de Mandelot nous l'indique : « Chacun scait que depuis dix ans en ça, ceste ville a esté peu ou prou affligée de contagion ». Nous pourrions croire qu'il n'y eut plus d'épisode de peste jusqu'à la fameuse épidémie de 1628-29. La Commission se trouva dissoute le plus souvent. Les réunions de l'assemblée furent surtout occasionnées par la crainte d'une contamination partant de provinces ou de pays affligés. Ainsi délibération

du Bureau le 1^{er} Août 1596 et le 30 Octobre 1603. Entre temps, s'il faut en croire Dagier, il y aurait eu des malades transférés à Saint-Laurent, en 1598. Le 1^{er} Août 1606, les Consuls désignent des Commissaires et les actes de la Santé ne prennent fin qu'au mois d'Août 1608. Une certaine action de 1617 à 1628 sans doute fort discontinuée et sans grande importance.

Les registres des délibérations ¹ correspondant à la peste de 1628-29 témoignent de l'activité prodigieuse des Députés de la Santé. En 1631, récurrence, sans grande répercussion. Il semble bien que là aussi, après la peste de 1628-29 — comme pour celle de 1581 — il faille admettre la continuation de la maladie, à bas bruit, avec des rappels épidémiques, pendant quelque temps. L'épisode de mal contagieux qui débuta en juin 1638 inspira une vive crainte, heureusement de courte durée.

De petites incursions du fléau se produisirent encore : ainsi en 1643 et 1664.

L'activité du Bureau est dès lors restreinte jusqu'en 1720.

Dans « Lyon malade de la peste », l'auteur a relevé un commentaire de Pestalossi, médecin de l'Hôtel-Dieu, rappelant qu'en 1694 est survenue une « fièvre pestilentielle épidémique dans laquelle parurent quelques bubons, charbons et parotides ».

Les Actes de la Santé ² mentionnent une délibération

1. G. G. Santé, nos 20, 21, 22.

2. G. G. Santé, n° 24.

du Bureau, le 19 Juillet 1694, dont certains points méritent d'être rapprochés de l'assertion précédente.

Les Commissaires essaient de trouver un remède aux maladies qui règnent et qui « redoublent mesme tous les jours ».

Ayant réfléchi sur les « différentes causes de toutes ces maladies et des morts continuelles qui s'ensuivent », ils estiment qu'elles pourraient « provenir en partie » du grand nombre de pauvres et de l'insuffisance des cimetières ¹.

Nous apprenons qu'à la même époque un maître chirurgien est désigné pour effectuer les visites ordonnées par le Bureau, dans la ville, faubourgs et autres lieux, où l'on « soupçonnera des maladies contagieuses ». Il est curieux d'établir une relation de faits avec l'affection signalée par Pestalossi. S'agit-il uniquement de maladies infectieuses banales ? C'est très possible, mais il est peut-être prudent d'émettre quelque doute. Dès lors, d'après les écrits conservés, nous serions tenté d'affirmer qu'il n'y aura plus d'incur-sion de la contagion. Il vaut probablement mieux se contenter de dire que le rôle de prévention de la Chambre de Santé, déjà si important dans le courant du xvii^e siècle, prendra une place prééminente au début du siècle suivant, notamment en 1720, lors de l'épidémie de Marseille. Loin d'être négligeable, une question connexe à la peste soulève de nombreuses ordonnances qui s'intercalent dans les actes propres à la contagion : c'est la « maladie des bestiaux » qui attire

1. Nous verrons ultérieurement les mesures arrêtées.

l'attention de nos Commissaires, voire de l'autorité royale. Cette maladie réputée épidémique sera citée en 1604, 1682, 1714. Et, hormis la peste de Messine de 1743, il est possible d'affirmer que l'épizootie de 1744, très sévère, retiendra toute l'activité des Délégués pour la Santé, dans les dernières années de fonctionnement du Bureau. En effet, les documents relatifs à la Santé ne dépassent pas 1748. Nous avons recherché vainement dans les délibérations consulaires la date de suppression exacte de ce puissant organisme. Le 14 Août 1749, on note un « mandement certificatif de la somme de 1330 livres pour les dépenses de la Chambre de Santé pendant les 6 derniers mois de 1748 » ¹. Il est certain que dès 1750, cette formation d'hygiène avait disparu. A l'appui de cette affirmation, nous désirons apporter le témoignage suivant peut-être digne d'intérêt : Le 17 Juillet 1750 ², Prévôt des Marchands et Echevins donnent au Sieur Rast de Maupas, agrégé du Collège, ex-Commissaire du Bureau dissous, la charge de « *médecin de la ville pour le fait de la Santé publique* ». On lui confie ainsi la mission de « *rendre compte au Consulat de tout ce qui se passera d'intéressant soit dans la ville, soit dans les faubourgs au sujet de la santé publique* ». Il devra se transporter « partout où besoin sera » et exécuter les ordres intéressant la santé qui lui seront transmis par le Consulat.

On lui confie la charge de la correspondance que la cité entretient (pour être au courant des menaces

1. Délibérations consulaires, B. B., n° 315.

2. Délibérations consulaires, B. B., n° 316.

épidémiques possibles) avec d'autres villes « ou dedans ou dehors le royaume ». Au cas où la Chambre de Santé serait rétablie ¹, le Sieur Rast remplira ses fonctions au Bureau « sans pouvoir prétendre pour ce d'autres et plus grands appointements que ceux fixés ». Deux cents livres lui seront allouées, « sa vie durant, et autant néanmoins qu'il continuera lesdites fonctions ».

Contrairement à ce qu'allègue Sabatier, en laissant au Voyer la charge entière de l'hygiène publique, après la suppression du Bureau, nous ne saurions négliger le rôle de ce médecin, en liaison étroite avec l'autorité municipale, qui hérite de certaines attributions de l'ancienne assemblée, et prend dès lors figure d'hygiéniste.

Organisation du Bureau de Santé et Fonctionnement en temps de peste.

La désastreuse épidémie de 1628 fut l'occasion — par la triste expérience qu'elle donna — de mesures salutaires appliquées dès lors avec une inflexible sévérité, à la moindre menace de contagion. Ces précautions, les règlements à suivre, nous les trouvons réunis dans un traité intitulé l'« *Ordre public pour la ville de Lyon pendant la maladie contagieuse* ». Il s'agit là d'un véritable code, à la disposition du Bureau de Santé, qui relate minutieusement les moindres détails de la lutte contre le fléau. Les Commissaires savaient ainsi à l'avance les fonctions qu'ils devaient remplir

1. D'après certains points de cette délibération, nous pensons que la suspension de la Chambre de Santé est vraisemblablement de 1749.

respectivement, à la première alarme. La peste, crainte constante pesant sur toute une ville, appelait un éveil incessant de l'attention générale. On avait éprouvé, en 1628, la valeur de l'action du Bureau de Santé, dont les sages ordonnances eurent une heureuse influence sur la durée de l'épidémie, en dépit d'une invasion brutale de la contagion et de l'étendue immédiate de ses méfaits. G. Chevalier, Commissaire de la Santé, résolut d'en transmettre l'instruction par écrit : il fit publier l'Ordre public en 1643. D'autres éditions suivirent. En particulier, en 1670, parut le même opuscule augmenté d'un traité de la peste — déjà mentionné. — Le dessein des auteurs est d'éviter pour l'avenir, grâce à une méthode et une réglementation présentes à l'esprit de tous, le retour d'un « pareil désordre, que celui qui s'est vu en l'année mil six cent vingt-huit ».

Quoique la publication en soit postérieure, il est certain que cette organisation sanitaire modèle joua dès l'épidémie précitée, et sous une forme moins perfectionnée elle eut un rôle appréciable au cours des épisodes de peste antérieurs.

Nous verrons tout d'abord les attributions respectives des Commissaires, représentant l'autorité dirigeante ; puis nous étudierons l'application des mesures propres à enrayer la marche du fléau. L'Ordre est pour nous un guide précieux, que nous suivrons scrupuleusement.

Les attributions des Commissaires du Bureau.

Nous savons déjà que le document prévoit la nomination de dix Commissaires, ayant le pouvoir énoncé précédemment. Pour l'exécution de ses ordres, le Bureau dispose des « Officiers » de la ville, entre autres les archers du Prévôt, archers du guet, archers de robe-courte.

En principe la Chambre de Santé comprend deux magistrats, un médecin, un ancien consul et six bourgeois ou marchands.

DE LA CHARGE DES DEUX MAGISTRATS

Dès le début de la maladie, une ordonnance apprend à tous les médecins et chirurgiens d'avoir à déclarer les maladies et défend aux « infects » de circuler dans la ville, leur intimant l'ordre de se faire connaître au Commissaire des « dénonces ». Informés des infractions au règlement, ils proposent les ordonnances requises, jugent les contrevenants. Ils font prendre diverses mesures, notamment l'interdiction de vente des vieux habits et linges. Avertissent, après consentement du Bureau, le Prévôt des Marchands et les Echevins lorsqu'il est nécessaire de mettre des Notables aux portes — peste dans le voisinage ou villes contaminées faisant commerce avec Lyon.

Lorsque le mal s'étend, les magistrats amènent le Gouverneur à publier une ordonnance enjoignant aux « vagabons et estrangers sans aveu, de vuidier incessamment de la ville et fauxbourgs ».

LE MÉDECIN-COMMISSAIRE

Par les « lumières de sa profession » a un rôle très important au cours de l'épidémie.

Il est chargé d'examiner le mémoire des médicaments demandés par les chirurgiens. C'est en effet le médecin qui leur fournit les drogues nécessaires, après vérification de la qualité des produits délivrés par l'apothicaire.

Deux fois par semaine, il rencontre les chirurgiens exposés, pour suivre les progrès de la contagion, en avoir une idée adéquate et prescrire en conséquence un traitement convenable. C'est lui qui tranche quand il y a controverse au sujet d'un malade. Il se met en liaison avec les médecins et chirurgiens de la ville ; ainsi soigneusement informé, il renseigne tous les Commissaires du Bureau et chacun d'eux agit en conséquence.

Il contrôle chez l'apothicaire la composition du « parfum fort et doux » ; son rapport établi, la Compagnie délibère sur la quantité nécessaire. Le Médecin-Commissaire, non seulement surveille les chirurgiens de Saint-Laurent, mais encore apprécie la capacité des préposés à la visite des malades dans les faubourgs.

Lorsque la contagion croît, il amène le Bureau à prescrire des mesures de propreté générale — nettoyage des rues, des maisons — et d'interdiction s'appliquant à certains métiers, pouvant causer de l'infection, tels que taneurs, corroyeurs, chandeliers, « faiseurs de cordes d'instruments ». Surveillance spéciale des boucheries.

En résumé, le Médecin-Commissaire assume la direction technique de la Chambre de Santé et le contrôle médical de la lutte contre le fléau.

COMMISSAIRE AYANT LA CHARGE DES DÉCLARATIONS

C'est lui qui reçoit toutes les « dénonces », rédigées suivant un modèle publié dans l'Ordre :

« Le..... du mois de..... de l'année.....
rue..... maison où pend pour enseigne..... ou
appartenant à..... chez..... (marquer la profes-
sion et le nom du malade soupçonné et mettre le nom
du dénonciateur) ».

Une extrême diligence est indispensable. Un chirurgien visite aussitôt le malade déclaré. En cas de confirmation de la nature de l'affection, il fait un rapport établissant le nombre de personnes appartenant à la famille affligée. La nuit venue, on enlèvera le malade ainsi que les quarantains.

Il est à conseiller de « tenir les autres inquelins ¹ fermés dans leur demeure » au début de l'épidémie — jusqu'à la sixième famille touchée. — On risque ainsi d'empêcher la propagation de la contagion. Toutefois, après extension de la maladie, pour de simples raisons d'ordre pratique et matériel, on laissera toute liberté aux autres habitants de la maison. Au reçu d'un avis, les Révérends Pères de Saint-Laurent et de la Quarantaine ordonnent aux *hospitaliers* ² de monter dans des *bèches* ³, pour aller quérir les pestiférés. Chaque soir

1. Locataires.

2. Brancardiers.

3. Barques.

le Commissaire signe un rôle de toutes les familles frappées de peste, et en vertu de ce rôle les gardes conduisant les hospitaliers peuvent saisir malades et suspects. Le lendemain, ils rendront compte de leur mission.

Aucune exception n'est tolérée : les malades doivent quitter obligatoirement leur maison, en ville, quelle que soit la situation de l'immeuble.

COMMISSAIRE AYANT LE « CONTRE-ROOLE »

Recevant la liste des sujets enlevés la nuit, il la vérifie aussi bien à Saint-Laurent qu'à la Quarantaine. Un registre comprend les noms des décédés et ceux des quarantains ; il comporte également l'énumération des objets confiés.

COMMISSAIRE PRÉPOSÉ A LA DÉSINFECTION

Le garde accompagnant les *parfumeurs* lui remet le même rôle que celui des déclarations. Le Commissaire ordonne en conséquence la désinfection des logis et tient un livre où l'on trouve l'indication des pièces parfumées. Il prend note des prestations d'argent reçues — cinq livres par chambre désinfectée. — Autre registre concernant la consigne et le parfumage des marchandises provenant d'endroits suspects.

Le Commissaire veille soigneusement à ce que personnes et marchandises ne puissent pénétrer dans la ville, sans examen préalable des certificats de santé. S'il y a suspicion, envoi des personnes en quarantaine, après parfumage. Quant aux colis, distinguer les marchandises provenant de pays contaminés, et celles qui

ont été voiturées avec les « infectes » ; les premières nécessitant une désinfection longue et minutieuse, les secondes devant être parfumées extérieurement, sans être déballées, soit à la quarantaine, soit dans le bateau.

COMMISSAIRE AYANT LA SURVEILLANCE DES QUARANTAINS

*Le temps de quarantaine est fixé à 25 jours*¹.
Passé ce délai, on remet aux personnes linges et hardes, suivant le registre du Commissaire du contrôle. Sur la présentation d'un billet portant « nom et surnom », le Commissaire chargé du parfumage leur restitue les clefs du logis.

Lorsqu'un particulier désire passer sa quarantaine à la campagne, les clefs de sa demeure ayant été données au service de désinfection, le Commissaire lui délivre un certificat, suivant une formule précise exigeant la déclaration aux officiers des lieux. A son retour il prendra une attestation du Commissaire.

AUTRES COMMISSAIRES

L'ancien Consul a l'administration de Saint-Laurent et des quarantaines.

Un Commissaire possède la charge de trésorier : il paie tous les mandats délivrés par le Bureau.

Enfin un des Députés s'occupe de la menue dépense, notamment de la nourriture, et surveille les comestibles.

Un Secrétaire est adjoint aux Commissaires ; il tient

1. Depuis 1638.

le double du livre des dénonces et fait publier les ordonnances de santé.

Application des mesures propres à combattre le fléau.

**ORGANISATION DE SAINT-LAURENT
ET RÉCEPTION DES MALADES**

Un Révérend Père a la direction de l'hôpital d'isolement. Il lui est adjoint un autre religieux qui accompagne les chirurgiens au cours de leur visite, surveille la nourriture des malades et empêche la sortie des linges et hardes, sans désinfection préalable. Le frère lai a le registre des objets déposés à l'hôpital. Les hospitaliers sont attachés à Saint-Laurent et ne peuvent sortir sans le commandement ou la permission des Recteurs. Ils ont un costume particulier et doivent obligatoirement se faire accompagner par des gardes pour circuler. Le jour, ils enterrent les morts et blanchissent le linge. En vérité, ce sont surtout des infirmiers-brancardiers et ils procèdent nuitamment à l'enlèvement des malades. Les hospitaliers partent à trois, au minimum. La bèche amarrée, un d'entre eux surveille les sujets amenés, pour éviter tout rapport avec l'extérieur, pendant que ses compagnons vont chercher d'autres pestiférés portés sur des brancards à sangles. Le chargement effectué, on couvre la barque d'une toile et on revient à l'hôpital.

Les malades étant placés, le Supérieur s'enquiert de l'identité des arrivants et dresse l'inventaire des objets apportés. Sur le même livre, on notera la mort ou la

guérison du sujet. Pour établir le testament d'un pestiféré, il est habituel qu'un notaire — assisté de témoins — soit mandé à Saint-Laurent. Du bateau, où il se tient, à respectueuse distance de la rive, il entend les paroles du malade, lui faisant part de ses dernières volontés. Afin d'obvier aux inconvénients inhérents à cette pratique, l'Ordre propose que le R. Père servant de « curé ou vicaire » reçoive également l'acte ultime du pauvre « contagieux », lorsque celui-ci désire tester. Il conviendrait que ce fût en présence de sept témoins sachant signer — sinon en faire mention. — Le testament serait remis au Secrétaire du Bureau, après parfumage.

Quant aux « enfants à la mamelle », pour éviter toute confusion au sujet de leur origine, on leur attache au cou une marque de plomb, sur laquelle est inscrit un numéro. Sur le registre déjà cité, on retrouve le numéro donnant tous renseignements au sujet de la famille. Pour élever ces enfants, on se procure des nourrices et on utilise le lait des chèvres.

QUARANTAINES

Une organisation réglementée avec un soin minutieux ; ainsi nous apparaissent les quarantaines.

La direction de ces établissements incombe également à un religieux.

Un bâtiment spécial reçoit les malades guéris. Le plus souvent des constructions de fortune — ou cabanes — qui occupent surtout la prairie d'Ainay, sont réservées aux « infects », c'est-à-dire les personnes soupçonnées d'avoir été en contact avec les pestiférés. On y

trouve donc spécialement les familles des malades. Dans la première quarantaine, comme dans la seconde, les sujets doivent rester obligatoirement 20 jours. Passé ce délai, les personnes des deux catégories précédentes sont admises à la « *quarantaine d'approbation* », où elles demeurent cinq jours.

Les gardes, conducteurs des hospitaliers et des parfumeurs, ont aussi la mission d'accompagner les suspects à la quarantaine. Là, en principe, chaque baraque est isolée et l'on ne peut correspondre avec la cabane voisine. Des sentinelles doivent veiller à la stricte observation des ordres imposés.

Parfumage des individus à leur entrée, passeraient-ils d'une quarantaine à l'autre. Minutie des précautions quand un quarantain est frappé du fléau : son lit est emporté à Saint-Laurent et l'on effectue une désinfection soigneuse de la cabane et de ses occupants.

LES CHIRURGIENS AU SERVICE DU BUREAU

Un point d'histoire doit être signalé ici : il s'agit des conditions de recrutement des chirurgiens pour le service des pestiférés. Les Echevins, lors de la peste de 1628, furent obligés, faute de personnel, de demander des élèves chirurgiens bénévoles, pour soigner les malades. Afin de les attirer, on leur promit les lettres de maîtrise, sans l'accomplissement des formalités ordinaires. L'épidémie terminée, la corporation des chirurgiens-barbiers contesta ce droit du Consulat, et s'opposa à la délivrance de la maîtrise. Le litige fut porté devant le grand Conseil du Roi. Le 21 octobre 1630, un arrêt du Conseil prescrivait au Lieutenant

du maître-barbier du Roi de donner les lettres de maîtrise aux chirurgiens nommés par le Prévôt des Marchands et les Echevins.

Ainsi les demandeurs, ces infirmiers volontaires, eurent gain de cause, mais par cette investiture, ils demeurèrent astreints, dure servitude, à soigner les pestiférés suivant les ordres des Commissaires de la Santé. Un certain sieur de Sainte-Luce fut l'occasion d'un autre Arrêt, du 18 décembre 1643 ¹, confirmant le pouvoir des Consuls de disposer librement des chirurgiens ainsi nommés, lors d'un épisode de contagion.

A Saint-Laurent, les chirurgiens ainsi préposés, doivent « servir à tour de rôle ». Leurs émoluments sont fixés à 50 livres par mois, mais on leur retient 20 livres pour la nourriture. Pour les inciter à remplir diligemment leur mission, on leur promet, en cas de bons offices, la somme de 60 livres, allouée en fin d'épidémie.

Pendant qu'ils pansent les plaies, incisent les bubons — ce qu'ils font matin et soir — il leur est conseillé de mâcher de l'Angélique ou de la Carline. Nous connaissons, par ailleurs, la liaison établie avec le Médecin-Commissaire.

Les chirurgiens avertissent le R. Père lorsqu'il y a péril de mort « pour le salut de l'âme du moribond ».

LA DÉSINFECTION

Le Commissaire chargé de la désinfection, ayant le rôle des maisons affligées veille à ce qu'elles soient

1. Ordre public pour la ville de Lyon.

parfumées, le lendemain au plus tard. Par un billet à l'adresse du R. Père de la quarantaine il mande les parfumeurs et spécifie la venue d'ou ou deux quarantains « pour bien voir et faire parfumer leur demeure » et dresser en outre un mémoire des linges sales à désinfecter.

Les parfumeurs, comme les hospitaliers, ne peuvent sortir sans l'autorisation des religieux. Les gardes ¹ les conduisent au lieu désigné. Les mesures de désinfection ayant été prises, les quarantains ferment eux-mêmes leur demeure et remettent les clefs à un garde. Lorsqu'ils ne peuvent venir, des parents sont avertis. Pendant la séance, ces derniers se tiennent dans la rue et les parfumeurs à leur sortie, vident « sac et poches » pour bien montrer qu'ils n'ont rien dérobé.

Il est intéressant de préciser cette désinfection qui, en réalité, agissait par *sulfuration* et constituait une méthode d'une efficacité indiscutable, quant à la destruction des parasites.

L'Ordre nous en transmet la pratique et nous donne la composition des parfums utilisés ².

1. Ce sont les « Officiers » armés, ayant prêté serment de fidélité « entre les mains des sieurs Commissaires ». Ils se trouvent à proximité des domiciles des Commissaires des « dénoncés » et du parfumage. Sur l'ordre de ces derniers, ils se rendent la nuit « au lieu où les bèches doivent aborder » et dirigent les hospitaliers ou les parfumeurs à l'endroit assigné.

2. M. le Professeur Guiart a déjà rapporté la composition des différents parfums. Nous la citons à titre d'information.

Distinction entre deux parfums : l'un pour la désinfection des maisons, l'autre — parfum « doux » — pour les personnes. Le premier comprenait : 98 livres de soufre ; 7 livres d'antimoine ; 7 livres de tartre ; 3 livres et demie de poudre fine de chasse ; 3 livres et demie d'arsenic ; 1 livre 75 d'orpiment et 1 livre 5 onces de camphre. Chaque substance était pilée et on jetait les

Après balayage de la pièce, la paillasse du lit est brûlée au bord de la rivière. On ferme soigneusement tous les orifices, les habits et linges qui restent sont suspendus sur des cordes. Ceci fait, on dépose en différents endroits de la chambre la « valeur de deux livres de parfum concassé » que l'on enflamme avec un charbon incandescent.

Nous savons aussi que les personnes étaient parfumées, à leur passage en quarantaine. En l'occurrence, le sujet se tenait nu dans un endroit bien clos, « entre deux ou trois réchauds remplis de charbons ardents » sur lesquels on jetait une poignée du parfum « doux ». Que l'on apprécie le plaisir du patient !

En fin d'épidémie, il est bien entendu qu'une désinfection complète des locaux de Saint-Laurent et des Quarantaines sera pratiquée. Les hospitaliers videront les plumes des « coîtres et traversis », au milieu d'une pièce. On remuera soigneusement les plumes ainsi sorties, et l'on parfamera la chambre à trois reprises. La fosse des morts sera comblée, après avoir versé de la chaux vive sur les cadavres. On nettoiera plusieurs fois les cabanes, avec adjonction de parfum fort et l'on apportera un soin minutieux à la désinfection de Saint-Laurent.

poudres ainsi obtenues sur le soufre fondu dans une marmite en fer. On en faisait des pains.

Le parfum doux était composé de : soufre, résine, gomme de genièvre, encens, myrrhe, benjoin, styrax, cannelle, laudanum, anis vert, calamus, aristoloche ronde, gingembre, poivre, iris de Florence, lavande, menthe, en parties égales. Le tout était mélangé avec une quantité équivalente de son.

CONCLUSION

En résumé, l'Ordre public nous apparaît surtout comme un memento des mesures à suivre en temps de peste. Nous n'ignorons pas que si les grandes lignes des divers principes énumérés étaient déjà connues avant 1628, il n'en est pas moins certain que leur application fut incomplète. Des infractions fréquentes en détruisaient l'esprit, les sanctions n'empruntant pas un caractère juridique aussi sévère. La contagion de 1628 dépassa d'emblée les possibilités d'action efficace du Bureau de Santé par l'extension considérable qu'elle accusa, dès les premières heures. Cependant, nous verrons les mesures arrêtées et le rôle indiscutable qu'elle jouèrent dans l'assainissement de la ville. Ainsi, tout l'ensemble des précautions énoncées représente un schéma véritable de l'organisation réelle, s'éloignant quelque peu de la vérité quand on considère le xvi^e siècle. Toutefois, à partir de 1628, on se conformera à peu près rigoureusement au cadre dogmatique ainsi établi.

Nous avons noté la carence relative des prescriptions en temps de suspicion. L'Ordre, s'il ne précise pas la réglementation préventive, nous parle cependant de l'intéressante question de l'« *Hôpital des pauvres passans* » installé au faubourg de la Guillotière — déjà signalé par ailleurs.

Avant cette création, il arrivait en effet que le malheureux provenant de pays suspects tombât malade dans les faubourgs et mourût sans aucun secours.

De la sorte la maladie pouvait facilement se communiquer aux alentours immédiats de la cité et forcer la barrière sanitaire de l'intérieur.

Après remontrances des Commissaires de la Santé, les Consuls se rendirent acquéreurs d'une maison, destinée à augmenter la protection de la ville, en assurant la retraite des pauvres voyageurs, lorsque la contagion sévirait dans les provinces voisines. Pour rendre efficace cette mesure, dès lors, non seulement le fonctionnement de l'hôpital intervint, au cours d'une menace, mais surtout des chirurgiens capables — interrogés par le Médecin-Commissaire — furent attachés aux faubourgs. Ainsi l'étranger malade, examiné soigneusement, pouvait être dirigé sur Saint-Laurent, en cas de peste, ou on l'amenait à l'Hôtel-Dieu, quand il s'agissait d'une affection banale.

Chaque faubourg possédait ainsi un Chirurgien, ayant sous ses ordres des porteurs de chaises, pour conduire les malades, suivant le certificat délivré.

Un des Commissaires avait la direction de cette organisation et assurait la gestion de l'Hôpital des pauvres passants, dont la dépense relevait du Bureau. Bien entendu, la suspicion de peste écartée, la Chambre de Santé supprimait cette charge et la fermeture de l'hôpital s'ensuivait naturellement.

CHAPITRE IV

LES ORDONNANCES CONTRE LA PESTE

Il est certain que l'on ne pourrait pas attribuer au Bureau de Santé une action indépendante, exclusive dans la lutte contre la peste. Délégation du Consulat, cette formation n'a pas une individualité bien tranchée, dans la première période de son activité, jusqu'en 1628. Certes, les Commissaires sont l'âme des règlements, ils en ont l'initiative, mais nous verrons les ordonnances promulguées par le Gouverneur de la province. Nous noterons parallèlement la limitation des prérogatives de la Commission sanitaire, son pouvoir de police se bornant à de simples amendes. Non seulement ses attributions seront restreintes, mais le Bureau sera réuni par intermittence, même lorsque la peste sévira de manière endémique (1581-87). En dehors des précautions de 1579, le rôle primitif est essentiellement de défense. La grande épidémie de 1628 mettra en jeu l'intervention directe des Commissaires et graduellement l'influence de la Chambre de Santé augmentera, à mesure que l'on comprendra la nécessité d'une semblable organisation, non seulement de combat mais surtout de prévention du fléau.

Signalons également le caractère religieux que les mesures empruntent fréquemment, à la fin du xvi^e siècle, et par la suite une évolution comparable à celle que nous avons mise en évidence, lors d'une analyse rapide des traités sur la peste, le côté divin perdant de sa valeur.

Nous comprenons cette étude comme un essai de législation sanitaire contre la peste ; nous rapporterons minutieusement tous les faits qui intéressent les précautions arrêtées, mais en rejetant à priori le point de vue descriptif pourtant si tentant d'un travail de ce genre.

L'ordre chronologique paraît s'imposer ; nous nous contenterons de groupements d'années ou de dates précises, pour le plan de cet exposé, suivant les événements. Il serait possible schématiquement de diviser ce chapitre en deux périodes, l'une de défense, l'autre de prévention ; cette distinction se trouve figurée par la contagion lyonnaise de 1628 et la peste marseillaise de 1720.

Mais, avant d'aborder l'analyse des diverses ordonnances, nous désirerions montrer, par un rapide aperçu des règlements de 1564, que le principe même de l'action du Bureau de Santé — la déclaration obligatoire des malades, ayant comme sanction l'isolement — est très ancien. La nécessité des bullettes pour pénétrer dans la ville, en temps de suspicion, est certainement aussi bien antérieure à la constitution de la Commission sanitaire.

Nous insisterons également sur les mesures instituées en 1577 et 1579, caractéristiques d'une part de

la lutte, de l'autre de la prophylaxie de la peste, à la naissance même de l'organisme qui nous occupe.

I. Les Ordonnances de 1564.

“ Ordonnance pour le fait de la police de Lyon ”

(20 mai 1564)

De par le Roi : Tous les manants et habitants de la ville sont invités expressément à nettoyer ou faire nettoyer les rues, chacun en son endroit. *Tenir nettes les rues et places publiques, en ôtant fumier et autres immondices, dans les 24 heures.* Continuer ainsi deux fois par semaine « sur peine de prison et d'amende arbitraire contre les deffaillans ». A ce sujet sont faites « inhibitions et deffenses » de jeter dans la rue fumier, boues ou autres ordures « ne eaux quelles qu'elles soyent ». Il est interdit de « retenir longuement ès maisons, urines, eaux croupies et corrompues, ains est enjoint de les vuyder et porter promptement au ruisseau et après jeter un seau d'eau nette, pour leur donner cours : et à tous locataires et propriétaires des dites maisons, nettoyer ou faire nettoyer lesdites maisons tous les jours, n'y tenir aucunes immondices, ou autre chose qui puisse infecter l'air, sur les peines que dessus ».

Prohibition des « couchons, oisons, pigeons et counils » ¹.

« Item l'on fait commandement à tous vagabons povres valides, et autres gens oisifz et sans adveu..., de vuyder la ville dans trois jours ».

Défense aux mendiants de quémander par la ville : ils se retireront « par devers les Recteurs de l'aumosne, pour leur estre pouveu et secouru à leur nécessité, sur peine du fouet ».

Interdiction de se rendre dans les cabarets et tavernes « pour y boire et manger ».

Il est enjoint aux chirurgiens barbiers et aux compagnons chirurgiens d'« escrire les noms et surnoms des personnes qui seront blessez de jour ou de nuit, et qui se retireront par devers eux pour estre pensez et médicamentez de leurs playes :

1. Lapins.

Et iceux noms et surnoms apporter tout incontinent par devers le lieutenant criminel de la dite Séneschaussée, sur peine d'estre punis corporellement et d'amende arbitraire ».

(Cette ordonnance fut lue et publiée à haute voix, cri public et son de trompe)¹.

Ordonnance de Messieurs les Commissaires députés par le Roi, pour le fait de la police et santé de la Ville de Lyon.

(1^{er} juillet 1564)

Chaque Penon visitera deux fois par jour toutes les maisons de son quartier, pour savoir s'il y a des malades. Ces derniers — après un rapport du médecin ou chirurgien — seront conduits à l'hôpital, sauf les « personnes de qualité qui auront moyen de se nourrir en leur maison », à la condition toutefois que ces maisons soient « continuellement fermées à cadenas », les vivres étant déposés dans une corbeille placée au dehors, que l'on remontera de l'intérieur à l'aide d'une corde.

Les Penons feront emporter les cadavres et brûler leurs habits aux lieux désignés, de nuit autant que possible.

Le Voyer tiendra un bureau deux fois par jour. C'est là que s'adresseront les commis envoyés par les Penons, pour conduire les pestiférés et enterrer les morts.

Les Quaterniers, Dizainiers et autres habitants devront vaquer à la charge baillée par les sieurs Penons, et « ce sur peine d'estre désobéissans à Sa Majesté ».

Un médecin et quatre chirurgiens nommés par les Commissaires feront la visite et rédigeront un « rapport en leurs loyauté et conscience ».

1. Nous avons relaté cette ordonnance, quoiqu'elle ne semble pas concerner la peste. On pourrait même supposer qu'il s'agisse d'une simple réglementation de propreté préparatoire à l'arrivée du roi (la Cour restera du 10 juin au 9 juillet à Lyon). Toutefois, il est vraisemblable que la contagion n'est pas tout à fait étrangère à ces mesures générales. C'est justement parce que nous les retrouverons ultérieurement, en temps d'épidémie, que nous avons cru bon de les citer dès maintenant.

Rappel des mesures de propreté : les ordures seront portées hors de la ville ou jetées au fil de la Saône. Faire des feux au milieu des rues, « de dix en dix maisons ».

Deux tueries fonctionneront seulement : celle des Terreaux et l'établissement Saint-Georges. Limitation de la vente de la « chair » (quatre boucheries).

*Estat et reiglement de la police pour la santé de ceste vill:
de Lyon (12 août 1564)*

DE PAR LE GOUVERNEUR DU LYONNAIS, FOREST ET BEAUJOLAIS, Il est interdit aux malades de « fréquenter et converser en ladicte ville, ainsi seront tenuz et contraints de demeurer serrez en leurs maisons, s'ils ont moyen et pouvoir d'y demeurer, ou bien à l'hospital Saint-Laurens, ou aux cabanes, à ce destinées, sur peine de la hart ». En tout cas, lorsqu'il y a nécessité, les malades et suspects allant par la ville devront porter une « verge blanche ou baston blanc ».

Pour empêcher les sujets atteints de contagion de frayer, les cabanes seront transportées au-dessous du pont du Rhône et deux hommes postés à cet endroit veilleront à ce qu'ils ne pénétrant pas dans la ville. Les Conseillers Echevins, les Recteurs de l'aumône et les Commissaires de la Santé pourvoiront aux besoins des malades, et en particulier les feront visiter par les « barbiers et chirurgiens à ce commis ».

Les Commissaires établiront un rapport journalier des décédés et des guéris. Les cabanes dans lesquelles la mort sera survenue, seront brûlées incontinent. En cas de décès, les voisins seront tenus de prévenir les Dizainiers, Quaterniers ou le Penon du quartier. Ces derniers avertiront les Commissaires de la Santé qui feront enlever les corps par les hospitaliers. Le transport s'effectuera de nuit, s'il est possible, et sans « tumulte, trouble et scandalle ». Il est enjoint aux hospitaliers de « se comporter honnestement ». Ils se coifferont d'un « chapeau rouge » et de nuit « ne pourront aller que avec clochettes », sous peine de la hart.

Le lit garni du malade ou du décédé « sera porté et mys à Saint Laurens pour le service dudict hospital ».

Seules les personnes désignées par les Commissaires auront

qualité pour nettoyer les maisons visitées par la peste et lesdites personnes ne pourront pas fréquenter les autres habitants.

« Est très expressément enjoinct et commandé ausdicts Commissaires de faire serrer toutes les maisons de ladicte ville, où depuys six sepmaines en ça, ont esté mallades aucunes personnes de peste ou mortes ». Pour que les gens soient avertis et s'abstiennent d'y entrer, les Commissaires feront mettre « ès fenestres desdictes maisons ou autres lieux plus apparens un signal qui sera marqué avecques paincture verde. et au milieu de la principale porte et entrée desdictes maisons ».

Les chirurgiens et barbiers qui auront soigné les pestiférés et les personnes ayant visité les malades, ne pourront pas fréquenter d'autres habitants.

Réitératif commandement de nettoyer les rues et places publiques, chacun au devant de sa maison. Défense d'aller dans les cabarets, certains se trouvant atteints de contagion « par dissolutions, de boire, de manger et de paillardise ».

Les Commissaires, avec l'aide des Penons, feront « observer inviolablement ceste présente ordonnance ».

LE BUREAU DE SANTÉ

II. La contagion de 1577.

En 1576, Venise et la plupart des villes de Lombardie étant affligées de contagion, les Echevins avaient pris les précautions ordinaires : notamment on ne laissa pénétrer les marchandises que sur la foi de bons certificats, ou après quarantaine dans les lieux destinés à ces fins, hors la ville ¹.

1. Mentionnons une ordonnance analogue de M. de Mandelot du 13 juin 1574 : Aucun voyageur ne peut pénétrer dans la ville sans un « bon certificat ». On a le droit de supposer que ces mesures remontent fort loin.

Cependant dès le mois de janvier 1577, on découvrait des cas à la citadelle royale et aux alentours.

Grâce à la vigilance du Voyer, Bertrand Castel , le Consulat prévenu prit les mesures indispensables « avec toute la dextérité qu'il estoit possible pour ne scandalizer la ville et le commerce ». On dressa des cabanes pour isoler les pauvres soldats malades.

« En la ville ilz destinèrent des barbiers et médecins stipendiez du public, pour visiter les mortz et malades, firent faire deffenses par toutes les églises de n'enterrer aucun corps, qui ne fut certifié par le voyeur avoir esté visité par les médecins et chirurgiens à ce deputez, firent serrer ce peu de maisons où il y avoit apparence de ce mal, encores qu'en aucunes l'on faisoit doute si c'estoit de ce mal ou non, dans lesquelles ils faisoient nourrir ceux qui y estoient enfermez ».

La maladie s'étendit cependant à la plupart des rues du quartier Saint-Nizier. C'est dans ces conditions que sur le conseil du Gouverneur, Monseigneur de Mandelot, une assemblée générale fut réunie le 4 mars. A cette occasion les médecins assurèrent que cette peste ne procédait pas de l'infection de l'air, mais bien d'un « fléau de Dieu » ou de l'« apport de choses infectes et contagieuses ». On implora en premier lieu la clémence du Seigneur : un jeûne général, au pain et à l'eau, eut lieu le Vendredi Saint ; en outre fut « vouée une chappelle rentée à l'honneur de Monseigneur Sainct Roch ». Pour débarrasser la ville de la contagion, pour la purger de toute infection, l'hôpital de Saint-Laurent fut ouvert et on y mena malades et morts, sans exception. On construisit à la prairie

d'Ainay des cabanes pour les suspects. Des bèches conduisirent de nuit pestiférés et quarantains. Les assemblées furent interdites (jeux, tavernes) et l'on assura le nettoyage des maisons « infectes ». Ainsi qu'en 1564, les Penons avaient la charge dans leur quartier de « *s'enquérir des sains et malades et les faire exhiber en leur présence* » ¹.

Des gibets dressés à tous les carrefours, avertissaient les « *engraisseurs* » ² de la peine qui les attendait « sans autre forme ny figure de procès ».

A signaler que l'Hôtel-Dieu du pont du Rhône se trouvait « infect ». Et notons la fuite des habitants, dès le début de la contagion, ce qui surviendra comme un leitmotiv à chaque épidémie, ainsi que les difficultés pécuniaires résultant des grands frais occasionnés. Monseigneur l'Archevêque qui vint à la ville « ne cessa de faire faire processions et prières publiques et privées ». Le jour de la Fête-Dieu (6 juin) il porta lui-même le Saint-Sacrement, par toutes les rues. Dès le 17 Juin, il n'y eut plus de cas.

Toujours, d'après de Rubys, le nombre des morts n'aurait pas dépassé 300 et deux tiers des malades de Saint-Laurent survécurent. On peut penser, à bon escient, que la sage réglementation arrêtée contribua à juguler le fléau. Il faut croire par ailleurs à la bénignité relative de cet épisode de contagion.

1. Nous insistons à nouveau sur ces diverses précautions, pour bien montrer que les futures ordonnances ne feront qu'appliquer les mêmes principes. L'Ordre public précisera seulement la désinfection

2. Gens qui avaient la réputation de semer la peste avec un onguent dont ils enduisaient en particulier les portes.

III. La menace de contagion de 1579 (1).

Deux années s'étaient écoulées, lorsque la quiétude de nos Consuls fit place à l'appréhension : la maladie contagieuse s'était déclarée en divers « lieux circonvoisins », tels que Saint-Chamond, Châteauneuf, Rivede-Gier, Saint-Martin-la-Plaine.

Sur les remontrances du Voyer, les Echevins décidèrent de rétablir le Bureau de Santé. Toutefois en attendant la formation de cette Commission, le Consulat arrêta une série de mesures. On ferma la porte Saint-Georges et la chaîne correspondante de la Saône fut tendue et cadénassée. Les commis des portes et les notables délégués devaient interdire l'entrée de la cité aux personnes et marchandises venant des lieux suspects. Pour une sûreté plus grande il fut résolu que lesdites marchandises réputées « infectes » ne pourraient pas plus être déposées dans les faubourgs de la ville que dans les bourgades environnantes. En cas de non-observation, les marchands, ayant fait apporter ou conduire les ballots présumés dangereux, s'exposeraient à une punition corporelle et au bannissement de Lyon, et quant aux marchandises elles seraient brûlées ainsi que les maisons les ayant abritées.

A noter le rôle important dévolu au Voyer. On lui confia la mission de défendre les abords de la ville. Il était ainsi chargé d'aller à Brignais et autres endroits situés sur les routes assurant les communications avec

1. Nous utilisons le travail d'Artaud (basé sur les documents des Archives).

les pays dangereux. Et là d'enjoindre aux habitants de ne pas livrer le passage aux sujets et marchandises déjà envisagés. En même temps le Voyer devait défendre aux cabaretiers de loger des personnes suspectes ou de retirer des colis « infects ». Le Sieur Bertrand Castel avait de plus à se mettre en liaison avec les Députés, pour le fait de la santé. Il est à remarquer que les Echevins accordèrent aux Commissaires le droit d'infliger une amende aux Notables ne remplissant pas leurs fonctions et de punir semblablement les « réfractaires et contrevenans aux ordonnances et police de la santé ».

Le 6 Juillet, le Bureau de la Santé est constitué, et l'on décide qu'il y aura deux séances par semaine, mardi et jeudi, et plus souvent si les circonstances le nécessitent. Les marchands de la ville faisant le trafic de la soie à Saint-Chamond sont convoqués le même jour à la Chambre de Santé. Un des députés les exhorte alors à prendre en bonne part la suspension de leur commerce et d'oublier le profit particulier pour le bien public. Toutefois des lieux seront désignés où l'on procédera à la désinfection des marchandises condamnées, c'est-à-dire les « déemballer, essorer, nettoyer et mettre au vent l'espace de quarante jours », et ainsi purifiées elles pourront pénétrer dans la cité.

Le lendemain, comparaissent devant les Commissaires les compagnons-barbiers accompagnés du « prier » de la corporation, « auxquels à la requête du Voyer de ladite ville, ont esté faites inhibition et deffense d'aller aux champs et practiquer en quelque part que ce soit, si ce n'est par le congé de leurs maistres et de l'expres consentement et permission des-

dicts sieurs députés, sur peine d'amende arbitraire et de punition corporelle si elle y eschet ».

Mais, les commerçants craignant que leurs affaires ne périssent s'adressèrent au Consulat, espérant quelque accommodement. Leurs doléances se heurtèrent d'abord à une fin de non-recevoir. Puis ils alléguèrent que le danger avait disparu de Saint-Chamond, ce qui fut confirmé quelques jours plus tard par le Voyer commis sur les lieux. Et pourtant, malgré ces preuves, nonobstant les protestations des marchands, les Commissaires n'osèrent prendre la décision du libre négoce et la quarantaine des marchandises demeura obligatoire. Les habitants de Saint-Chamond ne purent pénétrer dans la ville sans exhiber de bons et valables certificats.

Le 29 Août, levée de l'interdiction frappant les marchandises, après une diminution progressive des mesures limitatives, au fur et à mesure que le danger disparaissait.

IV. Les Ordonnances pendant la peste (1580-1587).

Nous nous rappelons avoir précisé la déclaration de Monseigneur de Mandelot du 29 Juillet 1587, au sujet de la maladie contagieuse qui « peu ou prou » avait affligé la ville « depuis dix ans en ça ».

Mentionnons également la constitution fréquemment renouvelée du Bureau de la Santé — entre 1581 et 1586 — dont la restauration traduisait la reprise ou plutôt l'exacerbation du fléau. Et de fait la période qui nous occupe, en dehors des années extrêmes où furent

édictées des ordonnances de prophylaxie, est avant tout une phase de lutte contre la maladie contagieuse. Notons seulement que les années 1582 et 84 apparaissent comme des accalmies relatives.

D'ores et déjà, nous nous limiterons presque exclusivement aux ordonnances de Santé, donnant dans ses grandes lignes la réglementation suivie.

Toutefois, signalons le rôle important rempli par le Voyer, le Sieur Castel, qui veille à l'exécution des ordres du Bureau, accompagne les hospitaliers, reçoit les renseignements fournis par les Penons, et fait des remontrances pour modifier, au besoin, les décisions arrêtées par les Commissaires de la Santé. C'est lui qui parfois demande la promulgation de nouvelles ordonnances. En un mot, intermédiaire entre la Chambre de Santé et les agents subalternes, le Voyer est informé de tout ce qui a trait à la contagion et transmet toutes les données utiles au Bureau qui prend les mesures nécessaires ¹.

Remarquons une certaine tolérance accordée aux malades et quarantains. Il est peut-être bon de rappeler une distinction de principe entre les simples suspects et les « infects » ayant fréquenté les malades. Théoriquement on réserve des hôpitaux ou des bâtiments

1. Rendons en passant un légitime hommage à ce modeste serviteur réputé « bon homme de bien et très affectionné aux affaires publiques ». Le peuple le rendant faussement responsable de l'entretien du mal, il fit accepter sa démission en août 1586. Quelques mois plus tard, le sieur Castel était contraint par le Gouverneur et les Echevins à reprendre sa « charge, cure et sollicitude du fait de la Santé publique ». (Transcription des textes des Archives de 1583 à 1586, sans nom d'auteur).

spéciaux aux quarantains. Ainsi en 1583, l'hôpital et le jardin d'Athanasie reçoivent les suspects. Dans les procès-verbaux de la Santé de 1585 et 86, l'hospice de Gadagne et le lieu de la Blancherie sont affectés au même office.

Les infractions aux règlements donnèrent lieu à divers procès, mais seules des sanctions d'ordre pécuniaire furent arrêtées. Peut-on y voir l'explication, ou du moins une des raisons, d'une certaine confusion qui régna alors ? L'inobservation des ordonnances est loin d'être rare, l'isolement des malades et des sujets sains n'est peut-être pas toujours parfait. Il semble que l'on assiste à une phase de tâtonnements. *Le Bureau de Santé n'a pas encore sa forme définitive ; on le constitue seulement lorsque l'épidémie redouble* et ses attributions judiciaires ne dépassent guère les simples amendes.

Ordonnance de par le Roi et Monseigneur de Mandelot ¹
(3 Février 1580)

Apprenant que l'on meurt de maladie contagieuse dans diverses villes d'Italie et du midi de la France, comme il pourrait en advenir quelque danger « *à ceste cause nous mandons et très expressément deffendons aux Notables et Commis des portes de ceste ville, de ne laisser doresnavant entrer aucunes personnes, marchandises, ny meubles venant des susdits lieux et endroitz* ».

Et quant aux personnes qui désirent l'accès de la ville, elles devront présenter un « *bon et vallable certifficat* » témoignant qu'elles ne proviennent pas d'endroits suspects et ne sont pas passées en territoire contaminé.

1. G. G. Santé, p. 29-31 (ainsi que les ordonnances suivantes, sauf toutefois l'ordonnance du 2 avril 1686, G. G. Santé, n° 76).

Les Députés pour le fait de la Santé prendront soigneusement garde à ce qu'il n'y ait « aucune faulte ny contravention » au présent avis.

Ordonnance de par le Roi et Monseigneur de Mandelot
(25 Mars 1581)

Pour implorer la protection divine, une *procession générale* sera organisée le vendredi suivant, dernier jour de mars. Elle partira de l'église Saint-Jean, sortira par la porte Saint-Georges, pour entendre une messe célébrée à l'église Saint-Just. En passant, on posera la première pierre de la chapelle qui « a esté vouée à Dieu, soulz le nom de Monsieur Saint Roch ».

La maladie contagieuse sévissant dans le Comtat-Venaissin, la Provence et en d'autres lieux tels que Paris, Le Puy, Tarare, on rappelle les interdictions précédentes.

« *Est enjoinct aux Capitaines Penons de ladicte ville, leurs Quaterniers et Dixeniers, d'avoir l'œil et de prendre garde sur les malades de leur quartier et penonnage, et notamment sur ceux qui pourroient mourir de mort subite, ou sans avoir longuement maladié, pour en advertir le Voyer d'icelle ville, qui s'informera de la qualité de la maladie, des médecins qui auront pensé le decedez : Auxquels médecins est enjoinct que s'ils descouvrent quelque maladie suspecte, ils ayent incontinent à la révéler aux députez de la Santé ou audict Voyer, pour y pourveoir selon l'exigence du cas, sur peine contre lesdicts médecins, de se prendre à eux de l'inconvénient qui pourroit advenir, à faute d'avoir descouvert et révélé l'estat et condition de ladicte maladie* ».

Défense aux fripiers et aux revendeurs d'acheter des hardes ou des meubles venant du dehors de la ville.

Ordonnance de par le Roi et Monseigneur de Mandelot
(31 Janvier 1582)

Cette ordonnance vise à la « continuation, augmentation et conservation » de la santé de la ville, après l'épidémie qui l'avait désolée. En conséquence, *défense expresse de blasphémer le nom de Dieu, de la Vierge et des Saints* « à peine pour

la première fois d'être mis au pillorier, y demeurer l'espace de quatre heures, et pour la seconde fois d'avoir la langue et les lèvres percées »¹. On rappelle la nécessité des « *bullettes et certificats authentiques* », à défaut desquels les personnes « n'entreront en ladite ville ny fauxbourgs d'icelle, ains seront tenus d'en vuidier à peine d'être procédé contr'eux extraordinairement ». Notables et commis devront « y tenir la main » à leurs dépens.

Les Penons dresseront un registre des personnes de leur quartier, qu'ils se feront « *représenter* » deux fois par semaine, ledit registre sera communiqué aux Députés de la Santé et au Voyer ; les maladies seront déclarées « *sitôt qu'elles seront advenues* », « pour y être pourveu et remédié selon la qualité d'icelles ». Médecins, apothicaires, chirurgiens et barbiers sont tenus de déclarer incontinent les cas de maladie contagieuse sous peine d'être « *déchus de tout droit de bourgeoisie, et d'interdiction de leurs charge et état* ». Les dénonciations sont encouragées par des primes, par contre mesures sévères contre les « *recélateurs* ». La vente des hardes, meubles, linges et habits est suspendue.

Mesures de propreté des rues, des maisons ; nettoyage des puits perdus.

(Cette ordonnance, comme les précédentes, était lue et publiée « à haute voix, cry public et son de trompe... à fin que du contenu en icelle nul n'en prétende cause d'ignorance et qu'il puisse mieux venir à la notice et cognoissance d'un chacun »).

Ordonnance du 20 Avril 1585

Certains habitants témoignant de mauvaise vie et se livrant à toutes sortes d'excès, il est enjoint « *à tous manans et habitans de ladite ville, assister au divin service ausdicts jours et festes de Pasques et à la sainte prédication de la parolle de Dieu, vaquer à prières et oraisons, visiter les églises, hospitaux et s'exercer ès œuvres de piété et charité* ».

1. Nous laisserons de côté dans les ordonnances qui suivront les mesures générales, telles que l'expulsion des vagabonds, mendiants, etc...

« Moyennant la grâce de Dieu », pour conserver la « santé » de la ville, le Bureau se tiendra deux fois par semaine.

Mesures générales de propreté (nettoyage des rues et des maisons). Les bouchers ne pourront souffler la « chair morte », autrement qu'avec un soufflet « pour obvier aux dangers qui en peuvent advenir ». « Lesquels bouchers ne laisseront toucher ny manier la chair qu'ils exposeront en vente sur leurs bancs à aucune personne que ce soit, sinon avec petites baguettes de bois que lesdicts bouchers auront pour cest effect ».

Rôle des habitants sains et malades, établi par les Capitaines penons et remis aux Députés de la Santé. Les personnes malades devront se « resserer » en leurs maisons « *jusques à ce que la qualité de la maladie soit cogneue* ».

« Et pour obvier aux plaintes qui ont cy devant été faictes par les commis de la Santé establis en ladicte ville, que plusieurs personnes mal affectionnées au bien et repos public font souvent des assemblées la nuict aux advenues des rues et leur courent sus pour les battre et offencer en exécutant leurs charges : sont faictes expresses défences et inhibitions à tous lesdicts habitants, de ne sortir hors leurs maisons après les huit heures du soir sonnées et de donner aucun trouble ny empeschement ausdicts Commis, sur peine d'estre punis comme perturbateurs du bien et repos public et selon l'exigence du cas ».

Au Bureau de Santé (pénultième jour d'Avril 1585)

Les Commissaires rappellent aux Capitaines Penons et à leurs Quaterniers de s'enquérir diligemment des malades. « Lesquels Penons seront tenus, advenant quelque maladie en leurs quartiers, mander les médecins et chirurgiens, qui sont deputez ausdicts penonnages, suivant le département sus transcript, pour estre les malades par eux visitez et en faire rapport le jour mesme à Nous Deputez susdicts de ladicte Santé, pour iceluy rapport veu, estre porveu comme il sera advisé ».

Suivent les noms des médecins de la ville, assistés chacun d'un ou deux chirurgiens, ayant la charge de visiter, dans le quartier désigné, les « personnes qui pourroient tomber

malades de la contagion, ou autre maladie, que Dieu ne veuille »¹.

Ordonnance de Monseigneur de Mandelot

(2 Avril 1586)

On retrouve les mêmes sanctions à l'égard des personnes qui profèrent des blasphèmes. Les manants et habitants de la ville « devront assister au divin service les jours de dimanche et festes solennelles ». Interdiction des jeux, les mêmes jours.

Il est enjoit aux pauvres de Lyon de « se contenir en leurs maisons ».

Nécessité des « bullettes » pour pénétrer dans la cité.

Les « medecins, apothicaires, chirurgiens, barbiers, empyriques » déclareront incontinent les malades ou suspects « à peine de cinq cens escus, sans modération ».

Il est défendu de « licentier et faire sortir hors leur service aucuns serviteurs ou chambrières pour quelque cause que ce soit », sans en avertir au préalable un des sieurs Députés de la Santé (certaines personnes se débarrassant ainsi, sans prévenir, de leurs domestiques atteints de contagion).

De par Monseigneur de Mandelot

(Le 14 Juin 1586)

La maladie contagieuse ayant disparu², les habitants des villes et villages circonvoisins, où le mal sévit, ne pourront pénétrer dans Lyon et ses faubourgs « sur peine, où ils y seront trouvez, d'estre sur le champ et sans forme ny figure de procès puniz corporellement » (Cette ordonnance devait être lue dans les villages).

1. Peu après, les médecins et chirurgiens étaient convoqués au Bureau, et se refusant à la sujétion représentée par les visites suivant les départements, s'offraient à continuer librement leur service pour le bien public.

2. Ordonnance arrêtée sur les remontrances du Voyer, mais la maladie persistait en vérité, quoique atténuée.

Autre Ordonnance du 13 Mai 1587

« En premier lieu, implorans l'ayde et faveur de Dieu », on exhorte les citadins à « ce mettre en bon estat ces prochaines festes de Pentecostes ». « Et parce que sous prétexte de dévotion, l'on a accoustumé à semblables jours d'aller à l'isle Barbé, où ils se commet une infinité de desbauches, tant en dances, jeux de quilles, qu'autres jeux, recentant plus tost son paganisme que du christianisme », en raison du mélange des habitants avec les paysans qui y vont en procession, sortant souvent de lieux suspects, il sera interdit de se rendre à l'île Barbe, pendant les trois jours de fête.

Toujours le même commandement de nettoyer les rues et les logis.

Rappel des fonctions des Penons. Les chirurgiens « ne pourront penser lesdits malades que premièrement ilz n'aient rapporté l'estat de la maladie » au Capitaine penon ou à l'un des Députés.

Pour la visite des malades, deux médecins et quatre chirurgiens sont commis (moitié côté Fourvière, moitié Saint-Nizier).

*Ordonnance de Messieurs les Députés
sur le fait de la Santé
(6 juin 1587)*

Par la trop libre fréquentation, la maladie « est par ce moyen entretenue en icelle ». En conséquence les habitants des villes et villages atteints de contagion, ne pourront pas entrer dans Lyon, et il est fait défense aux citadins d'avoir des relations avec lesdites personnes suspectes.

Le 29 Juillet 1587

Pour la conservation de la santé qui est qualifiée « très bonne », sont prises des mesures de prévention à l'égard des pays contaminés du Languedoc, de la Provence et du Dauphiné.

V. Période d'acalmie (1587-1628).

Pendant tout ce laps de temps, on peut penser qu'il n'y eut pas de peste, du moins d'épisode sérieux. Brièvement, nous indiquerons seulement quelques ordonnances dictant les précautions ordinaires à l'égard des provinces où règne la contagion.

*Ordonnance de Monseigneur de La Guiche,
Gouverneur ¹*

(Le 3 Juin 1596)

Très expresse défense est faite à tous cabaretiers et autres habitants des faubourgs de Vaize, Saint-Just, la Croix-Rouse et la Guillotière, de recevoir des étrangers venant de Savoie (où la maladie fait des progrès) et des lieux voisins du Dauphiné, « sans qu'ils soyent accompagnés de bullettes et attestations faictes en bonne et deuë forme des lieux d'où ils seront partis et passez, comme il n'y a aucun mal ny soupçon de la susdite maladie ». Notamment à ceux de la Guillotière et Croix-Rousse qui devront faire vérifier les certificats par les Notables et Commis des portes du pont du Rhône et de Saint-Sébastien.

Le 3 juillet de la même année.

L'interdiction est renouvelée « sur peine de la vie et de faire piller les maisons de ceux qui y contreviendront » (la peste sévit dans la Savoie, la Bresse et les Dombes).

*Ordonnance du Roi
(Le 4 Septembre 1603)*

On ne recevra pas les personnes ou marchandises venant des Pays-Bas ou d'Angleterre, pays contaminés.

1. G. G. *Santé*, n° 76 (ainsi que les ordonnances suivantes, exception toutefois pour celles du 13 septembre 1606 et 4 mars 1614 que l'on trouvera dans le carton de G. G. *Santé*, p. 31-33).

Ordonnance du 13 Septembre 1606

Les sujets et les marchandises sortant des lieux suspects (Paris, Poitiers, Bordeaux) devront faire quarantaine pour avoir le libre accès de la ville. Toutefois ceux qui viendront par bateau pourront raverser la cité, sous certaines conditions : les commis de la Santé les mettront « dans une bèche vuide, où il n'y aura qu'eux, ladite bèche attachée à une autre, dans laquelle seront le batelier et commis de ladite Santé, qui les conduiront hors les chaisnes : ce faict sera à l'instant la bèche ou bateau, dans laquelle auront esté les susdits venans des lieux infects, suffizamment lavée et nettoyée ».

Ordonnance du 4 Mai 1607

Toujours les mêmes mesures de prévention au sujet des pays dangereux. Lyon, par l'importance de son commerce et de sa situation dans l'Etat, ayant « besoin de veiller à la conservation de la santé publique ».

Ordonnance

de Monseigneur le Marquis de Saint-Chamond

(Le 4 Mars 1614)

Toute personne de quelque qualité qu'elle soit devra prendre une bulleite des Commis des portes et chaînes « les advertissans d'aller loger aux mesmes logis portés par icelle ». Les habitants ne pourront recevoir lesdites personnes sans la bullette des commis « laquelle ils seront tenus de porter chacun jour à la consigne ».

Modèles de billets.

Certificat sanitaire

Nous Prevost des Marchans et Eschevins de la ville de Lyon, certifions à tous qu'il appartiendra, que part cejourd'huy de ladite ville, en laquelle par la grâce et bonté de Dieu n'a aucun danger ny soupçon de la maladie contagieuse, disant s'en aller à

Si prions et requerons tous Seigneurs, Gouverneurs, Consuls et Scindicz des villes et autres qu'il appartiendra de le laisser

librement et seurement passer et séjourner dans l faire ny souffrir estre fait mis ou donné aucun arrest, trouble ou empeschement, Nous offrons en cas pareil ou plus grand faire le semblable.

Donné à Lyon sous le seing du et seel des armes de ladite ville et communauté. Ce jour de l'an mil cinq cens quatre vingts.

Billet pour les Notables

(1619)

Notables pour le jour de 1619

Messieurs

Vous estes priez pour Notables à la porte de de la part de Messieurs les Prevost des Marchands et Eschevins, pour assister à l'ouverture et fermeture d'icelle et y sépournier sans discontinuation, à fin d'avoir l'œil et prendre garde à ce que les gardes du Roy ne facent aucunes exactions, tant sur les personnes que marchandises qui sortent de la ville, suivant et conformément aux deffenses qui ont estez sur ce faictes.

VI. La peste de 1628-29.

Avec l'épidémie de 1564. la peste de 1628-29 mérite une place des plus importantes dans l'histoire de la contagion à Lyon. Dans son travail, M. le Professeur Guiart nous en donne une description saisissante, nous faisant vivre par excellence le spectacle pitoyable qu'offrait la cité. Ce tableau facilite notre tâche, et c'est dans le cadre de « *La grande épidémie de 1628-29* » que nous subordonnons la transcription, plus ou moins résumée, de certains textes des Archives ¹.

Nous distinguerons les mesures générales de lutte;

1. Nous utilisons : G. G. Santé, n° 14, « Mémoire sur l'établissement du Bureau de la Santé de la ville de Lyon » et les Ordonnances de 1628-1629 qui se trouvent dans G. G. Santé, p. 33-34.

puis brièvement nous ferons allusion à la Confrérie de la Santé, créée en 1628.

La réglementation

En juillet 1628, ordonnance des Commissaires députés de la Santé interdisant l'entrée de la ville aux personnes et marchandises venant de la Bourgogne, du Charolais et du Dauphiné, atteints de contagion.

Ordonnance du 12 août 1628, enjoignant de faire bonne garde à la barrière du faubourg de la Guillotière et portant défense aux habitants de « fréquenter et converser avec ceux des lieux de Vaux, Jaunage, Bourgoin... atteints de la maladie à peine du fouet et d'amande arbitraire ».

Malgré ces prescriptions, le faubourg de la Guillotière se trouva vite infecté : la porte du pont du Rhône fut fermée. Néanmoins la peste s'introduisit très rapidement dans la ville et accusa aussitôt une gravité exceptionnelle.

Le 4 septembre 1628, un règlement général est institué : pour empêcher les hospitaliers de dérober les habits des pestiférés — cause de dissémination de la contagion —, on les menace de la peine de mort.

Le 6 septembre, ordonnance suivant laquelle les personnes malades devront en faire effectuer la déclaration au Bureau de Santé. On leur fait défense « d'aller en ville et de converser et fréquenter les autres habitants, à peine d'être arquebusés et de confiscation de tous leurs biens ».

Le 23 octobre, il est décidé que les suspects mis en quarantaine ne pourront sortir et revenir dans leurs maisons, sans s'exposer à la sanction précédente.

Au début de décembre, paraît une ordonnance ¹ : On nomme quatre hospitaliers « nantis de pouvoirs extraordinaires ». Armés de petites arquebuses — ou carabines — il devront faire des patrouilles continuelles. Les suspects et les personnes fréquentant les malades seront astreints à porter à la main un bâton blanc « long de trois pieds, à la vue de tout le monde ». En cas de non-observation, on les attachera au

1. Elle est signalée dans « Lyon malade de la peste », mais nous ne l'avons pas trouvée dans les Archives.

plus proche carcan pour trois heures. La récidive entraînera l'estrapade et une troisième infraction méritera au sujet d'être arquebuse sans pitié.

Le 23 décembre, Ordonnance du Bureau qui porte défense aux personnes atteintes ou suspectes de la maladie, d'entrer dans les églises, sous peine de mort.

Le 24 décembre, les Commissaires de la Santé font paraître un ordre pour la désinfection des maisons « infectes du mal contagieux ».

Utiliser la chaux vive « environ un plain chapeau, fusée au milieu de la chambre, les portes et fenestres fermées, avec de l'eau et du fort vinaigre ». Puis balayage et nettoyage. Mettre ensuite aux quatre coins de la pièce, le parfum du sieur de Rochas.

Six « bandes » de parfumeurs doivent se partager le travail, chaque équipe¹ comprenant un religieux faisant fonction de surveillant, un « conducteur et ordonnateur des parfums », deux parfumeurs, un « masson ou manoeuvre » pour blanchir, un serrurier pour « ouvrir et fermer les lieux », enfin un garde, porteur du rôle transmis par l'un des sieurs Commissaires.

Extrême minutie des précautions, pour obtenir une désinfection absolue.

Le 16 janvier 1620, interdiction aux sujets guéris d'aller et venir dans les bourgs et villages de la province, sans porter la baguette blanche.

Le 22 janvier, la Chambre de Santé défend de « hanter et fréquenter » les suspects quand ils ont commencé leur quarantaine, « à peine de l'estrapade ».

La contagion diminua au début du printemps.

Dès le 5 mars, par un imprimé, les Commissaires certifient le déclin de la maladie « aux circonvoisins » : « il n'y a pas six malades en toute la ville, et presque tous ceux qui se descouvrent de nouveau sont frappez du senepont sans bubons ni charbons, qui faict cognoistre que ladite maladie dégénérant cessera bientost ».

1. Le Professeur Cuiart a déjà indiqué ce point. Nous en faisons mention, en raison de son importance, dans cet exposé des ordonnances.

L'assertion est d'importance (le commerce est ne jeu) et le 22 mars, le Prévôt des Marchands et les Echevins donnent une confirmation de l'ordonnance du Bureau, pour discréditer les faux bruits que des marchands « peu affectionnez » au bien de la ville, font circuler.

Le 8 mai 1629, Ordonnance du Sénéchal et « gens tenant le siège Présidial ». Pour faire face à toutes les dépenses concernant la santé, la ville s'est obérée : il n'y a plus d'argent. Les malades de Saint-Laurent, les quarantains de la Fleur-de-Lys réclament qu'on leur ouvre pour qu'ils puissent chercher des alimens. En conséquence les habitants sont « exhortez » à verser des sommes variables, « suivant la distribution à chacun d'eux faicte des pauvres » établie antérieurement.

Le 26 mai, rappel de l'Ordonnance précitée : payement dans le délai prévu, sinon les réfractaires y seront « contraints par toutes voies raisonnables, nonobstant opposition ».

Le 16 juillet, pour éviter un danger possible de contagion, il est ordonné à tous « soldats, goujats et autres à pied, qui se retireront, de ne point passer par ceste ville ».

Le 4 septembre, le Prévôt des Marchands et les Echevins rappellent les lettres patentes du 9 novembre 1617 « par lesquelles Sa Majesté veut qu'aucunes personnes ne puissent venir faire résidence en ceste ville, sans qu'elles ayent esté inscrites sur le registre, qui a cest effect se tient au Secrétariat d'icelle », dont l'inexécution est cause de l'introduction de vagabonds et personnes « infectes », au préjudice de la Santé.

Quelques sanctions

Le 6 septembre 1628, on interdit au dénommé Roland, suspect de peste, de « désesparer de sa maison à peine de la vie ».

Le 12 novembre, un certain tripier, Toinachon, atteint de maladie contagieuse, ayant été surpris à vendre ses marchandises, est condamné par le Bureau, à être « arquebusé de deux coups de carabine » et s'il n'en « mouroit d'être pris par les hospitaliers et conduit dans la quarantaine de Saint-Laurent pour y demeurer jusques à sa guérison ».

(Au bas du jugement, il est spécifié que l'on ne mettra pas de balle dans l'arme, l'arrêt ayant été rendu pour « servir d'exemple au public »).

Le 9 décembre, Pierre Giraud est condamné à être arquebusé « jusques à ce que mort naturelle s'ensuive ».

Le 6 janvier 1629, un certain Defarges, convaincu d'avoir transporté des meubles et des effets contaminés d'un lieu à un autre, est puni de l'estrapade.

Le 1^{er} février 1629, le Bureau inflige la peine de l'estrapade et l'« amande honorable » au tailleur Jean Forestier qui, attaqué de la peste, a travaillé pour plusieurs personnes et a circulé dans la ville.

Le 5 février, un ouvrier en soie est condamné à être arquebusé sur le pont de la Saône.

Cette liste serait d'une énumération fastidieuse, si nous devions citer toutes les sanctions prises. Elle est déjà suffisamment explicite !

La Confrérie de la Santé

La naïveté populaire a permis des actes inouïs de brigandage, des individus — « engraisseurs » ou « infecteurs publics » — exploitant la croyance que l'on pouvait semer la peste par des opérations pernicieuses. Mais, si la superstition a eu cours, la religion a joué un rôle considérable dans l'histoire de la peste, en raison de l'origine surnaturelle que l'on attribuait au fléau, véritable punition divine.

M. le Professeur Guiart a mis en valeur l'importance des pratiques dictées par la dévotion.

Nous signalerons simplement l'existence d'une Confrérie de la Santé, instituée par les Commissaires en 1628, et qui persista vraisemblablement jusqu'au milieu du XVIII^e siècle ¹.

Cette association pieuse fut créée par les sieurs Députés « pour implorer et humblement réclamer, dans la calami-

1. G. G. *Santé*, n° 27.

On trouve de nombreux actes ayant trait à la « rente annuelle et perpétuelle » allouée au Couvent des Minimes pour le Service de la Confrérie.

teuse nécessité de l'incurable contagion qui désole cette ville de Lyon, les salutaires faveurs de l'aymable miséricorde de Dieu ». La Confrérie érigée en l'église des religieux Minimes fut placée sous l'invocation et à l'« honneur de Jésus-Christ, de Nostre Dame de Consolation et des glorieux saint Roch et saint François de Paule ». Le dimanche précédant certaines fêtes, les Curés des paroisses et les Prédicateurs étaient chargés de publier les statuts de la Confrérie, avec les indulgences papales « à fin que chacun se mette en devoir de reconnoître les insignes grâces receües de l'aymable bonté de Jesus-Christ... Et par cette reconnoissance obliger la Miséricorde de continuer ses faveurs et en départir des nouvelles, préservant cette ville du mal contagieux ».

Un imprimé donne toutes les indications relatives aux bénéfices spirituels accordés et spécifie les pratiques recommandées aux membres de la Confrérie ¹.

VII. Le Bureau de Santé de 1630 à 1720.

Dans les dix à quinze premières années, les ordonnances furent nécessitées par des récidives de contagion (ou plutôt petites courbes épidémiques greffées probablement sur un terrain endémique). Nous ne signalerons que quelques points particuliers, pour ne pas nous exposer à des redites.

La seconde période, au point de vue de la peste, fut avant tout marquée par des mesures de prévention : le Bureau de la Santé perdant son caractère primitif

1. Ce travail ne saurait envisager une étude véritable de cette institution. Néanmoins signalons la bulle papale d'Urbain VIII, très curieuse (*G. G. Santé*, p. 18-27) et le livre de la Confrérie de la Santé (*G. G. Santé*, p. 27) dans lequel « sont escrits les noms et surnoms des confrères de l'un et l'autre sexe qui s'enrolent en ladite confrérie pour participer aux indulgences... ».

Mentionnons enfin que l'Ordre public pour la ville de Lyon (« De la charge du secrétaire ») y fait allusion.

d'organisme essentiellement défensif, devient un puissant moyen de prophylaxie du fléau. Là encore, nous résumerons succinctement.

En 1631, le 16 avril, afin de subvenir aux dépenses occasionnées par les malades, on décide, à la suite d'une assemblée générale, le principe d'une contribution pécuniaire des habitants aisés. En cas de refus, ils seront taxés et contraints de payer « comme pour fait de police ».

Nous apprenons le 11 septembre que le Prévôt des Marchands et les Echevins n'ont pu bénéficier des sommes escomptées, les Capitaines penons s'étant heurtés à des oppositions, et ayant rencontré « quantité de maisons fermées » dont les occupants étaient à la « campagne ». Ainsi frustrés, les Consuls obtiennent (par décision du Présidial) que les absents, avertis par leurs voisins, versent l'argent prévu dans les trois jours, sinon on saisira meubles et effets « jusques à concurrence desdites taxes et frais desdicts commandemens ». Quant aux autres habitants qui refusent, ils seront semblablement astreints à payer cet impôt exceptionnel.

Pendant cette épidémie de 1631, notons seulement une *ordonnance des Commissaires de la Santé du 1^{er} août*¹. Elle concerne les maîtres qui renvoient leurs domestiques malades, sans que le Bureau en soit averti, « ce qui altère gravement la santé publique » : « Nous avons fait et faisons très-expresses inhibitions et deffenses à tous propriétaires des maisons, maistres et maistresses et chefs de famille, de quelque qualité et condition qu'ils soyent de ne congédier, ny laisser sortir de leurs maisons aucuns serviteurs, servantes ny domestiques malades, de quelque sorte, ou espèce de maladie que ce soit, non pas mesme pour les envoyer à l'Hostel-Dieu, soit qu'ils ayent attestations de médecins, chirurgiens et apothicaires, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, jusques à ce qu'ils nous les ayent dénoncez, et eu sur ce nostre permission, à peine contre chacun des contrevenants de trois cents livres d'amende applicable aux necessitez de la Santé, et de punition exemplaire s'il y eschoit ».

1. G. G. Santé, n° 76. Les deux ordonnances précédentes se trouvent dans G. G. Santé, n° 7.

Le 12 août 1638¹, rappel des prescriptions signalées, certains maîtres ne dénonçant pas leurs serviteurs malades, mais s'appropriant « par astuces ou autrement » les billets des sieurs Recteurs de l'Hôpital du pont du Rhône, pour faire recevoir les domestiques dans cet établissement.

Le 23 mai 1640, les Commissaires font défense aux « bateliers et battelières » de faciliter l'entrée frauduleuse de personnes et marchandises venant des endroits suspects (Dauphiné, Languedoc, Provence). Les contrevenants s'exposeront désormais au pilori et leurs bèches seront brûlées.

Le 1^{er} août 1649, la contagion règne à Marseille. Mesures en conséquence.

Le 27 février 1650, on met à l'index les villes de Marseille, Aix, Aubagne, Beaucaire et Anduze.

Les imprimés du 22 août 1652 et du 23 juillet 1656, concernent les personnes et marchandises venant des lieux contaminés d'Italie.

En 1664, ordonnance intéressant Amsterdam et autres lieux de la Hollande, où sévit la peste.

La même année (25 septembre), on prend les précautions nécessitées par un épisode de contagion à Toulon.

Le 4 mai 1668, des règlements sont arrêtés au sujet de la ville de Soissons et ses environs.

Le 30 juin 1668, on étend les mêmes mesures à Amiens et lieux circonvoisins.

Le 20 août 1668, ville de Reims et la Champagne.

Enfin, le 10 septembre, Rouan est en cause.

Le 27 septembre 1679², la peste est en Autriche (Vienne) et sévit également en Hongrie.

Le 19 août 1680, autre ordonnance ayant trait à l'Autriche et à l'Allemagne, pays contaminés.

En 1681, ordonnance interdisant l'entrée des marchandises venant d'Espagne.

1. *G. G. Santé*, n° 10. Toutes les ordonnances jusqu'en 1668, sauf celles du 4 mai, 20 août et 10 septembre 1668 (*G. G. Santé*, p. 18-27).

2. *G. G. Santé*, n° 76. Idem pour l'ordonnance de 1711.

G. G. Santé, n° 12, 1680 et 1713

G. G. Santé, n° 24, 1681.

Le 25 juillet 1711, itérative défense aux hôteliers de recevoir des forains ou étrangers, sans qu'ils présentent la « bullette de consigne des commis de la porte ou des chaînes par où ils seront entrés », certificat qui sera remis « incessamment » au Bureau établi à cet effet. Les bateliers ne pourront « passer ou amener par eau en cette ville aucuns étrangers y arrivant par le coche d'eau ou par terre », sans les avoir conduits aux portes au préalable, pour que l'on sache leur nom et le lieu d'où ils viennent. Les meuniers, bateliers et autres personnes possédant des bateaux sur le Rhône, depuis Saint-Clair jusqu'à la « queue » d'Ainay, les enchaîneront de 6 heures du soir à 6 heures du matin.

Ordonnance du Roi

(28 Août 1713)

Réglementation très minutieuse pour prévenir la communication de la maladie contagieuse qui s'est répandue dans les « païs héréditaires de la Maison d'Autriche et en quelques autres provinces et lieux de l'Allemagne ». Toute personne venant des lieux visés, quelle que soit sa condition, ne pourra pénétrer dans le royaume « sous peine de la vie ». Quant aux marchandises elles seront « brûlées sans être déballées ».

Les gouverneurs des provinces limitrophes auront soin d'établir des corps de garde sur les principales routes. Les officiers établis aux barrières et aux portes des villes-frontières, auront tout pouvoir de « faire tirer sur ceux qui, au préjudice des défenses cy dessus, entreprendront de passer ». Les courriers jetteront leurs paquets « à trente pas de distance des barrières » et les commandants des postes les feront « prendre avec des pincettes, tremper dans le vinaigre, et parfumer ensuite chaque lettre en la manière accoutumée en pareil cas ».

VIII. Les mesures préventives contre la peste de Marseille (1720-22).

Dans l'histoire des Bureaux de Santé la peste de Marseille présente un intérêt capital. L'action de la

Chambre de Santé lyonnaise examinée en particulier est considérable ¹ ; nous ne pouvons en faire l'exposé complet : c'est un simple canevas que nous proposons, avec les incertitudes inhérentes à semblable travail.

En face d'un péril national, le pouvoir royal s'est inquiété des précautions à prendre pour limiter le fléau. Sans prétendre traiter la question, nous noterons seulement certains règlements émanant de l'autorité maîtresse, préliminaires servant de cadre général aux ordonnances édictées par le Bureau de Santé de Lyon. Après avoir donné un rapide aperçu de l'activité de ce dernier organisme, en quelques mots nous signalerons la liaison avec différentes Chambres de Santé de notre pays et les formations similaires des autres nations.

Nous rappelons que la peste de 1720 d'abord localisée à Marseille s'étendit ensuite en différents endroits de la Provence et du Gévaudan.

Ordonnances Royales

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi au sujet de la maladie contagieuse de la ville de Marseille (14 Septembre 1720) **

Cet arrêt est déterminé par les règlements de plusieurs Parlements du royaume, dont le « zèle pour la conservation des provinces de leur ressort les a porté à prendre des précautions surabondantes et capables non seulement d'augmen-

1. *G. G. Santé*, n° 25 (p. 40, n° 135). Nous utilisons surtout les ordonnances imprimées dont nous préciserons la présence.

2. *G. G. Santé*, n° 12 (p. 36-39).

ter l'allarme et la consternation dans le cœur des peuples, mais encore d'interrompre le cours ordinaire du commerce ». Dans un but d'*unification des mesures arrêtées*, le Roi fait paraître et ordonne les dispositions suivantes :

Les habitants de Marseille et « tous ceux qui demeurent dans l'estenduë des limites ou barrières qui ont été marquées aux environs de ladite ville » ne pourront en sortir ou faire transporter des marchandises « à peine de la vie ». Les sujets de Provence et des provinces voisines ne pénétreront pas à l'intérieur de ce cordon sanitaire. De plus une seconde ligne défensive est instituée : on interdit le passage des rivières du Verdon, de la Durance et du Rhône aux habitants du pays de Provence n'ayant pas effectué une quarantaine dans les lieux désignés, et pendant le temps prescrit. Ils prendront des certificats de santé à leur départ et les feront viser par les autorités des endroits où ils passeront. « Le tout à peine des galères à temps contre les hommes, du fouet et du banissement à temps contre les femmes et filles pour la première contravention, et de mort en cas de récidive ».

Précautions spéciales à l'égard des courriers (rappellent l'ordonnance de 1713).

Une liste de marchandises est dressée : elle comporte les denrées considérées comme peu dangereuses, susceptibles d'être transportées de la Provence au delà du Verdon, de la Durance et du Rhône, après quarantaine « sur le bord desdites rivières du côté de la mer ». Par ailleurs, il est permis d'amener en Provence, aux lieux indiqués par les Commandants et Intendants, les bestiaux et marchandises des autres provinces.

Pour veiller aux précautions nécessaires, il sera établi des Bureaux de Santé en divers points du pays de Provence.

« Ordonne Sa Majesté que les *vaisseaux* venant des ports, rades et havres de Provence ne pourront mouïller l'ancre dans les ports, rades et havres de la Méditerranée, ni dans ceux de l'Océan et dans les rivières qui y ont leur embouchure, qu'aux endroits qui y seront désignés par les maires, eschevins, jurats et autres officiers municipaux des villes, en sorte néanmoins que ces vaisseaux y soient à l'abri, tant des accidents de la mer que de tous autres ».

Les maîtres des quais désignés à cet effet, auront le contrôle des mesures arrêtées.

« *Veut pareillement Sa Majesté qu'aussitôt après l'arrivée de ces vaisseaux, avant qu'aucun homme de l'équipage puisse descendre à terre, ni aucune marchandise être débarquée, tous ceux qui composeront l'équipage soient visités par les médecins, chirurgiens et autres qui seront à cet effet commis par lesdits officiers municipaux.* ». Les Capitaines des bateaux « *remettront aux médecins, chirurgiens ou autres, qui feront la visite, leurs lettres de santé expédiées par les magistrats ou officiers publics des ports d'où ces vaisseaux seront partis, et de tous les ports où ils auront pris leurs chargemens, en semble leurs lettres de mer et connoissemens, pour être en suite lesdites pièces représentées ausdits officiers municipaux* » (après parfumage).

S'il n'y a pas de cas de maladie contagieuse dans l'équipage, les pièces énumérées, en bonne et due forme, ne laissant place à aucune suspicion, « *entière liberté* » est accordée par les officiers municipaux au vaisseau, à son équipage et aux marchandises ¹. Si un cas de peste est relevé, lors même que le Capitaine serait muni de lettres de santé, le bateau sera renvoyé aussitôt.

Lorsqu'il s'agira d'un navire parti d'un port de Provence ou y ayant pris sa cargaison, les hommes de bord étant indemnes de contagion et les lettres de santé régulières, l'équipage et les marchandises feront quarantaine ; si aucun indice de maladie n'est apparu dans le temps prévu, l'entrée et la libre communication leur seront accordés.

Le 11 février 1721 ², un arrêt de S. A. R. décide que « tout ce qui passeroit de la partie gauche du Dauphiné à la droite, feroit vingtaine au delà de l'Isère, dans les lieux désignés... et une autre vingtaine à la porte de Lyon ».

Ordonnance de par le Roi (5 août 1721) ³. — La peste s'étant étendue à la Canourgue et au Gévaudan « Sa Majesté

1. N'est-il pas intéressant de faire un rapprochement avec l'actuelle patente des santé des navires.

2. *G. G. Santé*, n° 25 (à propos d'une assemblée du Bureau du 23 juin 1721).

3. *G. G. Santé*, n° 76.

de l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans »; fait défense à toute personne du Gévaudan d'en sortir, sous peine de la vie. Interdiction aux provinces voisines de tirer des marchandises de ce pays-là jusqu'à nouvel ordre.

Versailles, le 17 novembre 1722 (lettre du Garde des Sceaux à Monseigneur de Villeroy) ¹. — La contagion ayant disparu, la « désinfection a été faite en Languedoc avec tout le succès qu'on pouvoit espérer ». « En sorte que S. A. R. a jugé à propos de faire lever toutes les lignes, à la réserve d'un blocus qui restera encore tout le mois prochain autour de Mende ».

Ordonnance du 19 novembre 1722 ². — Prescrit la « suppression des lignes surveillées pour éviter la contagion. Toutefois la garde sera continuée en certains endroits.

Le 23 décembre 1722, liberté entière accordée aux personnes et aux marchandises, quelle que soit leur provenance, avec ou sans billet de santé.

L'action des Commissaires lyonnais

Ordonnance du 9 août 1720. — Le Président et les Commissaires du Bureau de Santé font défense aux personnes de Marseille et autres pays contaminés de pénétrer dans la ville et d'y introduire des marchandises (le 2 et le 5 du mois un règlement analogue avait déjà été affiché). Et quant aux sujets venant des endroits précédents qui se trouvent dans la cité depuis le 1^{er} août, ils seront tenus de se présenter devant Monsieur de Saint-Romain, l'un des Commissaires de la Santé « à peine de mille livres d'amande, même de punition corporelle ».

Les médecins, chirurgiens et apothicaires ne pourront quitter Lyon, sans en obtenir la permission.

Il est interdit de « vendre, débiter ny faire afficher aucune recette ou composition de remèdes, tant préservatifs de la contagion, que pour la guérir, qu'au préalable ils n'ayent été

1. *G. G. Santé*, n° 31 (Correspondance).

2. *G. G. Santé*, n° 12 (comprend les ordonnances suivantes du Bureau de Lyon hormis celle du 29 septembre 1721, *G. G. Santé*, n° 76).

aprouvés et n'ayant obtenu les permissions en tel cas requises et nécessaires, à peine de mille livres d'amande ».

Le 11 octobre 1720 (Bureau de Santé). — Non seulement Marseille et la Provence sont mis à l'index, mais on étend les mêmes mesures à Avignon, au Comtat-Venaissin ainsi qu'à la ville et principauté d'Orange. Les étrangers et forains qui se trouvent à Lyon depuis le 1^{er} août, et ceux qui y entreront, comparaitront devant la Chambre de Santé pour donner tous renseignements utiles sur leur identité « à peine de deux mille livres d'amande et du carcan ».

Les voituriers, patrons et bateliers qui viennent des lieux situés au delà du village de Saint-Pierre-de-Bœuf et conduisent des barques en remontant le Rhône devront s'arrêter au port de Formont (à l'endroit indiqué par un poteau) avec défense de débarquer personnes et marchandises et de « passer outre sans notre permission expresse, le tout à peine du carcan, de deux cents livres d'amande et de confiscation de leur bateaux, chevaux et équipages ».

Ordonnance de Monseigneur le duc de Villeroy (15 novembre 1720). — Le Gouverneur loue « la vigilance et le travail assidu des Commissaires de la Santé » ; il est touché des « efforts extraordinaires » accomplis par les Consuls « pour assurer une subsistance proportionnée aux besoins et au nombre des pauvres ». Toutefois, il rappelle les dispositions des règlements antérieurs et arrête d'autres mesures. On établira des barrières dans les avenues principales des faubourgs de la ville et autres lieux du gouvernement. Ces barrières seront gardées par les habitants de l'endroit. Les sentiers et chemins particuliers qui pourraient être suivis pour tromper l'autorité, seront « clos et fermés de murailles ». Aux portes de Lyon, à chaque barrière, des poteaux avec inscriptions donneront à tous les indications utiles. Les portes et chaînes de la cité ne livreront pas le passage de 5 heures du soir à 7 heures du matin (du 1^{er} décembre au 1^{er} avril).

Il est défendu aux personnes, sous peine de punition, de s'assembler « au delà du nombre de quatre » dans les rues et sur les places, « sous prétexte de mendicité ou autrement ».

Tous les habitants « en état de faire des provisions » sub-

viendront à leurs besoins en blé jusqu'à la saint Jean-Baptiste 1721 et déclareront ce dont ils disposent. Les marchands de blé et les boulangers sont invités expressément à « se servir pour huit mois de la quantité de blé ou de farine qu'ils doivent avoir pour le service du public », sous peine de déchéance de la maîtrise et d'une amende de 3.000 livres.

Pour venir en aide aux ouvriers sans travail, les marchands et maîtres de toute profession, fourniront les renseignements nécessaires au Secrétariat de la ville, sous menace de la sanction précédente en cas d'infidélité de témoignage.

Ordonnance du Bureau du 20 mars 1721. — Ayant été informés que les propriétaires et locataires de plusieurs maisons, notamment dans les quartiers « où le peuple est plus nombreux », négligent de tenir propres l'extérieur et l'intérieur desdites maisons, « ce qui n'est pas moins préjudiciable à leur propre conservation qu'à la santé publique », les Commissaires ordonnent aux personnes ainsi mises en cause, de faire balayer et nettoyer l'intérieur, les cours et allées des immeubles. Les ordures seront portées au Rhône ou à la Saône, à l'exclusion de tout autre endroit « à peine de cent livres d'amende ».

Pour éviter toute confusion et permettre aux marchandises l'entrée libre dans les provinces du royaume, on décide qu'elles seront plombées (après serment du marchand au sujet de leur origine), et sur le plomb sera empreint le sceau de la Santé.

Ordonnance des Commissaires du 3 juin 1721. — Les « merciers, colporteurs, fripiers, revendeurs et revenderesses et juifs » ne pourront exposer en vente leurs articles, en dehors de leur domicile « à peine du carcan, de mille livres d'amende et d'être lesdites marchandises, habits, hardes et effets brûlés par la main de l'exécuteur de la Haute-Justice ». Et ceux d'entre eux qui sont étrangers à la ville en sortiront sans délai, sous semblable peine¹.

1. Cette ordonnance est expliquée par la « connaissance certaine » du mode de transmission de la peste de Marseille à d'autres lieux de Provence, par l'intermédiaire de marchandises infectées introduites en contrebande. Elle tient compte aussi de la difficulté de savoir exactement la provenance des produits qui

Ordonnance du Bureau (25 août). — Les Commissaires suspendent tous rapports avec la Rouergue, pendant deux mois, en raison des relations commerciales étroites qui ont existé entre ce pays et le Gévaudan (avant l'Ordonnance royale du 5 août).

Conseil de Santé de Lyon (29 septembre 1721). — Les Commissaires avertis que des personnes s'étaient approchées des quarantaines de Formont, Ainay et Pierre-Bénite et y avaient même pénétré; renouvellent leur défense, sous peine de la vie. Et quant aux gardes qui ont la surveillance, ils seront fusillés s'ils ne remplissent pas leurs fonctions.

Quelques sanctions. — Le 30 août 1720, « plusieurs particuliers venans des endroits suspects, après s'être travestis, ont eu la témérité d'entrer dans la ville avec leurs hardes, marchandises et effets, par des routes détournées ».

Les plus coupables seront mis en prison et leur procès instruit « comme perturbateurs de la santé et de la tranquillité publique ».

Le 19 juin 1721, quatorze ballots contenant des étoffes de laine, tirés du Gévaudan, sans les précautions prescrites, seront brûlés sans être déplacées et la « procédure extraordinaire » contre les propriétaires suivra son cours.

Le 21 juin 1721¹, un dénommé Durand, fourrier de la ville, « atteint et convaincu d'avoir prévarié dans les principales fonctions de son employ, d'avoir faussement apposé le sceau de la santé... » sera « fuzillé jusqu'à ce que mort naturelle s'ensuive ».

Signalons la condamnation par anticipation d'un garçon charpentier venant de Marseille qui « s'est introduit furtivement en cette ville depuis quelques jours, déguisé en cuisinier ». La sûreté publique exigeant qu'« un crime de cette conséquence soit puny du dernier supplice ». En conséquence « ledit particulier sera arrêté et à l'instant conduit au pré appelé des repenties au fauxbourg de la Guillotière, où il sera attaché à un poteau qui sera à cet effet planté au milieu dudit pré, ensuite fuzillé et son corps mis dans le creux qui sera fait près dudit poteau avec la chaux nécessaire ». Les personnes qui l'abritent sont tenues de le livrer le jour même, « à peine d'être fuzillées et la maison qui lui aura servy de retraite brûlée ».

alimentent le trafic des colporteurs et autres individus comparables.

1. G. G. *Santé*, n° 36 (manuscrits).

Correspondance du Bureau de Santé

Il est bien certain qu'avant la peste de Marseille, des Chambres de Santé avaient déjà été instituées en divers points du royaume.

En faisant abstraction du traité de Ranchin déjà signalé, absolument superposable à l'ordre public pour la ville de Lyon, dans les textes mêmes des Archives nous trouvons des preuves incontestables que l'instauration du Bureau de Santé était considérée comme une mesure absolument urgente lors d'une épidémie de peste ¹.

Au cours de la contagion de Marseille, les Commissaires de notre ville entretenrent une volumineuse correspondance ² avec d'autres Conseils de Santé. Notons en particulier la *subordination* des formations analogues du Gouvernement de Mgr le Maréchal de Villeroy, au Bureau de Santé lyonnais. Signalons à ce sujet les lettres adressées à Saint-Etienne, Saint-Chamond et Montbrison, rappelant qu'il est nécessaire d'appliquer strictement les règlements : « dans une cause commune un chacun doit concourir, c'est la santé du public, c'est la vôtre, c'est la nôtre ».

Se « *conformant avec respect aux intentions de S. A. R.* » de nombreuses Chambres de Santé établissent des relations avec Lyon (Villeneuve, Uzès, Béziers, Montpellier...).

L'étranger (Suisse; Italie...) ne néglige pas la liai-

1. *G. G. Santé*, n° 11, « Parfums et remèdes contre la peste... ».

2. *G. G. Santé*, nos 29, 30, 31.

son indispensable avec nos Commissaires et un courrier important témoigne du rôle essentiel attribué au Bureau de cette ville ¹. Une lettre de Paris (4 juillet 1721) ne loue-t-elle pas « l'attention et la grande exactitude » avec lesquelles les Commissaires veillent constamment au « salut de Lyon, et par là pour celui de tout le royaume » ?

Nous avons vu que dès la fin de 1722, la maladie contagieuse s'éteignait dans le sud-est de la France : le pays tout entier se trouvait délivré d'une menace terrible !² *C'est le triomphe des Bureaux de Santé, le bannissement définitif des épidémies redoutables*. Il y aura encore un petit épisode de contagion à Marseille (une cinquantaine de morts) vers le milieu du siècle mais sans répercussion.

Remarquons toutefois la crainte suscitée par la peste de Messine en 1743. Dans la correspondance avec l'étranger, on trouve trace de cette inquiétude « par rapport au nombre de bâtiments sortis de Messine qui courent depuis quelque temps les mers d'Italie, attendu la difficulté de garnir suffisamment cette grande étendue de côtes pour empêcher tout débarquement ».

1. La correspondance avec l'étranger non seulement est bien antérieure à la peste de 1720, mais elle se prolonge jusqu'à la suppression du Bureau.

2. G. G. *Santé*, n° 76. Signalons le mandement de Monseigneur l'Archevêque de Lyon pour faire chanter un *Te Deum* en actions de grâces (26 février 1723). « Eclatons en cantiques de louanges... avouons que la cessation d'un mal si funeste, est le pur effet de la bonté de Dieu qui mortifie et qui vivifie ».

LES QUESTIONS D'HYGIÈNE ET LE BUREAU DE SANTÉ

Le Bureau de Santé créé pour combattre la peste, non seulement prit rapidement un caractère préventif qui s'accrut notamment dans la seconde partie du xvii^e siècle, mais encore son action s'étendit à d'autres questions intéressant la santé publique. Certes, l'étude de ces dernières attributions est de second plan, elle n'est toutefois pas négligeable. Nous ne pouvons l'entreprendre, du moins croyons-nous utile de fournir quelques références qui permettront peut être de faciliter des recherches ultérieures. Rappelons la fréquence des ordonnances concernant le nettoyage des maisons et des rues. Il est même curieux de noter que l'on considérait comme facteur utile de prévention ou de lutte contre la contagion, une réglementation de propreté urbaine, sans en connaître le fondement véritable.

Pour démontrer la réalité d'une Chambre de Santé, jouant le rôle d'une Commission d'hygiène générale, dans certaines conditions, nous limiterons nos investigations à l'année 1694, choix dicté par des décisions importantes prises à cette date. En quelques

mots, nous spécifierons ensuite les ordonnances qui relèvent de la « maladie des bestiaux », simples indications dans le temps.

Les délibérations de 1694 (1).

Le 26 février 1694 : En raison des avis donnés, que dans les villes de Montbrison, Saint-Chamond et Saint-Etienne, meurent « quantité de personnes et en très peu de temps, de plusieurs maladies populaires », le Bureau estime que l'on a « intérêt de s'informer de la vérité », et dans ce but décide d'envoyer sur les lieux, le sieur Parisot, maître chirurgien de la ville.

On apprend par la suite qu'il n'y a « présentement aucunes maladies dangereuses ».

Ordonnance des Commissaires (13 mai 1694) : Sur le rapport transmis que plusieurs *bouchers et charcutiers* de la ville et faubourgs, tiennent de la « viande morte » dans des locaux « où il y a très peu de jour et où il n'y a mesme aucun air : ce qui faict que la viande se corrompt plus facilement ». « Estant à craindre que cela ne cause de l'infection à ceux qui habitent près de ces endroitz la, par la respiration de la mauvaise odeur ». De plus, certains bouchers se permettant de tuer bœufs, veaux et moutons « hors des lieux qui leur ont esté destinés », ce qui peut « altérer la santé publique ». En conséquence, les Commissaires de la Santé ordonnent aux bouchers, charcu-

1. *G. G. Santé*, n° 24 (p. 40, n° 134).

chers et tripiers de mettre leurs produits « *dans des lieux exposés à l'air, très spacieux, et où il y aye beaucoup de jour* », pour qu'ils ne se corrompent pas et ne puissent incommoder le public. Défense aux bouchers de « *tuer le bestail et débiter la viande ailleurs que dans les boucheries publiques* » (la peine encourue est de 300 livres pour la première fois et de « *punition exemplaires* » pour la seconde).

Interdiction aux chamoiseurs et aux cartonniers de déposer leurs peaux et cartons sur les places publiques, en raison de la « *puanteur extraordinaire et odeur nuisible à la santé* » que cette pratique détermine.

Bureau de Santé, 19 juillet 1694 : Nous ne rappelons pas la discussion soulevée par la mention de maladies épidémiques, dans les délibérations de la Chambre de Santé. Notons seulement que les Commissaires pensèrent qu'il fallait considérer comme cause partielle de la grande mortalité, l'insuffisance notoire des cimetières. Ils avaient en outre reçu les plaintes des habitants logés au voisinage des églises (paroisses Saint-Paul, Saint-Nizier...) d'où partait une odeur épouvantable ¹.

Après un examen attentif, les Commissaires décidèrent de « *faire mettre les cimetières dans des lieux plus spacieux et plus aérés, qui ne soient pas dans le cœur de la ville* » comme ils l'étaient à ce moment. Le jardin joignant le boulevard Saint-Clair et le Rhône, endroit « *à couvert de tous vents et éloigné des mai-*

1. Et dans l'intérieur des édifices consacrés au culte, l'on « *pre-
noit incessamment des maux de cœur* ».

sons et de tout commerce », devait être réservé aux paroisses de Saint-Nizier, Saint-Pierre-les-Nonains et la Platière. Quant au cimetière de l'hôpital, sur les instances du Bureau, les Recteurs de l'Hôtel-Dieu avaient déjà promis qu'on le transférerait au faubourg de la Guillotière.

En ce qui concerne les paroisses de Sainte-Croix, Saint-Paul et Saint-Pierre-le-Vieux on déclara que leurs cimetières seraient placés « au Chemin neuf près d'un lieu dénommé Beauregard, ou à Fourvière près les murailles de la ville, ou près les portes de Veize et de Saint-George ». Enfin les Commissaires estimèrent qu'il serait « *fort à propos pour la santé publique de ne point enterrer dans les églises si fréquemment* » et que *l'on n'ensevelisse pas « plusieurs corps sous une même croix »*. Mais, pour faire exécuter plus promptement ces mesures jugées indispensables, ils prirent la résolution de transmettre leurs propositions aux autorités de Lyon ².

2. Nous n'avons pas trouvé d'autres manuscrits faisant allusion à cette question d'une importance si capitale. Signalons que la Bibliothèque de la ville possède un exemplaire de l'« Avis du Collège des médecins de Lyon sur l'établissement des cimetières hors de la ville » (Lyon, Delaroche, 1776, c'est-à-dire presque un siècle plus tard!).

La maladie des bestiaux.

Quoique ne pouvant traiter ce sujet, nous croyons néanmoins nécessaire de signaler la fréquence des actes de police le concernant. Voici dans sa localisation dans le temps, quelques dates principales auxquelles furent promulguées diverses ordonnances prohibitives, occasionnées par des épizooties que l'on considérait comme un danger public.

Ordonnance du 9 Avril 1604¹, suivie de la réglementation du 14 Avril de la même année².

Le 25 septembre 1668³ le Bureau de Santé prend de nouvelles mesures à l'égard des bouchers.

L 15 Juin 1682⁴, on arrête des précautions au sujet de la maladie des bestiaux qui sévit dans le Dauphiné, l'Auvergne, la Bresse et le Bugey.

En 1714⁵ ordonnances très intéressantes promulguées pour la « conservation de l'espèce des bestiaux » et dans un but de sauvegarde de la santé publique.

De 1744 à 1746⁶, la « maladie des bestiaux » retient toute l'attention des Commissaires de la Santé et l'on peut dire que les arrêts de police publiés à cette occasion constituent l'ultime manifestation de l'activité déployée par l'organisme d'hygiène envisagé.

1. *G. G. Santé*, p. 31-33.

2. *G. G. Santé*, n° 76 (avec les ordonnances concernant la peste).

3. *G. G. Santé*, n° 10 (p. 35, n° 71-76).

4. *G. G. Santé*, n° 12 (p. 36-39).

5. *G. G. Santé*, n° 24.

6. *G. G. Santé*, n° 27 (p. 40, n° 136). La plupart des manuscrits de ce carton se retrouvent sous forme d'imprimés dans le n° 76 (maladie des bestiaux).

CONCLUSIONS

I. — En face d'un danger sans cesse menaçant, constitué par les épidémies de peste, le Consulat, disposant de pouvoirs étendus de police, édicta, vraisemblablement dès son origine, les règlements jugés nécessaires.

II. — Toutefois, en 1577, lors d'un épisode de contagion, l'autorité municipale se repose sur une Commission du soin des mesures à instituer : le principe du Bureau de Santé est arrêté, et le pouvoir royal ratifie cette création en 1581.

III. — A mesure que ses attributions tendent vers une forme définitive, le rôle de prévention du Bureau de Santé se dessine de plus en plus, et l'importance des fonctions exercées s'accroît. En 1720, au cours de la peste de Marseille, la Commission fait figure de véritable dictature sanitaire. A cette occasion, la peste, péril national, détermine la multiplication des Chambres de Santé, sur tout notre territoire.

IV. — Les Commissaires de la Santé n'eurent pas seulement à lutter contre la peste, d'autres questions d'hygiène furent envisagées (boucheries, cimetières) et la « maladie des bestiaux » les préoccupa à diverses reprises.

V. — Ancêtre de nos modernes Bureaux d'Hygiène, l'organisme étudié disparut vers 1749.

VU :

Le Président de la thèse,
VU
Le Doyen, A. ROCHAIX.

J. LÉPINE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 9 novembre 1932.

Le Recteur Président du Conseil de l'Université,

A. LIRONDELLE.

BIBLIOGRAPHIE

Archives municipales. — Délibérations consulaires BB n° 85, 314, 315, 316. Santé de la ville : GG Santé¹.

ARTAUD. — Le Bureau de la Santé (*Bulletin de la Société littéraire, historique et archéologique*, Janvier-Février-Mars 1906).

AUDRY (J.). — Un épisode de la peste. Le drame d'Antoine du Verdier (*Lyon Médical* du 1^{er} et du 8 Décembre 1929).

BLETÓN (A.). — Histoire populaire de Lyon, Lyon, 1885.

BOITEL (L.). — Lyon ancien et moderne, Lyon 1838-43.

CHAPPE (inventaire) Santé. — (Vol. V, p. 7-50). Voirie (Vol. V, p. 381).

CHICOYNEAU, VERNY et SOULIER. — Observations et réflexions touchant la nature, les événements et le traitement de la peste de Marseille, Lyon 1721.

DAGIER (E.). — Etude chronologique de l'hôpital général et grand Hôtel-Dieu de Lyon, Lyon, Rusand, 1830 (t. I). *Documents pour servir à l'histoire de Lyon* (sans nom d'auteur), tirés des Archives, Lyon, Barret, 1839.

GOIFFON (J.-B.). — Relations et dissertation sur la peste du Gévaudan. Lyon, P. Valfray, 1722.

GRILLOT (Le P. J.). — Lyon affligé de contagion ; Lyon, Fr. de la Bottière, 1629.

GROZELIER. — Lyon en 1630 ; fragments d'histoire médicale. *Thèse de Lyon*, 1904.

GUIART (J.). — La peste à Lyon au xvii^e siècle (*Biologie Médicale*, mai 1929).

MARTIN (P. R.). — Lyon malade de la peste, in *Lyon vu de Fourvière*, Lyon, Boitel, 1883 (p. 481).

1. Les indications utiles se trouvent au cours même de ce travail. Signalons toutefois qu'il existe 76 cartons ayant trait à la santé, les 36 premiers représentent les documents consultés — nous nous sommes arrêté surtout aux ordonnances —, les numéros suivants concernent les actes de comptabilité du Bureau, hormis le n° 76 (maladie des bestiaux et ordonnances contre la contagion). En principe il existe une concordance entre les indications du Chappe et les cartons des Archives, vérifiée seulement au début : c'est pourquoi nous précisons le plus souvent le numérotage adopté récemment (faisant abstraction de l'inventaire Chappe).

MÉNESTRIER (C.-F.). — Eloge historique de la ville de Lyon et sa grandeur consulaire sous les romains et sous nos rois ; Lyon, 1669.

— Histoire civile ou consulaire de la ville de Lyon ; Lyon, 1696.

MOLLIERE (H.). — Un précurseur lyonnais des théories microbiennes ; Lyon, 1886.

MONFALCON (J.-B.). — Histoire de la ville de Lyon ; Lyon, Guilbert et Dorier, 1847.

Ordonnances de police. — Lyon, Benoist Rigaud, 1564 (fonds Coste, n° 6447, 6448... Bibliothèque municipale).

Ordre public pour la ville de Lyon pendant la maladie contagieuse (augmenté de plusieurs observations et d'un traité de la peste, avec quelques questions curieuses). Lyon, Ant. Valancol, 1670.

PARADIN (G.). — Mémoires de l'histoire de Lyon. A Lyon, Ant. Gryphius, 1573 (p. 191, 225, 285, 362).

PESTALOSSI. — Avis de précaution contre la maladie contagieuse de Marseille qui contient une idée complète de la peste et de ses accidents ; Lyon, 1721.

PONCET (E.). — Documents pour servir à l'histoire de la médecine à Lyon ; Lyon, A. Brun, 1885.

Procès-verbaux du Bureau de Santé (transcription des délibérations de 1583 à 1586 ; *Archives de la Charité*).

RANCHIN (F.). — Traité politique et médical de la peste (avec l'Ordre public pour la ville de Lyon par G. Chevalier, et le remède contre la peste de feu M. le curé de Collonge) ; Lyon, 1644-49.

ROYET (A.). — Excellent traité de la peste ; Lyon, 1583.

RUBYS (DE). — Discours sur la contagion de la peste qui a esté ceste présente année en la ville de Lyon ; Lyon, J. d'Ogerolles, 1577.

— Histoire véritable de la ville de Lyon ; Lyon, 1604.

SABATIER (A.). — Hygieia lugdunensis (*Lyon Médical*, Juin 1901).

STEYERT (A.). — Nouvelle histoire de Lyon ; Lyon, Bernoux et Cumin, 1899.

VALLANT. — Consultation sur la maladie de Provence ; Lyon, 1721.

VINGTRINIER (E.). — Le Lyon de nos pères ; Lyon, 1901.

YDELEY (E.). — Des secrets souverains et vrais remèdes contre la peste ; Lyon, J. Stratius.

